

La menace protectionniste

Les Américains n'ont pas fini de nous surprendre. Au moment même où ils adoptent une loi protectionniste, ils engagent une vaste offensive pour dénoncer le protectionnisme des autres, en l'occurrence celui des Européens. Le marché unique de 1993 sera « une forteresse commerciale fermée aux compagnies étrangères », s'inquiète M. Clayton Youtter, le représentant spécial pour le commerce du président Reagan. D'autres membres de l'administration sont plus violents encore. Si ces comportements s'expliquent, ils ne se justifient pas pour autant.

M. Ronald Reagan et l'Amérique ont démontré qu'ils savaient être les « champions du libre échange ». Malgré l'agressivité des exportateurs étrangers sur le marché américain, et ses conséquences en termes d'emploi et de comptes extérieurs, la Maison Blanche a pu résister aux pressions, pourtant fortes, en faveur de mesures protectionnistes. La seule finale adoptée aura été la baisse du dollar. A trois mois de l'élection présidentielle, et alors que son poulain apparaît en assez mauvaise posture, M. Reagan a cédé. Il accepte de signer un texte considéré comme protectionniste par les partenaires commerciaux des Etats-Unis.

A cette raison électorale s'ajoutent, dans la décision du président américain, des préoccupations de diplomatie commerciale internationale. La loi sur le commerce (le Trade Bill) ne ferme pas brutalement le marché américain. Celui-ci reste, et de loin, le plus important et le plus ouvert du monde. Mais elle permet à l'administration américaine de reconstruire un arsenal dans lequel elle pourra puiser en cas de besoin. Des armes nouvelles sont disponibles. Elles ne sont pas chargées, pour l'instant.

Cet arsenal, les Etats-Unis comptent bien le brandir dans les négociations internationales, comme l'Uruguay Round. Il constituera un instrument de dissuasion supplémentaire. L'offensive verbale engagée contre les risques d'un protectionnisme européen — réaction « trileuse et absolument anormale pour un grand pays », selon M. Cresson — s'inscrit dans ce contexte.

Comme les Japonais, les Américains craignent réellement que la création du marché unique européen ne se traduise par un mouvement simultané de suppression des frontières à l'intérieur de la Communauté et de renforcement des barrières vis-à-vis de l'extérieur. Ils n'ont peut-être pas complètement tort.

La loi commerciale américaine comme le marché unique européen pourraient en effet déboucher, l'une ou l'autre, un jour, sur la reconstruction d'entraves aux échanges. Comment ne pas souligner le paradoxe qui veut que le thème du protectionnisme réapparaisse en un moment où les experts du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) viennent de souligner le rôle joué dans l'actuelle embolie de l'économie mondiale par le dynamisme des échanges et la libre circulation des produits. C'est une raison suffisante pour espérer que la loi commerciale américaine en restera à l'état d'arme de dissuasion.

(Lire page 18 l'article de BERNARD HAMP.)

Le Livre blanc de l'économie japonaise
Tokyo table sur la consommation et l'investissement pour le maintien d'une très forte croissance.
(Lire page 18)

M 0147 - 0806 0 - 4,50 F



3790147004500 08060

L'OLP dans une position délicate

Le roi Hussein accélère la rupture avec la Cisjordanie

L'annonce à Amman, le jeudi 4 août, du prochain licenciement des quelque vingt et un mille Palestiniens employés en Cisjordanie par la monarchie hashémite confirme que le roi Hussein entend rapidement traduire dans les faits la « rupture » entre les deux rives du Jourdain annoncée le 31 juillet.

Le gouvernement d'Amman envisagerait, en outre, de ne pas renouveler les passeports des Palestiniens.



Lire page 3 l'article de FRANÇOISE CHIPPAUX

Dix mille candidats aux élections municipales

La nouvelle ambition des Verts

Une centaine de militants écologistes participent, depuis le lundi 1^{er} août, à des Journées d'été des Verts, organisées à Saint-Front (Haute-Loire). Le mouvement, dirigé par M. Antoine Waechter, ancien candidat à l'élection présidentielle, prépare les élections cantonales, municipales et européennes. Les Verts se sont fixés comme objectif de multiplier par dix leurs représentants dans les conseils municipaux (ils sont trois cents aujourd'hui). « Les Verts doivent d'abord s'enraciner avant de gagner le haut », résume M. Waechter.

SAINT-FRONT
de notre envoyée spéciale

Ah, qu'il est difficile de ne pas s'abandonner au doux plaisir du manquement des concepts! Les Verts, d'âge tendre, d'âge mûr, ou de maison, sont tous taillés dans le même bois : rien de ce qui est théorique ne leur est étranger. Le progrès, la liberté, la vérité, le village droite-gauche, le bonheur, sont pour eux autant de mots grisants qu'ils dissèquent avec volupté. Pourtant cette année, le programme des Journées d'été était sans appel : les Verts devaient se former aux très sérieuses finances locales, au fonctionnement d'une mairie et d'un conseil municipal, et apprendre à se « vendre » pour gagner les échéances électorales de 1989.

« Les écologistes se disciplinent », confie en souriant leur secrétaire national, M. Guy Marimot. Il y a encore trois ans, on nous aurait reproché de prévoir deux jours de formation. On aurait trouvé cela « directif »...

Mais les images d'Epinal n'ont pas toutes jauni. En contrebas du centre polyvalent de Saint-Front les tentes multicolores sommeillent aux côtés de voitures parfois décorees d'autocollants proclamant le refus du nucléaire ou les bienfaits de la nourriture biologique.

PASCALLE ROBERT-DIARD.

(Lire la suite page 6.)

10^e PRIX FRANCE-CULTURE

Journal du regard
Onze romans d'œil

BERNARD NOËL

P.O.L.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

Traite, travail forcé, prostitution

L'ONU dénonce la persistance de l'esclavage des enfants

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, dont la session s'ouvrira le 8 août à Genève, devra examiner notamment le rapport du groupe de travail sur l'esclavage. Les documents élaborés par ce groupe portent sur la traite et la prostitution des enfants, ainsi que sur leur enrôlement dans les armées (« le Monde » du 5 août), et d'une manière générale sur les pratiques esclavagistes toujours en vigueur dans le monde.

GENÈVE
de notre correspondante

Le rapport du groupe de travail sur l'esclavage ressemble davantage à un catalogue de musée des horreurs qu'à un document onusien. L'ordre du jour du groupe de travail donne le ton : « Examen des faits : a) l'esclavage et la traite des esclaves, b) la vente d'enfants, c) l'exploitation du travail des enfants, d) la servitude pour dettes, e) la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution, f) les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme ».

On apprend dans le rapport comment des enfants « sont condamnés à mener une existence inhumaine et misérable », ou « formés à des activités criminelles », voire même utilisés « aux fins de transplantation d'organes ».

Le document ne fournit pas, sur ce dernier point particulièrement cauchemardesque, suffisamment d'informations précises et

fiables. Ajoutons cependant que le Bureau international catholique de l'enfance a exprimé le désir de voir le groupe de travail examiner « la question de la vente de fœtus humains destinés aux industries pharmaceutique et cosmétique ».

Tout en notant que la vente d'enfants a pour origine essentiellement la misère et l'analphabétisme, le groupe de travail a examiné des témoignages indiscutables sur ce qui se passe dans certains pays.

Ainsi, selon une monographie présentée par la Fédération abolitionniste internationale sur la prostitution des enfants au Bangladesh, on aurait dénombré, dans des maisons closes situées à 15 kilomètres de Dacca, environ huit cents enfants âgés de sept ans ou à peine plus. Ces gosses devaient faire des passes quasiment sans arrêt dès 8 heures jusqu'à minuit et étaient à peine nourris.

ISABELLE VICHNIAC.

(Lire la suite page 5.)

50 habitants d'Ouvéa portent plainte

Ils affirment avoir été victimes de sévices de la part des forces de l'ordre

PAGE 7

Le terrorisme en Ulster

Nouveaux attentats de l'IRA

PAGE 5

Chronique de 1788

La prise de la Bastille

PAGE 2

Accidents de la route

Un entretien avec le professeur Claude Got

PAGE 7

Le Monde

SANS VISA

■ Alexandrie, Le Caire, cités antiques
■ La table ■ Les jeux
Pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve en page 22

SPORTS

Natation : un record inattendu pour Stephan Caron

Trois records de France ont été battus à Dunkerque, le jeudi 4 août, lors des championnats de France de natation. Stephan Caron, en particulier, a parcouru le 200 mètres nage libre en 1 min 49 s 18, améliorant son propre record de 28 centièmes. Quelques heures plus tôt, le champion était pourtant en proie à une crise de tachycardie. Son secret : le « contrôle mental ».

PAGE 8

Plongée sous-marine : des risques qui ne pardonnent pas

La plongée sous-marine attire de plus en plus d'adeptes le long des côtes françaises. Elle donne lieu aussi à de plus en plus d'accidents, parfois mortels, beaucoup d'amateurs n'observant pas les précautions élémentaires. La Fédération française d'études et de sports sous-marins tente de prévenir les risques en prodiguant des conseils et en multipliant le nombre de ses moniteurs.

PAGE 9

Des informations financières 24 heures sur 24 en Californie

Une radio... en or

Les radios américaines ont toujours fait preuve d'une formidable faculté d'adaptation au temps. C'est ce qu'a fait Money Radio, née à Los Angeles et consacrée uniquement à l'argent. La formule est aujourd'hui un succès. La radio locale devient un réseau national, négocie avec des stations situées dans les grandes villes d'Asie et rêve de Londres et de Paris...

Son nom, lancé avec tonus avant chaque séquence, est à la fois son titre, son emblème et son programme. Money Radio... Radio Argent! On est bien en Californie! Près de Los Angeles, dans une zone qui regroupe les comtés d'Orange et de San Bernardino, soit la région des Etats-Unis à plus forte concentration de possesseurs d'actions. Elle s'est lancée sur les ondes, un beau matin de mars 1987, en stu-

pefiant les auditeurs, qui, calés sur sa fréquence, avaient depuis quelques années l'habitude d'y entendre une radio musicale, spécialisée dans les vieux tubes des années 60. La station ayant été rachetée, place donc à la vie des affaires, des finances et de l'argent.

Du matin au soir et durant toute la nuit, Money Radio - KMNY AM - égrène toutes les informations susceptibles d'intéresser ceux qui, un jour ou l'autre, disposent d'un capital et cherchent à le faire prospérer : des épargnants possédant quelques actions aux plus fins spécialistes de la Bourse et du monde des affaires, amenés à intervenir sur les places internationales et à jouer sur les différents marchés.

Une cinquantaine de rédacteurs, enquêteurs, journalistes, conseillers, ex-cambistes et financiers sont donc mobilisés en permanence pour multiplier conseils,

informations, analyses et services ; faire le point au long de la journée sur la situation dans les diverses places financières ; suivre les échanges et les variations des taux ; comparer les indicateurs, les mouvements, les devises ; et risquer des pronostics au vu de la conjoncture économique et politique.

Lorsque la journée commence dans le monde de la finance internationale, il est 8 heures du soir à Los Angeles, mais Money Radio est à l'heure de Tokyo où s'ouvre tout juste la Bourse, puis de Hongkong et des divers pays du Pacifique d'où l'on fait le tour de la vie des affaires en informations courtes et synthétiques. 11 heures marquent l'ouverture des marchés européens, et la radio fait le tour des places du Vieux Continent.

ANNICK COJEAN.

(Lire la suite page 17.)

DES pantalons légers isettes, polos griffes) JIGUE
à l'opéra
- datex - l'exportation

CHRONIQUE DE 1789 L'ANNÉE SANS PAREILLE

20. La prise de la Bastille

14 juillet 1789

La fameuse prise de la Bastille — cet acte fondateur ou symbolique de la Révolution — est pour une bonne part la conséquence d'une série de malentendus. Le marquis de Launay, gouverneur de la prison, ne souhaitait pas l'épreuve de force. Et les Parisiens non plus. Mais les manifestants interprètent à l'envers toutes les initiatives. C'est donc l'assaut, qui fait quatre-vingt-dix-huit morts du côté des insurgés contre un tué du côté des assiégés. Le marquis de Launay est arrêté, insulté, battu, achevé au pistolet et décapité.

par MICHEL WINOCK

Le marquis de Launay, gouverneur de la Bastille, n'en a pas eu large depuis quelques jours. Sa garnison est composée de quatre-vingt-deux invalides qui ne sont plus des foudres de guerre. Il demande du renfort : il en obtient le 7 juillet, date à laquelle un détachement de trente-deux soldats suisses commandés par le lieutenant Desflus vient l'épauler. Dans les jours suivants, Launay s'emploie à renforcer sa défense par divers moyens : il pourvoit les tours d'un stock de pavés et de vieilles ferrailles destinés aux assaillants éventuels ; fait boucher les créneaux inutilisés et ouvrir au contraire de nouvelles embrasures ; réparer le pont-levis, etc. Toute cette agitation, qui se faisait sous les ordres d'un gouverneur gagné par la peur, fut considérée par les habitants du quartier Saint-Antoine non pas comme des mesures défensives mais comme autant de préparatifs d'attaque.

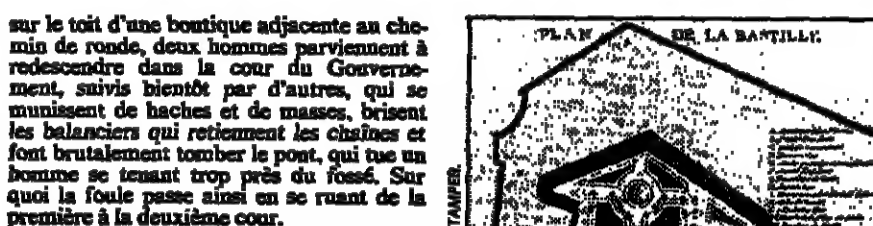
Cette première méprise — il y en aura d'autres dans cet événement « historique » — tient à l'état d'esprit révolté de la population depuis quelques jours. Le mot de Camille Desmoulins selon lequel la Cour préparait une « Saint-Barthélemy des patriotes » a couru tout Paris, qui croit donc comme fer au « complot aristocratique ». Launay, d'un côté, ceux qui vont prendre d'assaut la forteresse, de l'autre, c'est d'abord à un concours de la peur qu'ils se livrent.

Le matin du 14, une foule grossit peu à peu devant les tours de la Bastille. Le comité permanent de l'Hôtel de Ville, pour dissiper l'inquiétude, envoie à Launay une délégation, que celui-ci reçoit dans sa résidence avec amabilité et qu'il convie même à partager son repas, puisqu'il est environ 10 h 30, heure à laquelle on dîne habituellement. Puis le gouverneur fait reculer les canons posés sur les tours, accédant ainsi à la demande de ses visiteurs et leur prouvant ses bonnes intentions.

Mais tout cela prend du temps, la foule qui ne voit pas revenir les députés commence à faire du train, et l'on entend déjà dans ses rangs des cris d'assaut. Or voici la deuxième méprise de la journée : en voyant bientôt reculer les canons des tours, la foule en déduit qu'un les charge, tandis que les parlementaires de l'Hôtel de Ville sont retenus en otages à l'intérieur ! La rumeur monte, s'enflamme, circule autour des hauts murs, débordant la rue Saint-Antoine : le gouverneur va faire tirer sur le peuple ! Le district voisin, Saint-Louis de la Culture, une fois averti, envoie une délégation à la Bastille, conduite par l'avocat Thuriot. Lui et ses compagnons peuvent pénétrer dans la cour de la forteresse au moment où la première députation s'apprête d'en sortir.

Thuriot, cependant, en demande un peu plus : retirer les canons des embrasures et aussi consentir à la milice bourgeoise d'occuper la place. Il parle dans ce sens aux invalides et aux Suisses auxquels il s'adresse. Le marquis de Launay, secondé par Desflus et les officiers de l'état-major, lui dit l'impossibilité pour lui d'une telle reddition. De sorte qu'en sortant Thuriot, sans qu'il ait pu s'expliquer, se fait huer par la foule, qui crie désormais : « Nous voulons la Bastille ! »

Le comité permanent, mis au fait de la situation par Thuriot, décide que celui-ci, accompagné d'Éthie de Corny — lequel avait mené la délégation des invalides — et précédé d'un trompette, doit aller rassurer la foule sur les intentions du gouverneur. Mais, entre-temps, les manifestants, dont le nombre croît sans cesse et que l'impatience exaspère, poussent les premiers rangs contre la porte de l'Avancée, dont les deux ponts-levis sont relevés. Et voici la troisième méprise de la journée : les invalides, du haut des tours, veulent dissuader la foule de forcer l'entrée pour éviter le massacre, mais ne pouvant le crier assez fort, font de grands gestes à l'aide de leurs chapeaux, autant de signes qui sont pris d'un bas pour des encouragements. En montant



sur le toit d'une boutique adjacente au chemin de ronde, deux hommes parviennent à redescendre dans la cour du Gouvernement, suivis bientôt par d'autres, qui se munissent de haches et de masses, brisent les balustrades qui retiennent les chaînes et font brutalement tomber le pont, qui tue un homme se tenant trop près du fossé. Sur quoi la foule passe ainsi en se ruant de la première à la deuxième cour.

Il faut cependant franchir encore un fossé pour accéder à la forteresse. « Bas les ponts ! » crient les assaillants. Mais l'ordre est donné aux invalides qui sont postés aux créneaux des portes de faire feu. Une décharge de fusils, un coup de canon provoquent la stupeur. On crie à la trahison. Ainsi donc, Launay n'avait-il fait baisser les ponts, ouvert les portes de l'Avancée, que pour mieux piéger les patriotes dans cette cour du Gouvernement, où on les massacra ? Launay a-t-il donné l'ordre de faire feu ? Il est plus probable que les Suisses, voyant la foule se diriger sur le pont-levis principal de la Bastille, ont pris l'initiative. Quoi qu'il en soit, les attaques répliquent de leur mieux, sans grande efficacité, sans armement suffisant.

De l'autre côté de la porte, le gouverneur place un détachement suisse et une dizaine d'invalides prêts à tirer. Les assaillants, quant à eux, afin d'atteindre le pont-levis à l'abri des balles, tirent deux charrettes de paille et de foin dans la cour et y mettent le feu, ce qui leur permet de progresser derrière un rideau de fumée.

Pendant ce temps, à l'Hôtel de Ville, le comité décide une nouvelle délégation, sans attendre le retour de la précédente. On la flanque d'un tambour et d'un drapeau. Elle arrive à son tour dans la cour de l'Orme, tente de se faire entendre et, pour toute réponse, reçoit une décharge de mousquets. Launay craint un stratagème, à moins qu'il n'ait déjà perdu la tête, selon le mot de Rivarol. Cette réception accroît la fureur des assaillants, qui ne veulent plus entendre parler de délégation. La quatrième, depuis le matin, avait échoué.

DANS ces conditions, la milice bourgeoise, en la personne de son commandant en second, décide d'envoyer à la Bastille une partie des canons pris le matin aux invalides. D'autre part, un détachement de gardes-françaises, ralliés à la Ville, fait mouvement sur la forteresse, sous le commandement de Hulst, directeur d'une buanderie près de Saint-Denis et futur général, qui avait eu s'imposer, trente-six grenadiers et vingt et un fusiliers faisaient le principal d'une troupe grossie de quelques centaines de citoyens armés et forte de quatre canons. Ces renforts étaient eux-mêmes complétés par une colonne de civils commandés par Elie, un sous-lieutenant sorti du rang. Les deux vont ainsi prendre la direction d'un siège jusqu'à l'abandon de la forteresse. Elle se dévoua personnellement pour retirer les charrettes de paille enflammée qui avait l'avantage de masquer les assaillants mais l'inconvénient d'interdire la porte principale, qu'il fallait briser à coup de boulets. Aidé de quelques-uns, il tire les charrettes sous les projectiles, qui tuent deux de ses hommes. Les canons, après avoir été démontés, sont remontés à 30 mètres environ du pont-levis, de l'autre côté duquel les canons des Suisses ont été eux-mêmes mis en batterie.



La prise de la Bastille n'a pas été le fait des gueux, des pleure-misère, des sous-hommes en haillons qui hantent la ville.

Le rapport des forces n'est inversé. Le gouverneur s'en inquiète, demande à la garnison son avis : chacun veut éviter le carnage. Alors, Launay rédige un billet dans lequel il demande à capituler : « Nous avons vingt milliers de poudre, nous ferons sauter la garnison et tout le quartier si vous n'acceptez la capitulation... Le billet est tendu aux assaillants à travers un tron de la porte. Mais celle-ci était séparée de cour-là par le fossé. Alors, on va chercher une longue planche pour le surplomber, plusieurs hommes faisant contrepoids à l'extrémité. Un cordonnier, du nom de Michel Bezier, s'y risque pour saisir le

Babeuf à sa femme :
« Les supplices en tout genre, l'écartèlement, la torture, la roue, les bûchers, le fouet, les gibets, les bourreaux multipliés partout, nous ont fait de si mauvaises mœurs ! Les matras, au lieu de nous polir, nous ont rendus barbares parce qu'ils le sont eux-mêmes. »

papier, mais il perd son équilibre et tombe dans le fossé. Un autre, meilleur équilibriste, atteint le message, qui est lu par Hulst. Mais la foule ne veut pas entendre parler de capitulation ; il faut donc donner l'assaut ! Avant que l'ordre n'en soit donné, le gouverneur, dans l'intention de ses résolutions, a laissé s'abattre les ponts-levis : comme au signal, les assaillants pénètrent dans la forteresse, désarmant ses défenseurs désemparés, mettant à sac les appartements, libèrent les quelques prisonniers, s'emparent d'une partie de la poudre.

Les hommes qui avaient défendu la Bastille sont menés sous escorte à l'Hôtel de Ville : en chemin, les menaces et les injures pleuvent sur eux. Le marquis de Launay est arrêté, sa canotière et son épée lui sont arrachées, des cris de mort sont clamés à ses oreilles. Hulst et Elie font de leur mieux pour s'interposer entre leur prisonnier et la foule, mais près de l'église Saint-Louis ils doivent renoncer à le défendre, tant le gouverneur, insulté, vilipendé, battu, ne semble plus qu'un gibier traqué devant les crocs de la meute. L'ordre de plusieurs coups d'épée et de baïonnette, Launay est achevé au pistolet. Il faut plus : montrer sa tête aux citoyens ; on confie le soin de décapiter le cadavre à un boucher du nom de Desnot, qui s'escrime d'abord avec un sabre qu'on lui a tendu, mais doit finir sa besogne à l'aide de son couteau de poche.

LAUNAY n'est pas la seule victime de la vengeance populaire : trois officiers de l'état-major de la Bastille et trois invalides complètent le tableau de chasse, ainsi que Flesselles, accusé depuis la veille d'avoir trahi le peuple et tué d'un coup de pistolet. On lui tranche la tête à lui aussi : la sienne et celle du gouverneur de Launay sont fixées chacune au bout d'une pique et promenées à travers la ville.

Les dieux, les nouveaux dieux sortis des pavés de Paris, « ont soif », dit Anatole France. Et chacun de rester stupéfait devant pareille démonstration de cruauté. Etions-nous bien à Paris, capitale raffinée de l'Europe civilisée ? D'où venait, de quel tréfonds de barbarie, cette violence inouïe qui heurte tant le respect de la personne humaine ? « J'ai entendu, écrit Saint-Just, encore pénétré du spectacle auquel il a assisté, j'ai entendu les cris de joie du peuple et j'ai vu que se jouait avec des lambeaux de chair en criant : Vive la liberté, vive le roi et M. d'Orléans ! » De quelle pulsion de mort refoulée surgissait ce goût ostentatoire du sang ?

La prise de la Bastille n'a pas été le fait des gueux, des pleure-misère, des sous-hommes en haillons qui hantent la ville. En 1790, l'Assemblée décréta après enquête le titre de « vainqueurs de la Bastille » à ceux qui l'avaient prise. Certains, sans doute, ont préféré se passer de cette police foudroyante plutôt que de laisser la police fouiller dans leur vie. Tout de même le résultat de l'enquête, analysée par George Rudé, est assez remarquable : le groupe des neuf cent cinquante-quatre récompensés était surtout composé d'artisans, de maîtres et compagnons du faubourg Saint-Antoine, auxquels il faut ajouter un certain nombre de bourgeois. Bref, des gens intégrés dans la société, habitant non loin de la Bastille pour la plupart, et qu'on ne peut confondre avec la « lie ».

Pour Jacques Godechot, la meilleure explication a été donnée par Babeuf, qui arrive à Paris peu de temps après, et assiste le 23 juillet à des scènes identiques à celles du 14 : les têtes de Bertier de Sauvigny et de Foulon plantées au bout des piques et promenées dans Paris. Le futur « tribun du peuple » écrit à sa femme pour lui dépein-

dre le sentiment mêlé de malaise et de joie qu'il éprouve. Selon lui, la cruauté populaire n'était que la rançon des cruautés officielles de l'Ancien Régime : « Les supplices de tout genre, l'écartèlement, la torture, la roue, les bûchers, le fouet, les gibets, les bourreaux multipliés partout, nous ont fait de si mauvaises mœurs ! Les matras, au lieu de nous polir, nous ont rendus barbares parce qu'ils le sont eux-mêmes. Ils récoltent et récoltent ce qu'ils ont semé, car tout cela, ma pauvre femme, aura, à ce qu'il paraît, des suites terribles ; nous ne sommes qu'un dénué. »

Ce fut comme une fête funèbre et joyeuse des esclaves libérés. La Bastille prit alors tout son sens emblématique : une prison d'Etat — où se morfondaient les victimes de l'arbitraire royal — avait été forcée, ouverte, libérée. Le symbole de la servitude n'existait plus. On lui arracha les chaînes et les verrous, dont on fit des trophées ; plus tard, on démolit ses murs pierre à pierre, dont on fit des objets sacrés ; on multiplia ses clés, qu'on vendit à travers l'Europe ; on déterra les ossements enfouis, auxquels on fit des obélisques solennels ; le soir même, on porta les prisonniers libérés en triomphe, on les couvrit de lauriers et de vivats. La vertu garda ses droits : des manifestants rapportèrent au Châtelet la montre en or du gouverneur, sa bourse, ses boucles d'argent et ses clés. « L'emportement et la sottise joie, écrit Saint-Just, avaient d'abord rendu le peuple insatiable, son attention le rendit fier, sa fierté le rendit jaloux de sa gloire : il eut un moment de mépris, il désavoua les meurtres dont il avait souillé ses mains. »

La prise de la Bastille ne se réduit pas à « l'assaut contre quelques invalides et un timide gouverneur » qu'a voulu voir Chateaubriand. On dénombre au total quatre-vingt-dix-huit morts du côté des assaillants, soixante blessés, treize mutilés, contre un tué et trois blessés au combat des canons des défenseurs. Dans la Bastille dévolée, ouvrage contre-révolutionnaire, les auteurs anonymes ont reconnu le courage déployé par les assiégés : « Jamais on n'a vu plus d'actions de bravoure dans une multitude tumultueuse. Ce ne sont pas seulement les gardes-françaises, les militaires, mais des bourgeois de toutes les classes, de simples ouvriers de toute espèce qui, mal armés, et même sans armes, affrontaient le feu des remparts. »

Au demeurant, la prise de la Bastille avait été circonstancielle, due à l'engrenage des peurs croisées, déterminée par la volonté de chercher des armes mais aussi par quelques méprises successives et par les maladrotes d'un gouverneur... Au fond, un événement assez accidentel. Mais il avait tout changé : Paris avait sauvé la Révolution.

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Vendredi 5 août : « La prise de la Bastille », avec Jean Tulard.
Lundi 8 août : « Aidez-moi ! », avec Jean-Paul Bertaud.

Prochaine chronique :
« Aidez-moi ! »
(15 juillet 1789).

L'avenir des territoires occupés par Israël

Le roi Hussein accélère la rupture avec la Cisjordanie

AMMAN
de notre envoyée spéciale

Quatre jours seulement après l'annonce solennelle par le roi Hussein de la « rupture des liens légaux et administratifs » avec la Cisjordanie, le couperet est tombé, jeudi 4 août, sur les quelque vingt et un mille employés des institutions et départements jordaniens dans les territoires occupés : ceux-ci seront « licenciés à partir du 16 août ». Selon le communiqué du conseil des ministres, cette mesure a été prise « conformément à la rupture des liens légaux et administratifs avec la Cisjordanie occupée, qui répond au vœu de l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien ». Toutefois, elle « ne touchera pas les fonctionnaires et employés des institutions religieuses, qui assurent la responsabilité historique de la sauvegarde des lieux saints islamiques ».

A l'évidence, la Jordanie entend donc concrétiser rapidement les conséquences de sa « rupture » avec la Cisjordanie, et cela en pleine souveraineté. Comme on l'affirme avec force à Amman, le divorce entre les deux rives du Jourdain après trente-huit ans d'union étant intervenu à la demande de l'OLP, en qui a-t-on besoin de se concerter avec elle puisque l'on fait ce qu'elle demandait ? Toutes les autres conséquences de cette rupture, souligne-t-on de source officielle, sont aujourd'hui à l'étude et d'autres mesures du même type que celle annoncée jeudi devraient suivre.

Les autorités jordaniennes étudient notamment l'épineuse question des passeports détenus jusqu'à aujourd'hui par les Palestiniens de Cisjordanie. Or il apparaît déjà que ces passeports ne devraient pas être renouvelés. Une solution intermédiaire — prévoyant la délivrance de laissez-passer ou de cartes provisoires de séjour — pourrait être trou-

ver, mais il ne fait pas de doute qu'Amman entend distinguer nettement le cas des Palestiniens de l'intérieur de celui des Jordaniens d'origine palestinienne, 60 % de la population environ, qui eux ne sont pas affectés par la décision prise par le roi.

Cette décision fève en tout cas les doutes nés après le discours du roi, sur les réelles intentions de celui-ci puisque ses propos n'avaient été assortis d'aucune mesure pratique, ce qui pouvait laisser supposer que certaines portes resteraient encore ouvertes. Or cette décision apporte un démenti à ceux qui croyaient encore que l'annonce jordannienne n'était que tactique et qu'en fait Amman pourrait reconsidérer les mesures annoncées après entente avec l'OLP. Comme nous l'affirmait jeudi un responsable jordanien de haut rang, « le divorce est irrévocable ». « Nous avons complètement abandonné la Cisjordanie ».

Le discours des officiels jordaniens est à cet égard très clair et peut se résumer ainsi : nous avons tout fait pour sauvegarder l'intégrité des populations des territoires occupés ; nous avons tout tenté pour essayer de récupérer ces terres en précisant que leur statut pourrait être discuté après. Nous avons dit à maintes reprises à nos frères palestiniens que nous n'avions aucune revendication sur la Cisjordanie. Nous n'avons reçu en réponse que des critiques, des mises en accusation. Aujourd'hui c'est fini. Que l'OLP assume elle-même ses responsabilités, ce n'est plus notre problème, même si nous continuons dans l'avenir à soutenir la lutte du peuple palestinien.

Amertume et ressentiment

Si l'amertume et le ressentiment sont implicites dans les propos des officiels jordaniens, ils sont

exprimés clairement par une partie des Transjordaniens, qui ont applaudi au discours du roi, affirmant en substance : « Enfin, on va s'occuper de nous ».

L'attitude jordannienne place, en tout cas, l'OLP dans une position délicate et les réactions extrêmement prudentes exprimées jusque-là par la centrale palestinienne témoignent de l'importance du défi qu'elle doit aujourd'hui relever. Car, si la décision jordannienne satisfait politiquement les Palestiniens, il n'est pas sûr que les conséquences pratiques de la rupture soient accueillies avec la même satisfaction. L'OLP a en effet toujours réclamé le maintien des droits acquis des Palestiniens. Or ce n'est visiblement pas la voie choisie par la Jordanie. Annoncée la semaine dernière, la venue d'une délégation palestinienne à Amman se fait toujours attendre et on peut penser que la décision de jeudi ne va pas faciliter les choses dans la mesure où elle prouve qu'Amman entend gérer seule son désengagement.

Une partie de poker

Plus sans doute qu'un renouveau du dialogue jordanien-palestinien, c'est à un nouveau bras de fer qu'il faut aujourd'hui s'attendre et c'est la raison pour laquelle on entend ne pas traîner à Amman, pour que les positions soient très vite clarifiées et que chacun sache à quoi s'en tenir.

Maïs, comme le dit un bon observateur de la scène jordannienne, la partie de poker ainsi engagée comporte des risques pour les deux joueurs. La Jordanie ne peut oublier que la majorité de sa population est d'origine palestinienne et que, même si, mise devant la nécessité de choisir entre son appartenance palestinienne et sa citoyenneté jordanienne, elle opte pour des raisons autant pratiques que politiques pour la seconde, elle ne peut se désinté-

resser complètement du sort réservé à ses frères de l'autre rive du Jourdain.

La décision de rupture risque aussi d'accentuer le clivage sous-jacent, mais qui a pris quelque ampleur depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés, entre Palestiniens et Transjordaniens. Ces derniers ont vu dans le rejet de la Jordanie exprimé par les « Palestiniens de l'intérieur » la justification de leur revendication d'un repli sur le royaume, au détriment de son rôle dans la question palestinienne. Pour l'OLP, la grande question est de relever le défi, politique, économique et humain, qui est lancé aux populations de Cisjordanie et de Gaza. Si le soulèvement dans les territoires occupés a donné à la centrale palestinienne un nouveau souffle, elle ne lui a apporté jusqu'à maintenant aucun gain politique substantiel.

Le soutien verbal des pays arabes ne s'est en rien concrétisé, ne serait-ce qu'un niveau financier, et aucune des promesses d'aide décidées au sommet d'Alger n'a reçu le moindre début de réalisation. Il est significatif à cet égard qu'à de rares exceptions près les gouvernements arabes aient gardé le silence après le discours du roi qui, il est vrai, les avait tout autant que l'OLP rendus responsables de la décision de rupture.

Convoqué dans le mois à venir, le Conseil national palestinien aura la tâche difficile de trouver un terrain d'entente entre toutes les factions palestiniennes pour définir une position claire face à la décision jordannienne et surtout une stratégie pour concrétiser politiquement les acquis du soulèvement. Il n'est pas sûr que la rupture entre les deux rives du Jourdain, première conséquence historique du soulèvement, décidée par Amman soit très facile à gérer pour l'OLP, mise par la Jordanie devant le fait accompli.

FRANÇOISE CHIPAUX

La recherche d'un cessez-le-feu dans le Golfe

Les membres permanents du Conseil de sécurité envisagent de « garantir moralement » l'ouverture de négociations directes

Alors que l'Irak maintient sa demande de négociations directes préliminaires à tout cessez-le-feu, M. Perez de Cuellar s'efforce de sortir de l'impasse diplomatique en prévoyant d'annoncer la date du cessez-le-feu et d'inviter simultanément l'Irak et l'Irak à entamer des pourparlers directs, a-t-on appris, jeudi, aux Nations unies.

Ce plan de M. Perez de Cuellar a été mis au point, mercredi, lors d'une conférence avec six membres « non alignés » du Conseil de sécurité. Il a été révélé lors du huitième entretien, jeudi, du secrétaire général de l'ONU avec M. Velazquez, le ministre iranien des affaires étrangères. L'envoyé iranien n'a fait aucun commentaire à l'issue de la rencontre, mais on apprendait de source diplomatique que l'Irak avait rejeté la proposition.

Les cinq membres permanents du Conseil travaillent de leur côté à la recherche d'une solution de compromis en envisageant notamment de « garantir moralement » que des négociations directes s'ouvrent après le cessez-le-feu. Très attachés à la résolution 598 du Conseil de sécurité qu'ils ont adoptée le 20 juillet 1987, ils font valoir à l'Irak qu'il se retrouverait totalement isolé s'il rejetait cette résolution. Il semblerait que l'Arabie saoudite joue un rôle important en coulisant, envoyés et messages saoudiens se succédant auprès des autorités irakiennes.

Le rapport du général Vadset

Le rapport soumis, jeudi, à M. Perez de Cuellar par le général norvégien Martin Vadset, à la suite de la mission d'étude de l'ONU qu'il a conduit en Irak et en Iran sur les conditions d'application d'un cessez-le-feu, va permettre au secrétaire général de l'ONU de commencer à constituer une commission de surveillance de la future trêve, qui devrait comprendre quelque deux

cent cinquante observateurs de divers pays. Après l'Australie, le Canada s'est déclaré prêt à envoyer des « casques bleus » en cas de cessez-le-feu.

L'Irak a démenti l'agression attribuée à ses vedettes, jeudi, contre le pétrolier norvégien *Berghelund*, dont le capitaine a pourtant fait état d'un arrosage du pont à la mitrailleuse. Un responsable militaire iranien a suggéré que l'attaque pouvait être le fait de « ceux qui retardent l'entrée en vigueur de la résolution 598 de l'ONU », tandis que l'Irak voyait dans cette attaque « une preuve que l'Iran ne tient pas ses promesses ». Un diplomate occidental a estimé qu'il pouvait s'agir d'une initiative des gardiens de la révolution iranienne, peu favorables à l'acceptation de la résolution de l'ONU.

L'Irak a continué jeudi ses raids aériens contre des objectifs industriels iraniens : plusieurs ouvriers auraient été blessés, selon Radio Téhéran, lors d'une attaque contre deux « unités industrielles » dans la province du Lorestan, à l'ouest du pays. L'Irak a accusé jeudi l'Irak d'avoir largué des bombes chimiques sur une région du nord-ouest de l'Iran, pour la deuxième fois en deux jours, faisant un millier de blessés parmi les civils.

Par ailleurs, le projet de l'exécutif américain d'offrir des compensations financières aux familles des deux cent quatre-vingt-dix victimes de l'Airbus iranien abattu par la marine américaine le 3 juillet a été accueilli très fraîchement, jeudi, par les membres du Congrès, qui craignent que le gouvernement iranien n'en soit l'ultime bénéficiaire. La mission iranienne à l'ONU a souligné, de son côté, que le rapport de la commission d'enquête du Pentagone mettant en cause une responsabilité humaine donnait raison à l'Iran : la mission a de nouveau demandé des excuses et des réparations à Washington. — (AFP, AP, Reuters.)

Les Cisjordaniens face aux réalités

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Malaise ou satisfaction chez les Palestiniens ? Il est difficile de faire la part des choses, et sans doute est-il préférable, à ce stade, de parler de sentiments mitigés en Cisjordanie. La décision du roi Hussein de licencier quelque vingt mille fonctionnaires n'a pas suscité en effet de réactions unanimes. Dans son dernier communiqué, le numéro 23, dont quelques exemplaires ont été distribués en Cisjordanie et à Gaza, la « direction unifiée du soulèvement palestinien » se félicite certes de la nouvelle politique du roi Hussein, qu'elle qualifie de « grande victoire pour l'intifada (le soulèvement) », (*le Monde* du 5 août). Cependant, après l'annonce du licenciement des fonctionnaires, les personnalités palestiniennes de Jérusalem-Est, pourtant proches de l'OLP, tiennent souvent un langage beaucoup plus nuancé. Ainsi, M. Hanna Simona, le directeur du journal *Al Fajr*, estime que, « politiquement », la décision du roi Hussein aura des « prolongements positifs », mais, «-il ajoute, «- alors que nous sommes engagés dans une guerre d'usure économique en raison du soulèvement, cette décision constitue pour nous un fardeau supplémentaire ».

Sur ce point, on peut parler de colère en Cisjordanie contre le roi Hussein. Même les pro-Jordaniens ne s'entendent pas à une concrétisation aussi rapide de la rupture. « Je suis déçu et surpris, je pensais que le roi temporiserait, qu'il consulterait d'abord les habitants de Cisjordanie et se concerterait avec l'OLP », a déclaré le docteur Yasser Obeyde, directeur des services de santé de Cisjordanie.

En fait, le choc à ce stade est essentiellement psychologique. Les mesures de licenciement ont mis les Palestiniens de Cisjordanie face aux réalités. La question qu'ils se posent à présent (comme les Israéliens d'ailleurs) n'est plus de savoir si le changement de politique du souverain hachémite est purement « tactique », mais quelles seront les autres mesures qui viendront encore le concrétiser.

Pour ce qui est des licenciements, il est encore impossible de savoir quel sera exactement leur impact. On estime, en général, qu'environ trois mille personnes risquent de perdre totalement leurs revenus. Aux autres, les Jordaniens versent, en fait, un deuxième salaire — ou un supplément — qui venait s'ajouter au traitement payé par l'administration israélienne. C'est le cas, en particulier, des enseignants de Cisjordanie (environ huit mille). Leur manque à gagner ne sera que de 40 dinars par mois (100 dollars), accordés depuis deux ans par les

Jordaniens comme « solde complémentaire ».

Cependant, il est évident qu'il ne s'agit pas simplement d'un problème financier. Une des grandes questions est de savoir si l'administration militaire israélienne, qui a pris en quel- que sorte sous sa tutelle depuis vingt et un ans l'infrastructure administrative jordanienne, ne va pas se trouver complètement ébranlée. Les porte-parole de cette administration israélienne observent depuis l'annonce des licenciements un mutisme embarrassé. Et cet embarras se comprend facilement. Depuis le début du soulèvement, les fonctionnaires cisjordaniens de cette administration — quarante mille personnes — étaient soumis aux pressions de « la direction du soulèvement », qui dans ses communiqués avait à plusieurs reprises réclamé leur démission.

Embarras israélien

Pour s'y opposer, ces fonctionnaires faisaient valoir qu'ils dépendaient en fait de l'administration jordanienne. A présent, ils ne disposent plus de cette caution. Faut-il dès lors s'attendre à des démissions collectives ? Les responsables israéliens sont d'autant plus pris au dépourvu par la décision jordannienne de couper les salaires qu'ils avaient eux-mêmes engagé un processus d'« épuration » du personnel sous prétexte de difficultés financières, mais en fait pour se « débarrasser » de certains fonctionnaires trop compromis avec le soulèvement.

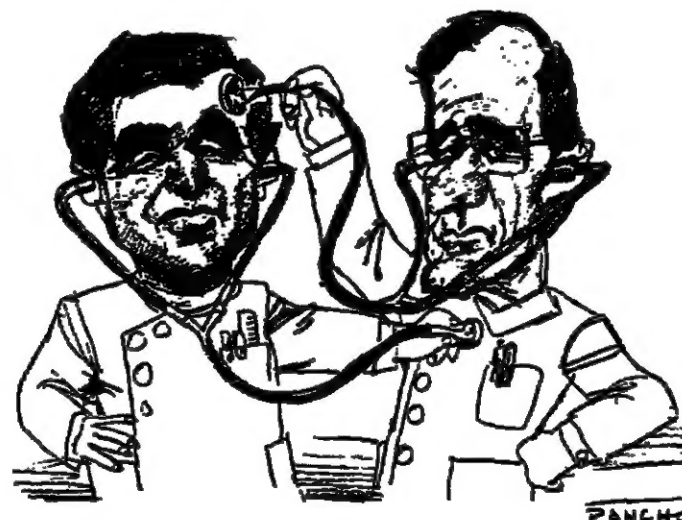
L'administration militaire israélienne procède à présent à un réexamen de la situation. Toutefois, il a déjà été décidé de ne pas verser de supplément de salaire aux fonctionnaires cisjordaniens pour combler leur manque à gagner. Ce qui est d'ailleurs conforme à la ligne du premier ministre, M. Itzhak Shamir, qui a déclaré : « La décision du roi Hussein ne nécessite pas un changement de notre politique, nous n'avons jamais demandé aux Jordaniens de verser ces salaires ». Le refus de tout changement caractéristique l'attitude de M. Shamir face à la nouvelle politique du roi Hussein. En réponse aux appels de plusieurs ministres du Likoud ainsi que des dirigeants du mouvement d'extrême droite Tebiya, le chef du gouvernement israélien a en effet affirmé qu'« il n'est pas question d'annexer la Judée et la Samarie (Cisjordanie) ». « Sans renoncer à nos aspirations, il faut être réaliste, a-t-il dit, car une telle décision provoquerait de trop vives réactions à travers le monde. »

(Interim.)

Amériques

ETATS-UNIS : la campagne électorale

Selon son médecin les rumeurs sur la santé de M. Dukakis sont « sans fondement »



PANCHO

Washington. — Le médecin personnel de M. Michael Dukakis a affirmé, jeudi 4 août, que les rumeurs selon lesquelles le candidat démocrate à l'élection présidentielle avait reçu dans le passé des soins psychiatriques sont « sans fondement ». Le docteur Gerald Plotkin, médecin de M. Dukakis depuis dix-sept ans, a déclaré à la chaîne américaine CBS que ce dernier « n'a jamais eu de problèmes ou présenté des symptômes d'ordre psychologique et n'a jamais subi de traitement pour ce type de trouble ».

Les rumeurs concernant Michael Dukakis étaient apparues lors de la convention démocrate d'Atlanta en Géorgie, sous forme de tracts distribués aux journalistes par une organisation politique liée au dirigeant extrémiste de droite Lyndon LaRouche. Le *Washington Times* les avaient publiées en première page mardi, et le lendemain le président Reagan avait donné une dimension nouvelle à l'affaire en répondant à un journaliste

qui l'interrogeait à ce sujet : « Je ne vais pas m'en prendre à un invincible, il s'était excusé peu après (*le Monde* du 5 août).

« Je dois présumer que la rumeur est politique », a dit le médecin de M. Dukakis à CBS. Il a rendu publics les cas pour lesquels il a prodigué des soins au candidat : un problème de voûte plantaire dû à un jogging excessif en 1983, un nerf pincé dans le cou en 1979, un tendon d'Achille distendu et une écharde filée en 1976 et... une écharde sous l'ongle en 1979.

Pour ne pas être en reste, le candidat républicain, M. George Bush, a fait savoir qu'il avait été opéré des amygdales étant enfant et qu'il souffrait d'une légère arthrite (non handicapante) à la hanche ainsi que d'une allergie aux piqûres d'abeilles. Le public américain connaît, après cet épisode, les menus secrets de santé des deux candidats à la succession de Ronald Reagan. — (AFP.)

GUATEMALA

Pour avoir « proposé » une insurrection trois « conspirateurs » ont été arrêtés

Guatemala. — Le président guatémaltèque Vinicio Cerezo a annoncé, jeudi 4 août, que trois civils avaient été arrêtés dimanche dernier pour avoir formé un complot destiné à renverser le gouvernement. Le porte-parole de la présidence, M. Julio Santos, a précisé que Guillermo Floriano Corado, âgé de quarante ans, Alejandro Guzman Roman, soixante ans, et Jose Martin Rosendo Zepeda, quarante-trois ans, avaient été appréhendés devant la base militaire Justo Rufino Barrios, dans l'est de la capitale, alors qu'ils venaient de « proposer » à plusieurs officiers « un projet de déstabilisation du gouvernement ».

Le 11 mai dernier, le gouvernement démocrate chrétien avait survécu à une tentative de coup d'Etat lorsque les éléments de deux bases militaires avaient tenté d'entreprendre une marche sur la capitale. Les militaires loyalistes avaient réussi à vaincre l'insurrection, mais sans qu'un seul coup de feu soit tiré. Six officiers avaient été arrêtés et quatre autres sanctionnés. Le général Hector Gramajo, ministre de la

défense, avait alors réaffirmé la fidélité des forces armées au gouvernement civil, entré en fonctions en 1986 après deux décennies de régime militaire de la droite.

Les autorités guatémaltèques ont cette fois-ci indiqué que les trois personnes arrêtées seraient traduites en justice, le chef de l'Etat annonçant pour sa part qu'il donnerait ultérieurement des détails sur cette opération. Le bureau de presse de la présidence a simplement précisé que les auteurs appartenaient au Mouvement de libération nationale (MLN, anticomuniste), dirigé par l'ancien vice-président Mario Sandoval Alarcon.

Une radio et une chaîne de télévision indépendantes ont affirmé que l'absence du président Cerezo à la prise de fonctions de son homologue équatorien, prévue le 10 août, s'expliquait par cette tentative de putsch. Officiellement ce sont des affaires économiques « pressantes » qui ont conduit le président guatémaltèque à refuser l'invitation. — (Reuters.)

Internés pendant la seconde guerre mondiale

60 000 Américains d'origine japonaise vont être indemnisés

Washington. — La Chambre des représentants américaine a approuvé, jeudi 4 août, un projet de loi visant à accorder une indemnité de 20 000 dollars par personne aux soixante mille survivants américains d'origine japonaise qui avaient été internés dans des camps pendant la deuxième guerre mondiale.

Le versement de ces sommes aux victimes sera accompagné d'excuses de la part du gouvernement des Etats-Unis, pour avoir confisqué leur logement et retiré leur emploi à quelque cent vingt mille Américano-Japonais à la suite de l'attaque japonaise sur Pearl-Harbor, le 7 décembre 1941, reconnaissant « la fondamentale injustice de l'évacuation, de la déportation et de l'internement de ces personnes ».

En 1980, une commission avait été créée pour examiner ce dossier et avait recommandé le paiement d'une indemnité à ceux qui avaient été envoyés dans des camps.

Un programme d'identification avait été ensuite mis en place pour déterminer le nombre de personnes concernées. Elles auront dix-huit mois pour accepter l'indemnisation.

Ce projet de loi, déjà adopté par le Sénat, sera envoyé à la Maison Blanche, où le président Ronald Reagan a indiqué qu'il le signerait pour mettre fin à « un triste épisode de l'histoire américaine ». Les versements commenceront l'année prochaine et représenteront une somme globale de quelque 1,25 milliard de dollars. — (AFP, UPI.)

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :

45-55-91-82

Poste 4138 - 4324

Prochaine chronique :
« Aidez-moi ! »
(15 juillet 1789).

Afrique

La réunion de Genève

Les négociations sur l'Afrique du Sud-Ouest se prolongent

Les conversations engagées à Genève, entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud, sous l'égide des États-Unis, sur un règlement de paix en Afrique du Sud-Ouest, ont été prolongées de vingt-quatre heures, jusqu'au vendredi 5 août. « La négociation est bien sur le rail », a indiqué un porte-parole américain, et le fait même qu'elle continue au-delà de la date prévue est considéré, par les parties en présence, comme un bon signe.

La révélation publique faite, le mardi 2 août, par Pretoria de son plan de paix et les réactions négatives qu'il a suscitées de la

part des délégations angolaise et cubaine sont le lot normal d'une négociation qui démarre, dit-on dans les milieux diplomatiques de Genève. Le geste sud-africain aura peut-être en lui-même, selon ces mêmes milieux, d'accélérer la négociation et de contraindre Cuba et Angola à dévoiler plus vite que prévu leurs propositions.

Les questions de calendrier restent au cœur des conversations en cours, notamment la date de retrait des troupes cubaines d'Angola. Une autre série de discussions sera-t-elle nécessaire ? Le médiateur améri-

cain, M. Chester Crocker, secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, a déclaré à cet égard : « Je ne veux pas dire que cela va arriver, mais il reste beaucoup de choses à discuter. »

Deuxième incident sérieux sur le terrain depuis l'annonce, le 20 juillet, de l'accord-cadre de New-York : une base militaire namibienne, située à Okalongo, à 8 kilomètres de la frontière angolaise, a été bombardée pendant une heure, le lundi 1^{er} août, vient d'annoncer l'armée namibienne sous commandement sud-africain.

L'« inquiétude namibienne » de l'extrême droite sud-africaine

JOHANNESBURG
de notre correspondant

On assiste à un crescendo de réactions discordantes depuis l'annonce du plan de paix sud-africain. Les plus inquiètes de toutes, pour Pretoria, viennent de son extrême droite, encore que la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain) — la guérilla namibienne — et l'ANC (Congrès national africain) ont, eux aussi, donné de la voix. Car la proposition échouée, avec une indiscrétion voulue, par le ministre des affaires étrangères, « P. W. Botha », a produit un effet incontestable. Coup de poker ou provocation, elle a jeté l'alarme parmi les nombreuses parties au conflit anglo-namibien, que l'Afrique du Sud a dit vouloir régler d'ici au 1^{er} juin 1989, au moyen d'un retrait simultané des Cubains de l'Angola et des Sud-Africains de la Namibie.

Ce coup de pied dans la fourmi d'un statu quo auquel tout le monde s'était habitué tant bien que mal a secoué notamment l'extrême droite sud-africaine, pour qui la

Namibie, terre conquise, est intouchable. Elle a commencé à se mobiliser après l'annonce de l'accord-cadre en quatorze points que l'Afrique du Sud, Cuba et l'Angola venaient de souscrire à New-York. L'un des principes-clés de ce document concerne l'application de la résolution 435 du Conseil de sécurité sur l'indépendance de la Namibie.

Rassurer les Blancs

Le parti conservateur (extrême droite), opposition officielle au gouvernement du président Botha, a aussitôt fait savoir qu'il s'apprêtait à fonder à Windhoek un parti frère chargé de « défendre » les intérêts des 80 000 blancs qui habitent la Namibie. L'entrepreneur doit se faire avec le concours du Mouvement de la résistance africaine (nd-nazi).

Réagissant avec hargne à l'offre de Pretoria de faire appliquer sur le terrain la résolution 435 à compter du 1^{er} novembre et de laisser l'ONU y organiser des élections libres

sept mois plus tard, un porte-parole du Parti conservateur, M. Frank Le Roux, a déclaré que cette « capitulation sans honneur » serait « un pas inexorable sur la voie d'une majorité noire en Afrique du Sud même ».

Visiblement gêné par ce projet et soucieux de préparer l'électorat blanc de son pays au choc que lui causera l'éventuelle indépendance de la Namibie, M. « P. W. Botha » a longuement expliqué, mercredi à la télévision, que l'Afrique du Sud n'avait jamais prétendu annexer ce territoire.

Le chef de l'Etat lui-même a fait un pas de plus pour contrer l'extrême droite en convoquant, le jeudi 4 août à Pretoria, le gouvernement transitoire namibien au grand complet. A l'issue de cette réunion, le chef de ce gouvernement, M. Dirk Mudge, et l'administrateur général de la Namibie, M. Louis Pieterse, ont assuré le président Botha de leur indéfectible loyauté.

Mais, pour faire accepter à son opinion publique l'idée d'élections libres en Namibie et, par voie de conséquence, la perte de ce terri-

toire, Pretoria doit pouvoir présenter tout éventuel règlement régional comme une victoire. D'où son insistance pour que les quelque 50 000 soldats cubains qui soutiennent le régime de Luanda face à la guérilla de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), épaulée par l'Afrique du Sud et les États-Unis, évacuent l'Angola avant la tenue de ces élections.

S'appuyant sur un autre principe de l'accord-cadre de New-York, l'Afrique du Sud exige aussi de l'Angola l'expulsion de l'ANC, qui dispose dans ce pays de sept camps d'entraînement. Inquiet, M. Oliver Tambo, président de ce mouvement nationaliste noir que Pretoria qualifie de « terroriste », a accusé l'Afrique du Sud d'avoir érigé artificiellement un nouvel obstacle à un règlement de paix régional. Autre réaction de méfiance et de défi, celle du président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, qui a accusé Pretoria de se dérober à un cessez-le-feu.

(Inérim.)

● **AFRIQUE DU SUD** : invitation au pape. — M. « P. W. Botha », le ministre sud-africain des affaires étrangères, a renouvelé, le jeudi 4 août, l'invitation faite au pape, Jean-Paul II, en 1984 de se rendre en Afrique du Sud pour y visiter la communauté catholique. Jean-Paul II visitera en septembre le Botswana, le Mozambique, la Zambie, le Lesotho et le Swaziland.

L'Afrique du Sud ne figure pas à son programme. Le pape, qui a fermement condamné l'apartheid, a jugé, en accord avec la conférence des évêques catholiques sud-africains, que « le moment était inopportun » pour une telle visite.

● **Cinq « terroristes » tués.** — Cinq « terroristes » ont été abattus par la police sud-africaine dans le nord du pays, le mercredi 3 août, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière avec le Botswana et la Zambie, a annoncé, à Pretoria, le commandant en chef de la police. Il s'agit probablement de membres du Congrès national africain (ANC) ou

du Congrès panafricain (PAC) que la police sud-africaine accuse de s'infiltrer régulièrement en territoire sud-africain depuis le Zimbabwe et le Botswana. — (AFP, Reuters.)

● **TUNISIE** : un nouveau président pour la Ligue de défense des droits de l'homme. — M. Mohamed Chari, président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme (LTDH) en remplacement de M. Saadeddine Zmerli, démissionnaire après sa récente nomination en tant que ministre de la santé publique (le Monde du 28 juillet). Agé de cinquante-deux ans, M. Chari est professeur à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis et président de l'association tunisienne des Reconnus mérités. Il n'appartient à aucun parti politique et était, depuis sept ans, vice-président de la Ligue. M. Khemati Chamari, qui devient vice-président, chargé des relations internationales de la Ligue, est remplacé au secrétariat général par M. Dali Jazzy.

Asie

THAILANDE : succédant au général Prem

M. Chatichai Choonhavan a été nommé premier ministre

BANGKOK
correspondance

La Thaïlande, à défaut d'un gouvernement, a, depuis jeudi 4 août, un premier ministre désigné. Comme prévu, c'est M. Chatichai Choonhavan, chef de file du Parti de la nation thaïe (Chart Thai), grand vainqueur des élections législatives du 24 juillet, qui remplacera le général Prem Tinsulanonda, tenant du poste depuis plus de huit ans. Cette nomination, qui a reçu jeudi soir l'approbation royale, est le fruit des efforts conjugués des trois grandes formations — Chart Thai, Parti d'action sociale et Démocrates — qui, depuis des années, dominent la vie politique du pays.

On connaît déjà le nom du ministre des affaires étrangères. M. Siddhi Savetvalla, qui va se succéder à lui-même, a indiqué que la Thaïlande mettra désormais avant tout l'accent sur les relations commerciales, y compris avec des pays comme le Vietnam et le Laos. « L'Indochine sera notre zone d'affaires, non plus une zone de

combat », a déclaré le nouveau premier ministre.

On ignore qui occupera les postes-clés des finances, de l'intérieur, de l'industrie et de la défense. L'attribution de ces ministères fait depuis une dizaine de jours l'objet d'âpres discussions. Non seulement il convient d'accorder aux partis de la majorité (deux ou trois petites formations viendront en outre renforcer les trois grands partis) un quota équitable de portefeuilles, mais il faut également découvrir parmi les ministres des gens compétents.

L'ex-vice-premier ministre, Tienchai Sirisamphan, président du Parti Rassadorn, ancien commandant en chef adjoint et fondateur des forces spéciales, s'est par exemple déclaré « incompétent ». Lorsqu'on lui a offert les finances. Rare exemple de franchise dans un univers où la fonction ministérielle est encore souvent considérée comme le moyen le plus efficace de compenser les sacrifices de temps et surtout d'argent consentis au cours de la campagne électorale.

J. B.

Conservateur... et play-boy

BANGKOK
correspondance

M. Chatichai Choonhavan est le premier à l'admettre. Maintenant que le voici désigné par le roi pour diriger le prochain gouvernement, il doit absolument en finir avec son image de play-boy sympathique et nonchalant. Même s'il ne désigne pas de se faire encore photographier dans une tenue de sport aux couleurs assorties à celles de la puissante moto qui est son jouet favori, le nouveau premier ministre du royaume de Thaïlande a déjà commencé à revoir ses habitudes. Il ne fréquente plus les discothèques à la mode dont lui et sa flamboyante épouse étaient les clients les plus célèbres. Il a renoncé au cigare le jour où son prédécesseur, le général Prem, aux goûts plus austères, décida qu'il appartenait aux membres du cabinet de monter l'exemple dans la campagne antitabac soutenue depuis peu par les autorités.

Né en 1922, M. Chatichai a commencé sa carrière dans l'armée. Son père, le maréchal Phin, ne fut-il pas commandant en chef de 1940 à 1954 ? Ayant atteint le grade de major général, il quitta très vite le service actif pour se consacrer à la diplomatie, à la politique et aux affaires. La disgrâce dans laquelle tomba son père après la venue au pouvoir du maréchal Sarit Thanarat, en 1957, valut à M. Chatichai d'être envoyé comme ambassadeur en Amérique latine et en Europe. Aujourd'hui encore, il parle avec nostalgie des six années passées en Argentine : « Ni visiteurs, ni commerçants, ni manifestations étudiantes, mais tous les soirs un cocktail qui se prolongeait jusqu'à l'aube. »

De retour au pays, il se fait élire député en 1975 et devient vice-ministre des affaires étrangères dans le gouvernement du prince Kukrit Pramoj après avoir, l'année précédente, participé à la fondation du Chart Thai dont il est aujourd'hui le patron. Plus tard, il sera ministre de l'Industrie puis vice-premier ministre du général Prem. Ce conservateur bon teint s'est toujours défendu d'avoir été lié aux groupes d'extrême droite responsables des tragiques massacres d'étudiants d'octobre 1976.

Peut-être pour faire mentir sa réputation de favori des milieux d'affaires, le nouveau chef du gouvernement, premier parlementaire à occuper le poste de premier ministre depuis 1976, a déclaré que l'une de ses priorités serait de revoir le revenu minimum des ouvriers qui, depuis avril, s'élève en principe, à Bangkok, à 17 francs français par jour. Excellente intention, remarque le quotidien de langue anglaise *The Nation*, ajoutant qu'il serait peut-être plus utile de faire d'abord respecter la loi que près de la moitié des employeurs ignorent toujours.

JACQUES BEKAERT.

KENYA : durcissement politique

Sus aux « rôdeurs étrangers » !

NAIROBI
Correspondance

Quelle nouvelle mouche a donc piqué le président Daniel Arap Moi ? Lors d'une de ses récentes tournées de campagne, fin juillet, le chef de l'Etat kényan a fermement invité les « wananchis » (citoyens, en swahili) et les jeunes militants du parti à redoubler de vigilance à l'égard des « étrangers ». Tout inconnu « à l'allure suspecte » doit être immédiatement « dénoncé aux autorités du parti », a souligné le président. Quant à ceux qui seraient « surpris en train de rôder dans le pays sans permission », il faut les arrêter. Pas de quartier : le Kenya « ne doit pas servir de base aux mauvais éléments » venus de l'étranger.

Ce vibrant appel présidentiel, reproduit en première page des quotidiens de Nairobi, n'a sans doute pas atteint les oreilles des touristes. Les quelque 400 000 visiteurs étrangers qui défilent annuellement dans la capitale ne lient guère les journaux locaux. Ce sont, en réalité, les amateurs de safaris — trois millions pourvus de dollars après le café et le thé — que les contrebandiers ougandais ou tanzaniens qui sont visés par ces diatribes gouvernementales.

L'autre cible, quasi rituelle, de ces envolées xénophobes demeure... la soutane importée. Le chef de l'Etat a ainsi, récemment, mis en garde certaines congrégations américaines, soupçonnées d'outrepasser leur mission spirituelle et humanitaire. Ce genre d'avertissement, généralement fracassant et non suivi d'effet, n'est pas une nouveauté.

En septembre 1986, le président kényan avait, en personne, dénoncé le « complot » fomenté par une association chrétienne, accusée d'importations illégales de « matériels de transmission », d'armes et de divers gadgets pouvant « porter atteinte à la sécurité du pays ». Les missionnaires incriminés avaient protesté avec virulence. Non sans raison : le matériel en question ne se composait, en réalité, que de simples radios à ondes courtes et de fusils d'enfant utilisés pour éloigner les bêtes sauvages.

L'intervention — pour le moins intempestive — du président ne fit cependant l'objet d'aucun commentaire dans la presse. L'erreur est humaine. Venant d'un homme qui dirige à la fois l'Etat, l'armée et le parti, il eût sans doute été de mauvais goût de le relever. Agé de soixante-quatre ans, le successeur de Jomo Kenyatta ne fête-t-il pas, en octobre prochain, le dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir ? Depuis tout ce temps,

les « wananchis » ont fini, semble-t-il, par s'habituer aux accès de nervosité de leur grand timonier.

Un amendement constitutionnel qui autorise le chef de l'Etat à nommer les juges de cour d'appel ou de la Haute Cour sans l'approbation d'un tribunal et qui prolonge de vingt-quatre heures à quatorze jours la période de garde à vue a été présenté, le 2 août, devant le Parlement. Constitué-t-il un nouveau signe de la mauvaise humeur présidentielle ? Il renforce, en tout cas, considérablement les pouvoirs de la police et ceux du président.

« Les députés n'auront pas le courage de s'opposer à ce projet, avait déclaré, la veille du vote, un groupe de dirigeants chrétiens, ils ont trop peur d'être exclus du parti et de perdre, en conséquence, leur poste au Parlement. » L'amendement fut en effet adopté à l'unanimité. Pour sa part, la Law Society of Kenya, association qui groupe la plupart des hommes de loi du pays, avait dénoncé les « menaces d'atteinte à la démocratie » dont cette réforme constituait le symbole.

Les parlementaires, tous membres de la KANU, le parti unique au pouvoir, ont jugé différemment.

Le zèle des militants

Fort officiellement de plus de 3,7 millions de membres, la KANU est devenue, en quelques années, une sorte de « seconde peau » de l'appareil dirigeant. Le zèle déployé par ses militants, au nom du « bien-être des citoyens » et de « l'unité de la nation », n'exclut pas certaines bavures malencontreuses. Un fermier du district de Nyandarua qui n'avait pas voulu, un soir de novembre 1987, trinquer avec le nouveau responsable local de la KANU, s'est retrouvé avec la tête au carpi et deux dents en moins. Selon le quotidien *The Standard*, le nouveau notable aurait tout de même accepté, sur les conseils du tribunal, de payer la note du dentiste.

Plus récemment, début juillet, un automobiliste a été condamné à trois mois de prison pour « manque de respect envers un officier du gouvernement ». Il avait imprudemment refusé d'offrir sa voiture au susdit officier, dont le véhicule de fonction était en panne ! La peine de prison a été finalement commuée en une amende de 1 000 shillings — environ 60 dollars. L'affaire n'en constitue pas moins un précédent fort étonnant dans les annales de la justice kényane.

CATHERINE SIMON.

Chine

Un deuxième enfant pour les paysans chinois

Pékin a autorisé les paysans chinois à avoir un second enfant, à condition que le premier soit une fille. Un intervalle de quatre ans devra toutefois intervenir entre la première et la seconde naissance. En tout état de cause, les familles ne seront pas autorisées à avoir un troisième enfant.

Cette décision fait suite à plusieurs mesures d'assouplissement prises ces dernières années, avant tout pour tenir compte d'une situation de fait. Les paysans respectant en effet les impératifs de la planification familiale, car les sanctions administratives ont moins prise sur eux que sur les citadins. D'autre part, ils continuent à vouloir avoir un garçon, qui perpétuera la famille, quitte à se débarrasser, comme cela continue de se produire dans certaines campagnes, des nouveaux nés de sexe féminin.

Afghanistan

Visite impromptue de M. Chevvardnadze à Kaboul

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevvardnadze, est arrivé, le jeudi 4 août, à Kaboul, pour une « visite de travail » impromptue, a annoncé l'agence Tass. Il a été accueilli par son homologue afghan, M. Abdoul Wali. Ce voyage, qui n'avait pas été annoncé, intervient au lendemain d'une rencontre orageuse avec le chef de la diplomatie pakistanaise (le Monde du 5 août).

Un des objectifs de cette visite sera sans doute de faire le point à quelques jours du 15 août, date à laquelle la moitié du corps expéditionnaire soviétique doit avoir quitté l'Afghanistan, en application de l'accord de Genève. Selon le quotidien soviétique *Etoile rouge*, un régiment d'élite a été mis sur pied par l'armée afghane pour assurer la sécurité de Kaboul, « centre de la révolution ». Ce qui n'a pas empêché l'explosion, jeudi, d'une camionnette piégée, qui a fait, selon Tass, trois morts et neuf blessés.

Enfin, selon des diplomates en poste à Kaboul, l'évacuation avant le 15 août de Kandahar, la deuxième ville du pays, par les Soviétiques constituerait un test significatif de la capacité du gouvernement afghan de contrôler tout seul une agglomération importante. — (UPI, AFP.)

Birmanie

L'armée patrouille dans les rues de Rangoun

De nombreux soldats ont été déployés dans les rues de Rangoun, vendredi 5 août, afin de prévenir de nouvelles manifestations antigouvernementales, en violation de la loi martiale imposée depuis mercredi. Jeudi en effet, une dizaine de milliers d'étudiants étaient descendus dans le centre de la capitale, autour de la pagode Sula, en criant « A bas le gouvernement ! ». Les forces de l'ordre ont dispersé cette manifestation en tirant à l'air des coups de semence et en procédant à plusieurs arrestations. Il ne semble pas, selon les témoins, qu'il y ait eu des morts ou des blessés (nos dernières éditions du 5 août).

Douze camions de policiers sont stationnés devant le Shwedagon, la

principale pagode de Rangoun. Des véhicules équipés de haut-parleurs sillonnent les rues de la capitale pour rappeler à la population les exigences de la loi martiale — qui interdit tout rassemblement — et pour avertir que toute atteinte à l'ordre public sera réprimée par l'armée. Le commandant militaire de la capitale, le général de brigade Myo Nyunt, a été nommé administrateur de la loi martiale, a annoncé l'agence de presse officielle, qui a qualifié les derniers mouvements d'étudiants de « manifestations destinées à provoquer des troubles ». — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Haiti

Le « dialogue national » obtient un nouveau soutien

Port-au-Prince. — M. Serge Gilles, président fondateur du Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PANPRA, socialiste) et l'un des responsables d'une coalition de gauche, a approuvé la proposition de « dialogue national » lancée par l'ancien candidat à la présidence Marc Bézin, dirigeant du Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MIDH). Ce dernier avait souhaité engager ce dialogue avec le gouvernement militaire du général Henri Namphy et conclure un « pacte » garantissant par les plus hautes autorités morales, civiles, religieuses et militaires du pays.

Jusqu'ici, les autres dirigeants politiques ne se sont pas prononcés clairement sur cette proposition, première « ouverture » depuis le coup d'Etat du général Namphy le 19 juin dernier. Une commission interarmées des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA) doit d'autre part envoyer une délégation dans l'île des Caraïbes du

29 août au 2 septembre prochain. Le gouvernement militaire a autorisé cette visite en donnant la garantie que la délégation pourra interviewer « librement et en privé » les personnes ou groupes qu'elle jugera appropriés, « sans crainte d'aucunes représailles », indique le communiqué des autorités de Port-au-Prince. — (AFP.)

● **RECTIFICATIF.** — Une erreur de transcription a fait dire au roi du Maroc, dans l'entretien publié dans le Monde du mercredi 3 août (p. 4, col. 4), qu'il était « intensément » favorable à un Sahara occidental autonome au sein du Royaume du Maroc. Le roi, en fait, a répondu à cette question : « Pas forcément, par forcément », même s'il devait préciser quelques instants plus tard qu'il souhaitait une régionalisation de son royaume « beaucoup plus poussée qu'on ne le pense ».

● **URSS** : un poète ukrainien dissident libéré. — Le poète et journaliste ukrainien Ivan Sakouliski (quarante-huit ans), condamné en 1980 à dix ans de camp et cinq ans d'exil, a été libéré le mardi 2 août par les autorités soviétiques, a annoncé jeudi le bulletin dissident *Express-Kronika*.

(Publié)
GRAND MAGHREB : CINQ COLONNES A LA UNE
Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie sont condamnés à coordonner leurs économies. But des lieux, obstacles et annus. Une analyse de Mohamed Toumi, expert auprès de la Banque mondiale.
Dans le numéro double de juillet-août d'ARABIES en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. 46-22-34-14

Europe

ESPAGNE : 20 % de sans-emploi

Gouvernement et syndicats sont divisés sur les moyens de réduire le chômage

MADRID de notre correspondant

La détente au sein de la « famille socialiste » risque d'être éphémère en Espagne. Le torchon brûle à nouveau entre le gouvernement et le syndicat frère, UGT (Union générale des travailleurs), qui s'accusent mutuellement d'être responsables des difficultés que rencontre le dialogue social.

Il y a deux mois, pourtant, le climat semblait à l'apaisement. Le secrétaire général de l'UGT, M. Nicolas Redondo, était reçu le 9 juin dernier, après des mois de brouille, par le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, et les deux hommes pouvaient alors annoncer le retour au dialogue (le Monde du 14 juin). M. Gonzalez reconnaît à l'obtention des interlocuteurs sociaux la signature d'un grand accord-cadre avant tout destiné à légitimer la politique économique du gouvernement, et acceptait finalement le procédé plus discret, mais plus efficace, proposé par M. Redondo : la mise sur pied de groupes de travail séparés, destinés à examiner un par un les principaux problèmes en litige.

Deux de ces groupes ont vu le jour en juillet, rassemblant représentants de l'administration, du patronat et des syndicats. Tous deux visent à faire face à ce qui constitue aujourd'hui le problème social numéro un en Espagne : un chômage qui atteint plus de 20 % de la population active. L'un a pour tâche la réforme de l'institut national de l'emploi (INEM), l'autre, l'élargissement de la couverture des allocations de chômage. Tous deux semblent actuellement dans l'impasse la plus totale.

En ce qui concerne l'INEM, les interlocuteurs ne sont d'accord que sur un point : cet institut doit doré-

navant jouer un rôle plus actif dans le placement des chômeurs, et non se limiter à compter les sans-travail et à enregistrer les contrats d'embauche. A cette fin, le gouvernement propose que l'inscription des chômeurs à l'INEM devienne facultative, ce qui permettrait de libérer une partie du personnel, actuellement absorbé par des tâches bureaucratiques, et de le consacrer à des activités plus productives.

Les syndicats s'y opposent, affirmant que le gouvernement veut ainsi favoriser la création parallèle de centres d'emploi de caractère privé. En outre, ils demandent à participer directement à la gestion des fonds de l'INEM. C'est là, ajoutent-ils, la meilleure manière d'accroître le taux de syndicalisation et de consolider des organisations de travailleurs qui n'ont encore, en Espagne, que dix ans d'existence légale.

Les exclus des allocations

Quant au problème des allocations de chômage, il est plus épineux encore. En dix ans, le pourcentage des chômeurs qui en bénéficient est descendu de 50 % à 27 % du total : à l'heure actuelle, près des trois quarts des travailleurs sans emploi ne bénéficient d'aucun subsidie. Un pourcentage qui s'explique par l'importance croissante des jeunes à la recherche d'un premier emploi et des chômeurs de longue durée, deux catégories exclues des allocations.

En 1984, pourtant, le gouvernement socialiste avait signé un accord économique et social qui prévoyait de porter à 48 % ce taux de couverture. On en est loin ! Pour y parvenir, l'UGT propose aujourd'hui un plan qui prévoit, grosso modo, le versement d'allocations aux personnes en chômage depuis plus de deux ans, qu'elles aient déjà ou non travaillé.

Selon le gouvernement, une telle mesure supposerait un effort budgétaire de 500 milliards de pesetas (25 milliards de francs), hors de portée des deniers publics. L'administration propose, pour sa part, de concentrer les allocations supplémentaires sur les chômeurs les plus âgés. Pour les autres, et notamment pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi, il s'agit plutôt de favoriser leur embauche en offrant à leurs employeurs exemptions fiscales, aides directes et « flexibilité » des contrats de travail : contrats temporaires, à temps partiel, etc.

Une solution rejetée par les syndicats, pour qui elle ne fera qu'inciter le patronat à remplacer des travailleurs stables par d'autres temporaires, renforçant ainsi cette « précarisation » de l'emploi qui ne cesse de s'accroître en Espagne.

THERRY MALINIAK.

● **Attentat contre des voitures françaises au Pays basque.** — Une voiture française a été incendiée par des chômeurs dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 août à Iruñea, dans la province basque du Guipuzcoa. Le véhicule était immatriculé dans le département de la Corrése. Personne ne se trouvait à bord. Quatre voitures françaises ont été incendiées depuis le début de la semaine dans la même province du Pays basque espagnol. Les nationalistes basques, qui entendent protester de cette manière contre la politique du gouvernement français à l'égard des réfugiés basques en France, s'en étaient surtout pris ces derniers mois aux concessionnaires de marques automobiles françaises au Pays basque, ainsi qu'à des poids lourds.

(AFP.)

Souvenirs du stalinisme en Biélorussie

Varsovie (AFP). — Une revue de Cracovie, Zicia Literacka (la Vie littéraire) vient de reproduire de larges extraits de témoignages publiés en juin dernier à Minsk, capitale de la Biélorussie, par le périodique Literatura i Mastactva (Littérature et arts) sur la répression stalinienne dans cette République soviétique au cours des années trente.

« Le train roule en direction de Kolyms (région de camps de travail à régime sévère en Sibirie, dans le cercle polaire), raconte un des survivants, une bise glaciale s'engouffre en sifflant entre les planches disjointes des wagons à bestiaux bourrés de prisonniers. Il y règne un froid extrême. Vers une heure du matin, la moitié d'entre eux sont morts, gelés. Les survivants appliquent les cadavres raides contre les parois pour calfeutrer les trous, dans l'espoir de se réchauffer. »

« Pour extorquer ses aveux, relate un autre témoignage, le détenu est enfermé dans une cellule sombre, d'un mètre cinquante de hauteur, remplie d'une eau croupissante et glacée. Un seul endroit pour ne pas mourir de froid : un cercueil émergeant de l'eau. Les détenus y devenaient fous. »

Ivan Trafimowitch, un vieux bolchevique entré au Parti communiste soviétique en 1917, raconte : « J'ai été arrêté sur dénonciation d'un stakhanoviste (travailleur de choc). Prétexte : le plan de production n'avait pas été réalisé, car deux voitures automobiles n'avaient pas été révisées dans les délais prévus. J'ai été encaissé dans une cellule pleine à

cracher, et où il était impossible de faire le moindre mouvement. Nous étions tellement nombreux et collés les uns aux autres que même les cadavres de ceux qui étaient morts par asphyxie demeuraient debout. Et les gardes-chiourmes jetaient encore d'autres détenus sur nos têtes. C'était un enfer. »

« Une véritable sadique »

Trafimowitch est l'un des rares à avoir survécu et recouvré la liberté. Il s'en est sorti gravement malade et avec des cheveux blancs. Or, poursuit-il, « dans les années 50, j'avais affaire au ministère de l'assistance sociale à Minsk. Dans le hall d'entrée, je me suis retrouvé en face d'une femme, élégamment vêtue. « Bonjour Ivan », m'a-t-elle dit. J'ai failli m'évanouir au timbre de sa voix. C'était Baïkova, un juge d'instruction d'avant-guerre. C'était elle qui m'avait torturé. Une véritable sadique. Elle ne procédait qu'à l'interrogatoire des détenus de sexe masculin. Elle intriguait au début l'ordre de se déshabiller et de valser en frôlant un air de musique. A coups de cravache, elle lui frappait la verge et les testicules. Elle était en extase. »

Toujours selon Literatura i Mastactva, le NKVD (la police d'Etat de Staline) a procédé à des exécutions sommaires massives dans les alentours immédiats de Minsk où il existe encore de nombreuses traces de fosses com-

munes qui ont été vidées de leur macabre contenu peu après la deuxième guerre mondiale.

Mais des habitants des petites localités environnantes se souviennent parfaitement du calvaire des condamnés. Nicolas Piatrovitch, Zianon Pazniak, Daria Ihnatsuna-Touciak, Kaciaryna Mikolajewna-Bahatchouk, Nikolas Karpovitch et d'autres encore ont vu en cachette alors qu'ils étaient adolescents et témoignent :

« Dans une forêt, une palissade de trois mètres de hauteur, surmontée de fils de fer barbelés, délimitait un espace de 10 à 15 hectares. Des patrouilles avec des chiens policiers y montaient la garde. Trois fois par jour des camions y déversaient leurs cargaisons humaines... Les exécutions avaient lieu le matin, en début d'après-midi et à la nuit tombée... Les suppliciés étaient bâillonnés puis alignés au bord des fosses communes. Des gardes portaient l'uniforme de la NKVD leur traînant à bout portant une balle dans la tempe. Les cadavres étaient disposés par couches puis recouverts de terre... Et ainsi de suite, jusqu'à ce que la fosse soit pleine... Parfois on entendait les plaintes, les jurons, les pleurs des condamnés... »

« Lorsque meurent ceux qui ont contribué à masquer des crimes, ils ont droit à des funérailles avec orchestre et à des discours dignes. Ceux qui ont été exécutés sommairement n'ont entendu qu'aboiements de chiens, et claquements de coups de feu. »

IRLANDE DU NORD : la recrudescence du terrorisme

Deux artisans assassinés par l'IRA

Deux artisans ont été assassinés le jeudi 4 août par un commando de l'IRA à Belleek, dans une petite ville proche de la frontière de la République d'Irlande. Les deux hommes, âgés de soixante et soixante-quatre ans, travaillaient au commissariat où ils venaient d'effectuer des travaux de maçonnerie. Ils ont été criblés de balles dans leur camionnette par quatre hommes armés qui les attendaient embusqués à un carrefour.

Depuis août 1985, date de la première exécution d'un entrepreneur travaillant pour les forces de sécurité, l'IRA a revendiqué le meurtre de plusieurs personnes effectuant des travaux pour le compte de l'armée ou de la police.

L'assassinat des deux artisans porte à six le nombre des victimes de la dernière vague d'attentats lancée par l'organisation nationaliste irlandaise. Après l'explosion d'une bombe, lundi 1^{er} août, dans une caserne de Londres, où un soldat a trouvé la mort, les commandos de l'IRA ont tué deux suppléants de

l'Ulster Defence Regiment et un policier, tous trois en dehors de leurs heures de service.

Selon des sources proches de l'IRA, citées par l'agence UPI, cette vague d'attentats vise à faire monter la pression sur le gouvernement britannique en prévision du vingtième anniversaire, l'année prochaine, de l'envoi de troupes en Irlande du Nord. Depuis cette date, près de trois mille personnes ont trouvé la mort en raison de la lutte des nationalistes irlandais pour le rattachement de l'Ulster à l'Irlande du Sud. Embarrassés ces derniers mois par plusieurs bavures qui ont coûté la vie à dix-sept personnes, sans compter les blessés, l'IRA souhaiterait utiliser cet anniversaire pour remobiliser ses sympathisants potentiels dans la communauté catholique. Le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord, M. Tom King, a cependant réaffirmé mardi dernier que Londres ne retirerait pas ses troupes tant que la menace terroriste persisterait. — (AFP, UPI.)

GRÈCE

Athènes va demander aux Etats-Unis la fermeture de la base aérienne d'Hellenikon

Le gouvernement grec a fait part le jeudi 4 août de son intention de demander aux Etats-Unis la fermeture de leur base aérienne d'Hellenikon, proche d'Athènes. L'armée américaine dispose actuellement en Grèce de quatre bases, dont le sort est au cœur des négociations en cours entre Washington et Athènes pour le renouvellement de leur accord de défense. Le porte-parole du gouvernement grec, M. Costopoulos, a souligné qu'en aucun cas les installations de cette base ne pourraient être transférées en Grèce, comme la presse s'en était fait l'écho ces derniers jours.

La Grèce a officiellement notifié aux Etats-Unis, le 13 juillet, qu'elle mettrait fin le 21 décembre prochain à l'accord de défense et de coopération économique conclu en 1953 entre les deux pays si les négociations n'ont pas abouti d'ici là. Le gouvernement américain aurait alors un délai de dix-sept mois pour fermer ses installations militaires, où sont cantonnées quelque quatre mille soldats.

Ces négociations se heurtent à un désaccord de principe, indique-t-on du côté grec. Pour la Grèce, tout nouvel accord avec Washington doit notamment maintenir un certain équilibre entre Athènes et Ankara. En revanche, les Etats-Unis entendent que le renouvellement de l'accord est purement technique. Nul doute cependant que la question soit évoquée au cours de la visite qu'effectuera actuellement en Turquie le secrétaire américain à la défense, M. Carlotta.

L'annonce de la fermeture de la base d'Hellenikon a été enregistrée avec étonnement à Washington. « Dans l'opinion des Etats-Unis, la question [d'Hellenikon] était toujours sur la table des négociations », a déclaré M. Rozanne Ridgway, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires européennes et canadiennes.

M. Ridgway a estimé que la déclaration d'Athènes pourrait être destinée à répondre aux pressions d'une partie de l'opinion grecque, qui réclame la fermeture pure et simple des bases américaines.

Le premier ministre grec, M. Andreas Papandreu, élu en 1981 en pleine vague d'antiaméricanisme, avait alors promis de fermer toutes les bases américaines. Deux ans plus tard, cependant, en 1983, son gouvernement avait signé un nouvel accord avec les Etats-Unis, et son attitude est apparue beaucoup plus conciliante sur ce point à partir de 1985. — (AFP, Reuters.)

● **YUGOSLAVIE** : visite de M. Genscher. — Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, est arrivé jeudi 4 août à Zadar, où il a été accueilli par son homologue yougoslave, M. Budimir Loncar. Les conversations entre MM. Genscher et Loncar porteront sur les relations bilatérales et le réchauffement de la dette yougoslave. La RFA, premier partenaire économique occidental de la Yougoslavie, est aussi l'un de ses principaux créanciers. — (AFP.)

En visite en Australie

M^{me} Thatcher souhaite resserrer les liens entre Londres et Canberra

SYDNEY correspondance

M^{me} Margaret Thatcher, qui effectue une visite officielle en Australie du 1^{er} au 6 août, a exprimé son souhait de resserrer les liens entre la Grande-Bretagne et l'Australie, qui ne sont pas ce qu'ils devraient être. Le premier ministre britannique a déploré que la notion erronée selon laquelle l'Australie ne serait qu'une parcelle de l'Angleterre transplantée aux antipodes continue de ternir les relations bilatérales.

Les deux pays devraient coopérer, non pas parce qu'ils se sentent obligés de le faire, mais parce que c'est dans leur intérêt commun, a-t-elle déclaré. Une position que partage le premier ministre australien — et travailliste, — M. Bob Hawke.

Emule avoué de la « Dame de fer », le chef de l'opposition, M. John Howard, a fort apprécié le leçon d'économie libérale et les conseils que le premier ministre britannique a distillés devant l'auditoire, d'avance conquis, de la réunion organisée par la coalition conservatrice à Canberra, le 3 août.

Généreuse, M^{me} Thatcher a consenti à confier à M. Howard, qui caresse l'espoir de ravir un jour le poste de premier ministre à son rival travailliste, le secret de son succès.

« La recette de la victoire est simple, a-t-elle dit. Celle qui m'a permis d'en remporter trois est la suivante : énoncez clairement les principes auxquels vous croyez, formulez une politique d'après ces principes, restez-y fidèles et, surtout, demeurez absolument unis. » Sur quoi, elle a vanté une nouvelle fois les mérites du libéralisme et de l'entreprise privée, principes également chers à M. Howard.

Quant à son hôte officiel, M. Hawke, qui ne partage pas entièrement les mêmes idées, il a néanmoins accepté avec empressement l'invitation de M^{me} Thatcher à se rendre en Angleterre l'année prochaine.

Pressée de questions sur la politique étrangère lors d'un déjeuner au Club de la presse de Canberra, M^{me} Thatcher a réaffirmé son opposition aux sanctions contre l'Afrique du Sud et s'est étonnée de la « transposition » en URSS.

Elle n'en a pas moins souligné que l'Occident ne devait pas pour autant relâcher sa vigilance, en particulier dans le Pacifique. « Nous ne pouvons pas fonder notre défense

sur l'espoir, mais uniquement sur des réalités », a-t-elle avoué.

Après les manifestations de nationalistes irlandais dont M^{me} Thatcher avait été l'objet, mercredi, à Melbourne (nos dernières éditions du 5 août), les autorités australiennes ont décidé de modifier son programme à Sydney, où une promenade dans les rues de la ville a été annulée.

JOËLLE ANDREOLI.

Traite, travail forcé, prostitution

L'ONU dénonce la persistance de l'esclavage des enfants

(Suite de la première page.)

« On ne donnait rien à manger aux enfants qui ne rapportaient pas chaque jour la somme requise », précise le rapport, ajoutant que des fillettes dont les recettes diminuaient étaient généralement battues et pendues par les mains. « Celles qui souffraient de séquelles des sévices que les clients leur avaient fait subir, ou avaient contracté des maladies vénériennes, n'étaient pas soignées. »

Ces gamines avaient été vendues pour des sommes allant de 150 à 170 dollars, parfois par leurs parents, parfois après avoir été enlevées par des proxénètes. D'autres étaient simplement des enfants abandonnés. Nombre de jeunes prostituées n'ont simplement pas pu trouver d'autres moyens d'échapper à la misère.

Travail forcé

Le représentant du Bangladesh présent à la réunion en qualité d'observateur n'a rien nié quant aux faits, mais a estimé que ce genre de fléau était le lot de toute une région et a déclaré qu'il ne comprenait pas « pourquoi il fallait montrer du doigt un pays particulier... »

Les enfants banglais ne sont en effet pas les seuls à être vendus à des tenanciers de bordels (ce terme est employé à plusieurs reprises dans le rapport).

Selon la Fédération internationale des droits de l'homme dont les conclusions figurent également dans le rapport, au Brésil, où plus de trente millions d'enfants sont abandonnés, un grand nombre d'entre eux, s'ils ne se prostituent pas, sont vendus en vue d'accomplir du travail forcé.

Ainsi, des enfants de six ans et parfois plus jeunes encore, dans certaines régions du Nordeste, sont contraints par leurs patrons de boire de l'alcool dès leur réveil pour pouvoir travailler et ne bénéficient pas d'un seul jour de repos, tandis que les filles de douze ou treize ans doivent satisfaire aux besoins sexuels des fils du patron et de certains ouvriers.

Les adultes également victimes

Mais les enfants vendus ne sont pas les seuls esclaves de notre planète. Toujours selon le rapport destiné à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, en Inde, où travaillent dans des conditions inhumaines pas moins de quarante-cinq millions de petits enfants, près de quatre-vingts millions d'adultes sont victimes de la servitude pour dettes contractées auprès de leurs employeurs. Il est vrai cependant que, selon la loi indienne, traiter des travailleurs en esclaves est un acte prohibé : il est puni d'une amende de 150 roupies soit environ 75 \$.

ISABELLE VICHNIAC.

CSCE

L'URSS a levé un obstacle à l'ouverture de négociations sur le désarmement conventionnel

La perspective de l'ouverture de nouvelles négociations sur le désarmement conventionnel en Europe se fait de plus en plus plausible. L'Union soviétique, en effet, a fait, le mercredi 3 août, une nouvelle proposition concernant la définition du mandat de ces futures négociations qui apparaît comme une concession de nature à résoudre le différend majeur qui l'opposait au camp occidental. Le débat, qui a lieu à Vienne dans le cadre de la Conférence sur la

sécurité et la coopération en Europe (CSCE), portait sur les armes à « double capacité », à la fois conventionnelles et nucléaires, que les Soviétiques, contrairement aux Occidentaux, voulaient voir formellement incluses dans le champ des futures négociations.

La nouvelle formule proposée par les Soviétiques avait été annoncée à M. Genscher lors de son voyage à Moscou la semaine dernière et a été déposée à Vienne à la veille de la pause de trois semaines que se sont accordées les délégués à la CSCE. La conférence de Vienne devrait ainsi entrer dans sa phase finale en septembre. Le texte soviétique stipule : « Aucun armement ou équipement conventionnel ne sera exclu de la négociation en vertu de sa capacité à porter d'autres charges en plus des charges conventionnelles (c'est ce que redoutaient les Soviétiques). Les charges nucléaires ne sont pas incluses dans cette négociation (c'est ce que voulaient les Occidentaux). »

Les négociateurs de l'OTAN et du Pacte de Varsovie devront, d'autre part, à la reprise de leurs pourparlers le 29 août, s'entendre définitivement sur la définition du champ géographique de la négociation, qui s'étend de l'Atlantique à l'Oural. Un seul problème subsiste, celui de l'exclusion en Turquie asiatique d'une bande — à définir — faisant face à la Syrie, l'Irak et l'Iran, où Ankara, membre de l'OTAN, désire ne pas réduire son potentiel militaire compte tenu de la menace éventuelle que représentent ces pays exclus du processus de désarmement européen.

Les Turcs qui ont accepté d'inclure dans la discussion les parties de leur territoire asiatique limitrophes à des pays européens (URSS et Chypre compris) ont fait une proposition « raisonnable » et « la balle est maintenant dans le camp soviétique », a indiqué jeudi un négociateur occidental. D'accord sur le principe, les Soviétiques ont toutefois réclame l'inclusion de la base aérienne alliée d'Incirlik, près d'Adana, qui se trouve dans la zone à exclure, proche de la Syrie.

Les négociations à vingt-trois (les seize membres de l'OTAN et les sept du Pacte de Varsovie) sur le désarmement conventionnel ne pourront d'autre part être lancées que lorsque qu'un accord aura été trouvé entre les trente-cinq pays participant à la conférence de Vienne sur les autres domaines de discussion, notamment les questions relatives aux droits de l'homme et à la coopération économique. — (AFP.)

Politique

Dix mille candidats aux élections municipales La nouvelle ambition des Verts

(Suite de la première page.)

Les enfants interrompent volontiers des débats passionnés pour montrer leur dernier avion de papier ou quémander quelque argent de poche. Pieds nus, en short ou en survêtement, l'arabe qui va partir à la conquête du pouvoir dans les municipalités, tient encore plus des franc-tireurs que du corps d'élite.

« On essaie de changer l'image des Verts, école baby-cool sympa, explique M. Marimot. Nous devons faire reconnaître notre compétence, et pas seulement sur la défense de l'environnement. »

Pour ces Journées d'été, les Verts ont invité un conseiller en marketing politique, chargé d'enseigner les règles élémentaires de communication. Face à un auditoire d'un sérieux et d'une attention rares, il rappelle comment rédiger un tract, participer à un débat, convaincre avec des mots simples.

« Devenir des professionnels »

Un jeune homme réservé à la barbe rousse, en chaussette dans ses sandales, insiste sur la nécessaire authenticité des Verts, leur sincérité dans le débat électoral. « Les idées vraies finissent toujours par s'imposer », conclut-il doucement. En écho, une institutrice observe : « Nous ne sommes pas des politiciens, nous. » « Mais nous devons un peu le devenir », ose un futur candidat aux élections cantonales. Des voix indignées s'élèvent, nombreuses. Désespérée, une jeune femme observe : « Nous sommes vraiment trop honnêtes, trop scrupu-

leux. On aura du mal à se changer... »

Au tableau, un dessin succinct résume les grandes étapes d'une campagne électorale. Avec un air de premier de la classe, un vieux monsieur aux cheveux blancs, drôlement réunis en houpette sur le front, prend des notes sur un agenda périmé. « Nous devons devenir des professionnels », chuchote, convaincu, ce Tintin grand-père, à son voisin.

Professionnel ! Le mot est lâché, même s'il sonne encore un peu étrangement aux oreilles de certains. Après la campagne d'Antoine Waechter à l'élection présidentielle, qui a recueilli 3,78 % des suffrages au premier tour, les Verts ne veulent pas perdre le bénéfice de leur notoriété. Soucieux de leur indépendance à l'égard des partis de droite comme de gauche — le débat est pourtant loin d'être clos au sein du mouvement —, les Verts veulent offrir une véritable force d'alternative.

Cette ambition passe nécessairement par l'affirmation d'une force politique au plan local. Les élections cantonales de septembre et octobre prochains doivent renforcer la présence des Verts dans le paysage politique, même si, concède M. Waechter, le scrutin majoritaire ne laisse aux candidats écologistes qu'une très faible chance de succès. Les quatre à cinq cents candidats qui se présenteront devront surtout « créer une dynamique », pour les élections municipales de mars 1989.

L'objectif des Verts est de multiplier par dix le nombre de leurs conseillers municipaux, et de présenter environ dix mille postu-

lants (1). Ces derniers seront mobilisés dans les associations humanitaires ou de défense de l'environnement, même s'ils n'appartiennent pas officiellement au mouvement écologiste. « Nous avons aujourd'hui plus de potentiel de voix que de candidats pour le satisfaire », explique M. Waechter.

Pour le second tour, les Verts envisagent des « associations » avec les autres listes qui accepteraient des « contrats de municipalité », rendus publics avant l'élection, et précisant les conditions d'une éventuelle participation. Ces contrats pourraient être passés avec n'importe quel parti politique, est-il précisé, à l'exception du Front national.

Autre enjeu décisif pour les Verts dans les mois à venir : les élections européennes (2). « Nous devons avoir cinq élus au Parlement européen en juin 1989 », déclare l'ex-candidat des écologistes à l'Elysée, ce qui donnera à notre mouvement des moyens financiers accrus. Soucieux de ne pas être victime, comme en 1984, d'une liste de « diversion » (l'Entente radicale-écologiste pour les États-Unis d'Europe, ERE), conduite alors par MM. Olivier Stirn, François Daubin et Brice Lalonde, et concurrente de la liste Verts-Europé de M. Didier Anger, le mouvement écologiste veut constituer rapidement son programme et la liste de ses candidats.

Ces élections, qui se préparent en commun avec les autres partis Verts de la Communauté européenne, devront permettre au mouvement français de défendre sa propre conception de l'espace unique. « Pour nous, explique

M. Waechter, l'Europe ne doit pas être celle de l'ultra-libéralisme. Elle doit être celle de la montée en puissance des régions, qui est déjà une réalité dans tous les autres pays, à l'exception de la France. »

Sûr de lui, M. Waechter décline comme autant de batailles à gagner la longue liste des échéances électorales qui attendent son mouvement. Patiemment, il a déterminé une stratégie qui devrait voir des Verts entrer au Parlement en 1993. « Ce n'est qu'à ce moment-là que nous pourrions envisager de participer à un gouvernement, parce que nous disposerons alors d'une implantation institutionnelle suffisante pour être réellement autonome », observe-t-il.

L'expérience de secrétaire d'Etat à l'environnement de Brice Lalonde ? « Elle nous est très utile, admet M. Waechter. Tout d'abord, elle clarifie la position de Brice Lalonde par rapport aux Verts, auxquels il n'appartient pas et ensuite, elle offre une véritable démonstration pédagogique de ce qu'il ne faut pas faire ! »

PASCAL ROBERT-DIARD.

(1) Aux élections municipales de 1983, les écologistes avaient obtenu 147 884 voix (soit 0,58 % des suffrages exprimés) et cinq cent cinquante sièges au premier tour. 7 913 voix (soit 0,08 %) et deux cent sept sièges au second tour.

(2) Aux élections européennes de juin 1984, la liste Verts-Europe écologie, conduite par M. Didier Anger, avait recueilli 676 739 voix soit 3,37 % des suffrages exprimés. La liste concurrente ERE, avait obtenu à peu près le même score, soit 3,31 % des suffrages exprimés.

Inscription des jeunes sur les listes électorales

Les jeunes parvenus à l'âge de la majorité (dix-huit ans) entre le 31 décembre 1987 et le 25 septembre 1988 pourront s'inscrire sur les listes électorales avant le 15 septembre, à l'indiqué, jeudi 4 août, le ministère de l'Intérieur, en rappelant que, cette année, les élections cantonales ont été officiellement fixées au 25 septembre et au 2 octobre.

Conformément aux articles L 30 et suivants du code électoral, les jeunes désireux d'inscrire sur les listes électorales pourront déposer leur demande à la mairie de la commune où ils désirent voter, au plus tard le 15 septembre 1988 inclus.

Les futurs électeurs devront présenter, outre les documents d'état civil, tout document tendant à prouver que le demandeur est domicilié dans la commune, ou y possède une résidence depuis six mois au moins.

Les demandes seront examinées par le juge d'instance conformément aux dispositions de l'article L 32 du code électoral. Les intéressés seront avisés directement de la décision de ce magistrat (articles L 33 à L 35 du code électoral).

PROPOS ET DÉBATS

M. Emmanuelli Démarcation

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, a déclaré, le jeudi 4 août, sur RTL, que l'ouverture doit se faire « sur les dossiers », le second plan verbal, l'ouverture se porte bien, mais, dans les faits, nous n'avons pas vu la moindre hirondelle. L'estime-t-il. Citant le revenu minimum d'insertion, l'impôt sur la fortune, le pouvoir d'achat, M. Emmanuelli a affirmé : « On verra, sur tous ces sujets, si ceux qui parlent d'ouverture, de bons et de mauvais socialistes, seront avec les bons et les mauvais ou auront d'excellents prétextes pour rester dans leur camp d'origine. »

« Je n'ai jamais été contre l'ouverture, mais je ne souhaite pas que l'on confonde l'ouverture avec le confusionalisme », a ajouté le député des Landes, pour qui la « ligne de démarcation » passe entre ceux qui refusent l'entente avec le Front national et les autres. Au sujet des premiers, il a déclaré : « Nous devons les prendre en considération, nous devons travailler avec eux et les appuyer éventuellement s'ils le souhaitent. »

M. Stoléru

Points communs

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au plan, déclare, dans un entretien publié par le *Quotidien de Paris* le vendredi 5 août, que

Le CNI propose l'adoption d'une charte commune à tous les autres partis d'opposition

Le Centre national des indépendants et paysans (CNI), qui souhaite gouverner à l'union de l'opposition, vient de soumettre à l'avis des autres partis politiques, à l'initiative de son secrétaire général, M. Yvon Briant, ancien député, un projet de charte dont l'adoption « pourrait permettre, souligne-t-il, une action commune » et, « le moment venu », la participation de tous ses signataires « à un même gouvernement pour le bien de la France ».

Ce texte vient d'être adressé à tous les élus-majors — du CDS jusqu'au Front national —, précise M. Briant — ainsi qu'aux cadres départementaux du CNI à charge pour ces derniers, de le présenter aux responsables locaux des autres formations. Le CNI s'engage dès à présent à soutenir, lors des prochaines échéances électorales, les candidats qui accepteraient d'adhérer à cette charte.

Au niveau national, l'objectif de la direction du CNI est de jeter une passerelle entre la coalition RPR-UDF et M. Jean-Marie Le Pen. Le Front national est ainsi convié, en effet, à approuver un texte qui dénonce le racisme, l'antisémitisme et toutes les formes de sectarisme. Le CDS est invité, pour sa part, à se joindre à une stratégie commune d'opposition. M. Briant espère ainsi apporter une pierre ecuménique au rassemblement de toutes les forces opposées à la gauche.

Dans ce projet de charte, le CNI, qui va bientôt célébrer ses quarante

ans d'existence, se prononce notamment : « pour que la loi, dans le respect des choix individuels, protège et encourage la famille légitime, qu'elle fasse disparaître les discriminations fiscales et sociales qui la pénalisent » ; « pour que l'enseignement, libre de tout endoctrinement à sens unique, permette le choix par les familles ou par les étudiants de l'établissement qui leur convient » ; « pour que l'Etat et les collectivités publiques renoncent à pénaliser par principe l'acquisition des richesses » ; « pour une justice pénale qui reconnaisse les droits des victimes et ne mette pas en doute la légitimité d'un châtiment approprié des coupables » ; « pour que la société civile respecte l'institution militaire » ; « pour une agriculture libérée des procédures dirigistes » ; « pour une Europe libérale et démocratique dotée d'une monnaie commune et d'un cours légal ».

Le CNI, en revanche, s'y prononce « contre le racisme, l'antisémitisme, la lutte des classes et le dénigrement des valeurs traditionnelles de la société française, comme d'ailleurs contre toute forme de sectarisme ou d'intolérance » ; « contre toute banalisation de la citoyenneté française » ; « contre les excès du contrôle administratif des activités professionnelles » ; « contre toute conception totalitaire de l'urbanisme et de la culture » ; « contre le laisser-aller, la méconnaissance des valeurs, l'abandon de la fierté nationale ».

Le nouveau cabinet de M. Pierre Joxe

Le cabinet de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a été modifié et étoffé par rapport à sa première composition, mais ces changements ne concernent pas les principales attributions (le *Monde* a publié, dans ses éditions du 28 mai, une biographie du directeur du cabinet, M. François Roussely). La composition du cabinet est désormais la suivante :

Directeur du cabinet : M. François Roussely, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; directeur adjoint du cabinet : M. Georges Peyronne, préfet ; conseiller auprès du ministre, chargé de la communication : M. Guy Terrinon, journaliste ; conseiller chargé des relations internationales : M. François Nicoulaud, conseiller des affaires étrangères ; chef de cabinet :

M. Missika

nouveau chef du SID

M. Jean-Louis Missika doit, dans les jours prochains, remplacer M. Gérard Coste au poste de chef du service d'information et de diffusion (SID), placé auprès du premier ministre chargé de l'information gouvernementale.

(M. Jean-Louis Missika, trente-sept ans, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, rédacteur en chef de la revue *Médias-Pouvoirs*, depuis 1986, a été membre de l'Institut national de l'audiovisuel. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la télévision, notamment *L'avenir de la télévision* et *La Folie du logis* (Gallimard) en collaboration avec Dominique Wolton.)

M. Lucien Ginet, sous-préfet (sécurité civile) ; chef adjoint de cabinet :

M. Pascal Maysounave, sous-préfet.

Conseillers techniques :

MM. René Poux, inspecteur général de l'administration (problèmes immobiliers) ; Pierre-René Lemas, administrateur civil, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des collectivités territoriales ; Jacques Gentil, sous-directeur (police) ; Patrice Bergougnon, commandant de la police nationale (police) ; Jean-Pierre Bonin-Moulin, professeur (élections) ; Christophe Lannelongue, adjoint de direction à la Banque de France (budget, transmissions, informatique) ; Pierre Pouessel, administrateur civil (organisation territoriale des services de l'Etat, personnel) ; François Rebenne, administrateur territorial (relations avec les élus) ; Mme Françoise Toubol-Fischer, avocate (libertés publiques, questions juridiques).

Attaché parlementaire :

M. Emmanuel Davril, docteur en économie.

Chargés de mission : MM. Raoul Weersteen, chercheur au CNRS (affaires internationales) ; François Senemaud, administrateur civil (affaires régionales) ; Michel Papaud, enseignant (relations avec les élus) ; Romaric Sulger-Buel (communication) ; Philippe Schil, ingénieur des télécoms (transmissions et informatique) ; Mme Annie Sannoudj-Verber (affaires réservées).

Secrétariat particulier :

Mme Maggy Fanion, secrétaire administratif de la police nationale.

M. Michel Besse directeur du cabinet de M. Maurice Faure

M. Michel Besse vient d'être nommé directeur de cabinet de M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement.

M. Besse sera assisté de M. Alexandre Jevakhot, inspecteur des finances, nommé directeur adjoint du cabinet ; M^{me} Catherine Colonna, conseillère technique chargée de la presse et de la communication ; M. Hugues Gohsault, conseiller technique chargé des relations avec le Parlement ; M. Claude Hosard, conseiller technique chargé de la région parisienne ; M. Jean Lafont, conseiller technique chargé des affaires internationales et économiques ; M. Christian Leyrit, conseiller technique chargé des routes ; M. Gilbert Santel, conseiller technique chargé du logement ; M. Bernard Weilloume, conseiller technique chargé des sites et de l'urbanisme ; M. Gérard Marry, nommé chef de cabinet ; M. Jean Giocanti, chargé de mission.

[Né le 7 juillet 1941 à Rotalier (Jura), ancien élève de l'ENA, M. Besse a exercé les fonctions de directeur du cabinet dans les préfetures de la Drôme (1968) et des Yvelines (1972) avant d'être nommé secrétaire général de l'Yonne (1974), puis de l'Eure (1977), sous-préfet de Soissons (1980), secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, en juin 1983. Préfet du Lot (1985) puis de Haute-Corse (1987), il avait été nommé préfet hors cadre le 27 juillet 1988.]

« Notre siècle (1918-1988) », de René Rémond

Les trois Républiques

D'une République à l'autre, Notre siècle sous le regard de René Rémond.

L'histoire proche est la plus difficile de toutes, menacée à la fois d'être étouffée sous le poids des documents et de dévier sous l'aiguillon de la mémoire. René Rémond échappe à ce double danger dans *Notre siècle (1918-1988)*, son nouveau livre dont les mille et quelques pages se lisent aisément. La collaboration de Jean-François Stinneff conduit aux « regards croisés », aux « jugements confrontés » entre l'auteur et le cadet, séparés par trois décennies, l'espace d'une génération. Aux mêmes âges — entre seize et vingt ans — le premier a connu le 6 février 1934, puis les accords de Munich. Le second a vu Sartre refuser le prix Nobel, puis le général de Gaulle quitter définitivement le pouvoir.

Telles sont, pour chacun, les frontières de la mémoire et de l'histoire. L'association d'un maître spécialiste en politique et d'un disciple tourné vers la culture permet de dérouler l'évolution de la littérature, du théâtre, de la peinture, de la musique, du cinéma, en contrepoint de celle des gouvernements, des partis et des institutions. On regrette un peu que celles de la vie privée et de l'économie ne bénéficient pas du même traitement, leur dispersion au gré des débats et des crises rendant assez difficile d'en discerner les lignes générales.

Avant tout, ce livre remet en ordre un passé flou dans le souvenir ou troublé par des préjugés. Il touche à son apogée dans le tableau du régime de Vichy, modèle d'une objectivité souvent approximative dans les publications précédentes. L'incroyable popularité initiale du maréchal a faussé les perspectives, parce qu'elle était un symbole et non à la politique. Une phrase suffit à déformer la légende de fautes équivalentes acclamant Pétain en avril 1944 et de Gaulle en août suivant : la première n'atteignait pas le dièdre des millions de Parisiens qui formaient la seconde.

La fausse image d'une France partagée entre la Résistance et la Collaboration est corrigée par la disproportion « entre la petite minorité enfoncée dans la collaboration avec l'ennemi et la masse du pays, dont l'attentisme n'avait jamais exclu l'animosité contre l'occupant ». Il reste de tout cela une fissure dans notre histoire, encore perceptible aujourd'hui : « Que la déshérence au pouvoir ait pu devenir la forme supérieure du devoir a affaibli l'autorité dans tous les domaines : la remise en cause de

mai 1968 en procède peut-être indirectement, comme la crise de l'Eglise ; la nécessité... de passer outre aux directives de l'épiscopat a porté un coup à l'autorité de la hiérarchie. »

Dans le passé plus lointain, qu'aucun des auteurs n'a vécu, Notre siècle recrée quelques interprétations traditionnelles. Habituellement présentée à travers les lunettes colorées de la gauche, l'œuvre législative du Bloc national est moins conservatrice qu'on ne le croit. Un souci de pragmatisme, une volonté d'efficacité, un appel aux experts, révèle que l'approche technique des problèmes l'emporte sur l'idéologie.

De Poincaré à Giscard

Un Clémentel préfigure la génération des grands commis engagés dans la modernisation d'après 1945. Poincaré n'était pas un homme de droite d'ailleurs, mais un républicain du centre « sincèrement laïque et profondément attaché aux institutions parlementaires ».

La Troisième République et le centre droit ne sont pas les seuls bénéficiaires de ces rectifications d'éclairage. La Quatrième République en profite globalement, et la gauche, en la personne de Guy Mollet : « La mémoire collective fait porter à l'homme la responsabilité principale d'une politique ou d'une absence politique en certains cas — qui était l'expression de la volonté du personnel politique, et peut-être même de la majorité du pays. » Sous la Cinquième République, le centre droit est à nouveau le principal adversaire du révisionnisme de l'ouvrage : l'importance accrue du septennat de Valéry Giscard d'Estaing est justement soulignée, que les dernières ont plus ou moins dissimulées.

Plus important encore que ces corrections d'image, le mérite principal du livre tient à une remise en perspective de toute la période décrite. René Rémond excelle à percevoir les continuités profondes derrière les diversités apparentes. Certes, les ressemblances elles-mêmes sont trompeuses quand on néglige les différences des environnements respectifs. Que quinze mille cheministes grévistes aient pu être licenciés lors de la grève des chemins de fer en 1920 mesure les limites des conflits sociaux d'ailleurs. Que la grande crise des années 30 ait paru terrible avec cinq cent mille chômeurs, alors que la Grande-Bretagne en comptait trois millions et l'Allemagne

six, fait ressentir l'évolution de l'esprit public : sans oublier toutefois que les années-travail restaient alors sans autre secours que les soupes populaires et les asiles de nuit.

En disparaissent voici peu de temps, plusieurs de ces conduites nous font d'ailleurs mesurer l'ampleur du bouleversement de la fin de Notre siècle. La ligne de fracture qui séparait Caillaux de Clemenceau, puis Briand de Poincaré dans les relations avec l'Allemagne s'est poursuivie jusqu'en 1939 avec l'opposition des Munichois et anti-Munichois, et, bien au-delà, avec la querelle de la CED : tout cela fait place aujourd'hui au couple Paris-Bonn, axe de la construction européenne.

L'idéologie volontariste des socialistes de la SFIO, née du gauchisme, s'épanouit dans le « tout est possible » de Marcoussier Pivert en 1936 et le Projet socialiste adopté par le PS, à la veille des élections de 1981 : l'exercice du pouvoir lui a substitué, dès 1982, le pragmatisme réformiste qui caractérise les grandes social-démocraties d'Europe.

L'idéal secret de tous les parlementaires

Mais le retour du refoulé reste toujours possible. N'est-il pas en train de se produire, quand la lecture de Notre siècle montre que la Cinquième République est en train de glisser vers la Troisième plus encore que vers la Quatrième ? L'apogée du centre est situé entre 1922 et 1932. Le modèle de ces années rétro montre une étonnante capacité de résister à toutes les volontés des électeurs. Formés dans une Chambre de droite ée en 1919, représentant intactes après l'intermède du Centre dans la Chambre de gauche ée en 1924, se maintenant en état après le retour d'une Chambre de droite en 1928, ces coalitions microcosmiques incarnent l'idéal secret de tous les parlementaires. Une démocratie à l'abri des sautes d'humeur des citoyens, quel réveil ! En présentant côte à côte nos républiques du vingtième siècle, René Rémond suggère aussi une grande leçon : la plus jeune des trois seures tomberaient sans doute dans les défauts des aînées si elle n'était plus contenue par des mécanismes qui l'en empêchent.

MAURICE DUVERGER.

★ *Notre siècle (1918-1988)*, de René Rémond, avec la collaboration de Jean-François Stinneff. Eyraud. Collection « Histoire de France », dirigée par Jean Favier, 1 011 pages, 1987.

général Prem

nhavan
ministre

Victimes de sévices Les habitants d'Ouvéa déposent cinquante plaintes contre X

Le collectif des avocats du FLNKS a déposé, vendredi matin 5 août, auprès du parquet d'Ouvéa, par l'intermédiaire de Me Gustave Tabin, cinquante plaintes contre X à la demande d'habitants de l'île d'Ouvéa affirmant avoir été victimes de sévices de la part des forces de l'ordre chargées de retrouver fin avril les auteurs de la prise d'otages qui s'est soldée le 5 mai par la mort de dix-neuf militants indépendantistes et de deux militaires. Le Monde a rendu compte, dans ses éditions du 21 juillet, des témoignages rapportés ces sévices.

Ces plaintes émanent, pour la plupart, d'hommes et de femmes des tribus de Gossana et de Téouta. Elles se réfèrent à des « sévices arbitraires, violences, voies de fait, destructions de biens, de récoltes, vols et menaces de mort » survenus entre le 25 avril et le 6 mai.

L'une des plaintes porte sur des faits qui auraient indirectement entraîné la mort d'un vicié homme. Certaines des plaintes visent des militaires, les avocats du FLNKS se fondent sur l'article 698, alinéa 1, du code de procédure pénale pour demander au procureur de la République de Nouméa de saisir le ministre de la Défense. D'autres plaintes mentionnent en cause des officiers de police judiciaire, les défenseurs des habitants d'Ouvéa invoquent l'article 687 ; ils

ont ainsi demandé au procureur de saisir la chambre criminelle de la cour de cassation pour que celle-ci désigne la juridiction compétente. Les habitants d'Ouvéa se réfèrent, en outre, dans leurs accusations à la convention des Nations unies « contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » ratifiée par la France en 1985 (1).

Les avocats des parties civiles demandent que « la justice suive son cours »

A Paris, la chambre d'accusation de la cour d'appel a examiné, jeudi 4 août, les appels des ordonnances de maintien en détention de vingt-cinq indépendantistes du FLNKS, inculpés et placés sous mandat de dépôt à la suite de l'assassinat de quatre gendarmes, le 22 avril, à Fayoué, sur l'île d'Ouvéa et de la prise d'otages qui s'en est suivie. Les arrêts seront rendus, le lundi 8 août.

A l'issue de l'audience, les conseils des parties civiles, Me Francis Szpiner et Jacques Chanson, ont indiqué dans un communiqué : « Les avocats des familles des gendarmes assassinés à la brigade de Fayoué et de ceux pris en otages et séquestrés dans la tribu de Mouli et dans la grotte de Gossana,

ayant pris connaissance des exigences du Front de libération national kanak et socialiste (FLNKS) tendant à l'amnistie en faveur des auteurs de ces crimes, se doivent de rappeler l'honneur des crimes commis, la souffrance des victimes et la douleur de leurs familles.

Ils demandent également au premier ministre, de leur apporter tous les renseignements utiles et l'assurance que la justice suivra son cours. »

(1) La convention des Nations unies contre la torture définit ainsi la torture dans son article premier : « Le terme torture désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou morales, sont intentionnellement infligées à une personne, aux fins notamment d'obtenir d'elle, ou d'un tiers, des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou un tiers a commis ou est soupçonné d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination, quelle qu'elle soit, lorsque de telles douleurs ou souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'applique pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou causées par elles. »

Matraques et pistolets électriques

En vente libre

D'une histoire l'autre. Et d'Ouvéa à Paris. Le 21 juillet dernier, le Monde a rendu compte de témoignages recueillis en Nouvelle-Calédonie faisant état de sévices subis par les habitants de la tribu de Gossana alors que les militaires cherchaient à localiser la grotte où s'étaient réfugiés les preneurs d'otages après avoir tué quatre gendarmes à Fayoué. Parmi ces sévices, l'un était décrit avec force détails par plusieurs témoins : la matraque électrique. Les uns parlent d'un « bâton », d'autres d'une baguette, une espèce de matraque avec une décharge électrique au bout, et tous assurent qu'elle leur fut appliquée au front, au menton, au ventre et que les décharges étaient si fortes qu'ils avaient eu l'impression de brûler.

Ce nouvel élément intrigue. Par rapport aux autres sévices relatés des interrogatoires à la matraque électrique — « ils sont avérés — peuvent paraître anecdotiques. Il y a là, pourtant, de quoi s'interroger. Car l'usage de l'électricité pour faire avouer un suspect évoque de fort mauvais souvenirs. Le mot peut choquer, mais l'histoire de la guerre d'Algérie et notamment les travaux de l'historien Pierre Vidal-Naquet (1) sont là pour nous le rappeler : l'électricité, qui ne laisse pas de traces, caractérisait l'un des formes modernes de torture.

D'où cette question toute simple : existe-t-il un matériel, facilement accessible, qui provoque les souffrances décrites par les témoins canadiens ? La question ne concerne d'ailleurs pas que l'affaire d'Ouvéa. Certaines rumeurs policières font parfois état de l'usage par des inspecteurs de police judiciaire peu soucieux de déontologie de « décharges électriques » lors d'interrogatoires de malfaiteurs plutôt durs à cuire. En décembre 1985, un commissaire de police, M. Gilbert Ambroise, révoqué pour ces faits, fut d'ailleurs condamné à trente mois de prison dont deux ferme pour avoir « porté à l'acte d'une matraque électrique » un jeune délinquant arrêté à la fin du Monde du 22 et 23 décembre 1985, et du 1^{er} mars 1986.

La conclusion de nos investigations tient en peu de mots : ce genre d'instruments est en vente libre à Paris. Dans une armurerie proche de la place de la République, nous avons demandé à acheter une

matraque électrique. Il nous fut proposé le « bâton électrique », un produit récent, « plus discret » et désormais beaucoup plus prisé par la clientèle. Noir, d'un format de 18 x 6 centimètres, s'accrochant facilement à la ceinture, l'engin sert à la fois de signal d'alarme et de « pistolet paralysant ». Quatre électrodes sont placées à son extrémité.

45 000 volts

Et le prospectus de « Lifeguard », fabriqué à Taiwan et distribué en France par la société Servest, précise : ce « pistolet électrique vous protège, dissuade l'agresseur (L.F.). En utilisant le bouton à bascule, un seul bouton, vous pouvez émettre des décharges de 45 000 volts se forme entre les électrodes. Le corps de l'agresseur doit être en contact des électrodes : en une demi-seconde, l'agresseur sera saisi et cela lui provoquera une décharge électrique, de la douleur, des contractions musculaires ; de 1 à 2 secondes, cela lui causera des spasmes musculaires et un début d'étourdissement ; de 3 à 5 secondes, cela lui provoquera la perte de l'équilibre et du contrôle des muscles, une totale confusion mentale et une désorientation, le laissant groggy. Ne provoque pas de dommages permanents ».

Pour 800 F, nous avons donc acheté cet instrument sans qu'aucune question ne nous soit posée sur l'usage envisagé ou sur notre identité. Vérification faite auprès du service électrique du Monde, le prospectus ne ment pas : l'ampérage est certes faible — 300 mA, — mais la décharge peut atteindre les 45 000 volts promis. Test fait sur une jambe durant une demi-seconde, le prospectus ne ment toujours pas : un mélange de vive décharge et de coup violent, laissant une sensation diffuse d'endolorissement qui persistait plusieurs heures après. Le choc, cependant, n'a pas laissé de traces. Ce que décrit ensuite le prospectus ressemble fort au récit des témoins canadiens : des décharges si fortes qu'ils tombaient, perdant le contrôle de leurs muscles. « Lifeguard », qui, de loin, ressemble à un bâton-walkie, se recharge très facilement et n'importe où : sur une prise de 220 volts ou sur la batterie d'un véhicule automobile. Enfin, le mode d'emploi veille à la sécurité de l'utilisateur : « Attention :

ne pas utiliser l'unité en milieu isolé humide, cela pourrait provoquer un retour de charge sur vous-même ».

Dans les prisons

Dans l'entourage du GIGN — où on assure ne s'être pas livré à de tels interrogatoires à Gossana, sans pour autant répondre du comportement des autres unités militaires, — on ne nie cependant pas disposer de matraques électriques. Et l'on reconnaît leur utilisation « en matière de l'ordre pénitentiaire », bref lors des mutineries dans les prisons. « C'est désagréable, sans plus, et moins grave que de tirer dans les tas », assurent ces sources. Pourtant les matraques électriques dont il s'agit produisent des décharges similaires, ainsi que nous l'avons confirmé le responsable d'une société parisienne de matériel de sécurité : « Le résultat est le même, les composants identiques. Mais la matraque se fait moins car c'est plus encombrant, plus voyant, et plus ou moins interdit. Si la police vous trouve avec une matraque, électrique ou non, vous risquez d'être en difficulté. Mais le bâton est plus discret, les gens préfèrent avoir ça dans leur poche ».

Selon ceux qui le vendent, le « pistolet électrique Lifeguard » est un instrument de défense, au même titre qu'une petite bombe de gaz lacrymogène. Mais son usage ne peut-il être totalement inversé ? Placé entre des mains peu scrupuleuses, « Lifeguard » ne peut-il servir à « passer à la question » un individu ? Ses effets ne sont-ils pas comparables à ceux de l'antique « pétoire à pétoles », utilisé à « trois ans maintenant dans les gilets » ? Aussi, le libre diffusion, hors de tout contrôle, de ce type de matériel ne laisse pas de surprendre. Dans le tout dernier catalogue — automne-hiver 1988-1989 — d'une société fort connue de vente par correspondance, une version plus petite — « elle tient dans votre poche ou votre sac » — provoque une décharge de seulement... 35 000 volts vendus pour la modique somme de 190 francs...

EDWY PLENEL

(1) Cf. Pierre Vidal-Naquet, « La Torture dans la République », Éditions de Minuit, 1972.

Les suites de l'affaire Greenpeace

La décision de renvoyer Alain Mafart à Hao serait « absurde et immorale » estime le RPR

Réagissant aux informations du Monde (nos éditions du 4 août) sur un éventuel retour du commandant Alain Mafart, récemment promu lieutenant-colonel, sur l'atoll d'Hao, dans le Pacifique, le Rassemblement pour la République (RPR) a estimé que cette décision serait « absurde et immorale ». M. Mafart est l'un des deux faux époux « Turenge », agents de la DGSE arrêtés à Auckland après l'attentat contre le Rainbow Warrior, le 10 juillet 1985.

Selon M. Jean-Jacques de Peretti, chargé de mission pour la communication et l'information auprès du secrétaire général du RPR, un retour à Hao reviendrait d'une position « irréaliste et dogmatique ». Quand on est arrivé en 1986, on a retrouvé les deux officiers de la DGSE dans des grottes néo-zélandaises ; on a réussi à les en faire sortir ; maintenant, on les a ramassés à Hao ; les socialistes ne vont quand même pas les renvoyer à nouveau !

M. de Peretti, qui était chargé de mission à l'hôtel Matignon et adjoint du porte-parole, M. Denis Baudouin, quand M. Jacques Chirac était premier ministre, se dit « stupéfait de l'attitude des socialistes dans cette affaire ». Il ajoute que « c'est un

sujet auquel M. Chirac est particulièrement attentif ».

Réclamé par la Nouvelle-Zélande, qui estime que M. Chirac a violé les accords passés sous l'égide des Nations unies, le retour d'Alain Mafart à Hao a été envisagé par le premier ministre, M. Michel Rocard, qui s'en est entretenu, le 5 juillet, en tête à tête avec l'officier. Rien n'est toutefois décidé pour l'instant, cette position n'étant pas partagée par l'Elysée et le ministère de la Défense. La négociation, sous l'égide de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, se poursuit donc avec l'ambassadeur néo-zélandais, M. Chris Beeby, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères de Nouvelle-Zélande.

M. Pascal Clément (UDF) : « Indigne »

D'autre part, M. Pascal Clément, député (UDF) de la Loire, s'en prend également au premier ministre, dans une interview au Quotidien de Paris du 5 août. « Le premier ministre actuel, déclare-t-il notamment, est le digne successeur de celui qui, il y a quelques années, a

envoyé ce militaire [Alain Mafart] dans le piège que l'on sait. De ce fait, le renvoyer aujourd'hui me paraît un peu ahurissant, honteux et même indigne. [...] On ne voit pas pourquoi on ferait payer une fois de plus le lapin. Car c'est le pouvoir politique de l'époque qui est responsable et non pas le commandant Mafart. »

[Facts sans servitude : les accords, disait le droit romain, qui est le père du nôtre, sont faits pour être respectés. Jacques Chirac a eu tort de rapatrier le capitaine Prieur à la veille de l'élection présidentielle, sans même en informer la Nouvelle-Zélande, qui s'était engagée à l'épargner des faux époux Turenge qu'en échange de la promesse qu'ils passeraient trois ans dans un atoll du Pacifique. Il n'empêche que l'opinion française serait choquée de voir renvoyer sur son île le commandant Mafart, qui a déjà payé lourdement, ainsi que M. Prieur, les pots caudés d'une affaire dont la responsabilité incombe totalement au pouvoir politique de l'époque.

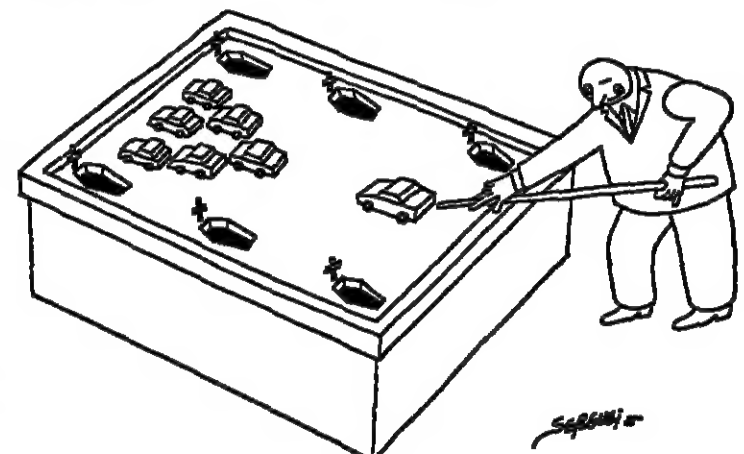
Le gouvernement de Wellington, qui a obtenu de Paris de très substantielles compensations morales et matérielles, aurait plus à gagner à passer l'éponge qu'à réclamer le retour en exil d'un officier dont personne ne conteste qu'il souffre de sérieux problèmes de santé. — A.F.]

Un entretien avec le professeur Claude Got

Tout est organisé pour que les automobilistes ne respectent pas les règles de sécurité

L'annonce de l'augmentation spectaculaire (+ 71 %) du nombre de morts enregistrés sur les routes françaises au cours du dernier week-end (le Monde du 5 août) a suscité de nombreux commentaires. Dans l'attente d'un conseil interministériel qui se tiendra à l'automne et qui étudiera « les moyens susceptibles de responsabiliser les automobilistes », M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports,

a annoncé, le 4 août, que les mesures de dissuasion devront être « appliquées avec plus de sévérité ». Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le professeur Claude Got (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne), l'un des spécialistes français d'« accidentologie », souligne les responsabilités des pouvoirs publics et des constructeurs d'automobiles. »



La réunion des ministres des transports de l'OCDE qui vient d'avoir lieu à Hambourg, souligne le professeur Got, a clairement mis en évidence l'hypocrisie qui consiste à rejeter la responsabilité sur le seul usager. « Il ne faut pas dissocier celui-ci de son environnement et de son véhicule », explique-t-il. Or, aujourd'hui, l'environnement est « organisé » pour que les automobilistes ne respectent pas les règles. Si les tonneaux à gaz roulaient à 60 km/h, nombre de jardiniers amateurs ne seraient plus de ce monde. Nous n'avons pas su dissocier la fonction du transport de l'automobile, du plaisir de la conduite rapide. Ce plaisir n'a plus sa place sur les routes. La vitesse maximale des automobiles est passée de 100 km/h à 200 km/h en quarante ans. Pourtant, durant la même période, les aptitudes des conducteurs ne se sont pas modifiées.

— Qu'entendez-vous des constructeurs et des pouvoirs publics ?

— Dans une période de difficultés économiques, les constructeurs défendent leur part de marché. Si un jeune homme qui vient de passer son permis a les moyens de se payer une GTI Turbo de 200 ch, on la lui vendra. C'est au gouvernement de fixer les règles et de limiter la vitesse. Il est tout à fait illusoire d'espérer le respect des limites de vitesse si les véhicules sont conçus pour les transgresser. Les obstacles se situent essentiellement au niveau européen. La communauté devrait obtenir de l'Allemagne fédérale une limitation de la vitesse sur les autoroutes.

— Outre l'affirmation que la vitesse n'est pas dangereuse, quelles sont les autres idées fausses les plus répandues, selon vous, en matière de sécurité routière ?

— C'est d'abord « la réserve de puissance qui permet de doubler en toute sécurité ». En réalité, le conducteur s'adapte aux possibilités de son véhicule. Plus il est apte à dépasser,

plus il sera incité à le faire dans des conditions étonnantes et plus le risque sera grand. On lie la réduction du danger à l'augmentation de l'outil ou de la compétence de celui qui l'utilise sans vouloir admettre les possibles effets pervers de ces améliorations. Ce sont les véhicules les plus récents et les plus performants qui ont le plus d'accidents. Les assureurs nous le disent depuis longtemps.

— Que pourrait faire concrètement le gouvernement indépendamment des décisions européennes ?

— On pourrait utiliser les tickets de péage d'autoroute pour contrôler automatiquement les vitesses moyennes à la sortie et utiliser ces tickets pour des contrôles aléatoires sur les axes de stationnement. On peut faire équiper les véhicules d'enregistreur de vitesse très simplifié ne conservant en mémoire que les dernières heures de route. On peut développer le contrôle par radar couplé à un appareil photographique. Ne croyez pas que je sois répressif par nature. Mais tant que la prévention ne viendra pas de la limitation de vitesse à partir de la construction des automobiles, il n'y aura pas d'autre choix. Les incantations rituelles ne servent pas à grand-chose.

— Les améliorations techniques encore possibles seront coûteuses et d'efficacité réduite. Le plus facile a été fait. Nous pourrions encore améliorer la protection des occupants des véhicules, réduire leur agressivité vis-à-vis des piétons et des usagers de deux-roues, mais en termes de mortalité, ces effets seront faibles et lents.

— Au-delà de la vitesse et de l'alcool, quel jugement porte un accidentologue comme vous sur l'augmentation du nombre des victimes ?

— Cette aggravation a des causes multiples. Certaines sont conjoncturelles : un hiver doux qui a augmenté le trafic, l'anticipation sur une tradition ridicule d'amnistie qui permet d'oublier le code de la route pendant quelques mois... mais il y a aussi une augmentation assez générale de la mortalité au niveau européen. Elle est particulièrement importante en France, ce qui n'est pas surprenant, puisque notre pays a une des mortalités par habitant sur les

routes parmi les plus élevées du monde. Après l'augmentation due au volume du trafic observé entre la fin de la guerre et 1972, la mortalité s'était abaissée en France de 16.000 à 12.000 par an grâce à l'obligation du port de la ceinture et les limitations de vitesse. Depuis 1978, la situation était pratiquement stationnaire avec des fluctuations entre dix mille et douze mille morts par an.

— Contre l'alcool au volant, pourtant, les tribunaux semblent recourir de plus en plus souvent à la prison ferme.

— Les peines de prison sans sursis s'appliquent principalement aux récidivistes de la conduite avec une alcoolémie élevée. Le problème principal, c'est leur maladie alcoolique. Celui de la conduite n'est en fait qu'une conséquence. Il conviendrait de mieux organiser la prévention de la récidive. Pour les conducteurs dépressifs à partir de contrôle systématiques et qui ne sont pas alcooliques dépendants, je suis certain que les fortes amendes et les confiscations de véhicules pour les alcoolisés très élevés seraient plus efficaces que les peines de prison.

— Dans l'attente de prochaines mesures gouvernementales, quel bilan et quel pronostic faites-vous ?

— Je ne crois pas à une amélioration spectaculaire. Chaque information sur une augmentation du nombre des morts provoque une réaction transitoire, une accentuation de la répression et une modification des comportements. Une mauvaise année est suivie d'un bilan un peu meilleur, mais le résultat est limité. Nous sommes des barbares qui pratiquons le sacrifice humain. Chaque fois que j'ai eu à faire l'autopsie d'un enfant mort sur la route ou que je suis en face d'un être humain handicapé pour la vie à la suite d'un accident, j'ai le même malaise qu'en regardant un film sur les camps de concentration : l'impression d'être solidarisé responsable de cette barbarie, d'être impuissant devant l'égoïsme de nos sociétés industrielles riches, pour quelques kilomètres à l'heure de plus, à enterrer les rares enfants qu'elles font encore.

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU

L'attentat du « City-of-Poros »

La famille de Laurent Vigneron demande l'ouverture d'une information judiciaire en France

Me Gilbert Collard, avocat maraillais et conseil des parents de Laurent Vigneron, le jeune Français tué dans l'attentat du City-of-Poros et mis en cause par les autorités grecques, a adressé une lettre, jeudi 4 août, au parquet de Paris, pour demander l'ouverture d'une information judiciaire sur les auteurs de cet attentat.

Me Collard fonde sa demande sur l'article 689-1 du code de procédure pénale qui prévoit que « tout étranger qui hors du territoire de la République a commis un crime peut être poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois françaises lors-

que la victime est de nationalité française ». Cette démarche devrait, selon Me Collard, « permettre aux autorités judiciaires françaises d'exiger des autorités grecques leur concours, dans le cadre des conventions internationales ». « Alors que Laurent Vigneron a été présenté comme un terroriste, après avoir été tué physiquement par les terroristes, il a été assassiné moralement par les autorités grecques », a expliqué l'avocat.

Me Collard doit se rendre en Grèce la semaine prochaine.

Deux des ravisseurs présumés de Mélodie Nakachian arrêtés à Barcelone

La police espagnole a arrêté, jeudi 4 août à Barcelone, deux des ravisseurs présumés de la petite Mélodie Nakachian, la fille du milliardaire libanais Raymond Nakachian et de la chanteuse sud-coréenne Kimera, enlevée le 9 novembre dernier à Marbella sur la Costa del Sol et libérée après onze jours de captivité par les forces de l'ordre.

Les deux hommes, de nationalité française, ont été appréhendés sur les Ramblas, la grande avenue de la capitale catalane, en possession de faux papiers d'identité. L'un d'eux, Jean-Louis Camerini, trente-huit ans, serait, selon la police espagnole, le chef du gang des ravisseurs qui avait demandé une rançon de 15 millions de dollars puis de 5 millions en échange de la libération de

la fillette, alors âgée de cinq ans. Il se trouvait en compagnie d'un complice, Alain Collier, trente-six ans, qui était chargé, dans le groupe, de transférer l'argent versé en France.

La rançon n'avait jamais été payée. Le 20 novembre, les groupes spectraux de la police espagnole avaient donné l'assaut à l'appartement de San-Roque, près de Gibraltar, où était détenue Mélodie. Quatre ravisseurs avaient été arrêtés mais Camerini avait réussi à prendre la fuite peu avant l'opération. Quelques heures plus tard, la police française interpellait près de Paris cinq autres personnes soupçonnées d'avoir participé au rapt. Le coup de filet de Barcelone porte donc à onze le nombre de malfaiteurs appréhendés après cette affaire, dont neuf Français.

Société

La polémique continue autour du projet annulé de l'école de police d'Egletons

La décision de M. Pierre Joxe d'annuler le projet d'établissement d'une école de formation des policiers auxiliaires à Egletons (Corrèze) continue de susciter des réactions virulentes, malgré les arguments techniques — financiers et professionnels — invoqués par le ministre de l'Intérieur. Ainsi les élus communistes corréziens se sont-ils joints au chœur de protestation de l'opposition, estimant que « les arguments » de M. Joxe « n'ont pas plus de sérieux que ceux de la promesse électorale de Jacques Chirac ». Estimant que des « règlements de comptes politiques » entourent cette affaire, les élus communistes ajoutent : « Pour nous, la seule question est : la France a-t-elle besoin de construire une école de police pour recevoir les appels ? Si oui, pourquoi pas en Corrèze ? »

Les nouvelles déclarations du ministre de l'Intérieur, promettant la construction de plusieurs écoles de police dans trois à Paris, n'ont pas satisfait les amis de M. Jacques Chirac, maire de la capitale et député de la Corrèze. Secrétaire national du RPR et député européen, M. Alain Mariéux « s'étonne et s'indigne », estimant

que « les déclarations du ministre de l'Intérieur font apparaître un profond mépris pour la politique d'aménagement du territoire et pour la décentralisation en général, dans ses aspects politiques et techniques ». Sébastien RPR du Loiret, M. Paul Messon résume son opposition dans une formule : « La Corrèze n'est pas le Zambèze ». « Il faut savoir, ajoute le rapporteur du budget de l'Intérieur au Sénat, que la plupart des pays européens et notamment la Grande-Bretagne forment leurs futurs policiers dans des centres situés hors des grandes villes [...]. M. Joxe me paraît suffisamment objectif pour savoir revenir sur une décision sans doute prise trop rapidement. »

Enfin, au cabinet du maire de Paris, on se contente de déclarer que « le projet mérite d'être étudié » après les promesses de M. Joxe concernant la capitale. Tout en ajoutant : « La création d'écoles de police à Paris n'a rien à voir avec le projet d'Egletons. En faisant des propositions pour la capitale, le ministre de l'Intérieur se borne à déplacer le problème. »

En Corse

Des militants de l'ex-FLNC arrêtent un train pour distribuer des tracts

Un groupe de huit hommes se réclamant du FLNC (Front de libération nationale de la Corse, organisation dissoute), vêtus de treillis, portant des cagoules et munis d'armes de gros calibre, a arrêté, jeudi 4 août vers 18 heures, le train reliant Calvi à Bastia pour distribuer des tracts aux passagers.

Pour arrêter le train, les hommes du groupe ont agité des drapeaux rouges sur la voie à la hauteur de Lucciana (Haute-Corse), à une cinquantaine de kilomètres de Bastia, obligeant le machiniste à immobiliser le convoi. Deux militants sont alors montés dans les wagons pour distribuer les tracts aux voyageurs. Pendant ce temps, les six autres militants ont peint sur la motrice les inscriptions « Soluzione politica » (Solution politique) et « Libertà per i patrioti » (Liberté pour les patriotes).

Le texte dactylographié en tête du FLNC distribué dans le train

affirme : « Depuis deux mois, suite à notre initiative, le problème corse se trouve posé avec une force et une ampleur sans précédent [...]. Nous ne pouvons que nous en féliciter et appeler le peuple corse tout entier à participer aux débats et à prendre lui-même ses affaires en main. »

Ayant ouvert, la voie d'un règlement politique global, poursuit le tract, nous ferons pour notre part tout pour aller le plus loin possible dans la recherche de cette solution. Notre attitude sera fonction des décisions et des actes politiques et non uniquement de simples mesures administratives.

« A ce stade de l'évolution de la situation politique, écrit l'organisation dissoute, et à deux mois de l'expiration éventuelle de la trêve de nos actions militaires (1), nous tenons à attirer l'attention de notre peuple sur les responsabilités de chacun : Etat, formations politi-

ques, syndicales ou associatives [...]. La Corse peut sortir de l'impasse à condition que l'intérêt collectif prime enfin le pas sur les intérêts privés, sur les querelles ou les rivalités de clocher, qui ont contribué à compromettre dangereusement notre existence en tant que peuple. Il est temps d'en finir avec une pratique suicidaire [...]. Nous saurons, conclut le communiqué, discerner ce qui est accessoire de ce qui est essentiel et nous continuerons de juger sur pièce. La balle est toujours dans le camp de l'Etat français. »

(1) Une semaine après la réélection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, l'ex-FLNC avait annoncé, dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin, qu'il observerait « une trêve de cent vingt jours » pour « favoriser une évolution sereine vers la solution politique, économique, sociale et culturelle du problème national corse » (le Monde du 2 juin).

Selon deux études américaines

Le virus du SIDA se transforme dans le corps humain

Selon deux études américaines publiées le 4 août dans la revue britannique *Nature*, le virus du SIDA pourrait se modifier successivement dix-sept fois dans l'organisme humain, d'où la difficulté de le combattre.

M. George M. Shaw, de l'université de Birmingham (Alabama), rapporte en effet jusqu'à dix-sept variantes du même virus chez un seul malade. En outre, des prélèvements effectués à plusieurs mois d'intervalle montrent des variations génétiques progressives du virus d'origine. Ces variantes coexistent et évoluent pour leur propre compte au cours de la maladie. Les modifications successives du patrimoine génétique du virus lui permettent d'assurer sa survie chez son hôte en échappant aux défenses immunitaires.

L'étude du professeur Robert Gallo (National Institute of Health, Bethesda, Maryland), publiée dans ce même numéro, suggère que ces

variations génétiques pourraient entraîner des modifications fonctionnelles du virus. En modifiant celui-ci par des techniques de génie génétique, il a été observé de nombreux comportements différents des virus recombinés, tant en ce qui concerne leur degré d'infectivité que le choix des cellules infectées.

REPÈRES

Epidémie

Le virus des phoques a été isolé

Le virus responsable de la mort de 6 700 phoques de la mer du Nord vient d'être isolé au centre biomédical d'Uppsala (Suède). Ce virus, en s'attaquant aux défenses immunitaires de l'animal, favorise le développement des infections mortelles. Selon les chercheurs, un vaccin permettant d'enrayer cette épidémie pourrait être disponible dans les prochaines semaines. Le mode d'administration de ce vaccin n'a pas été précisé.

Droque

Saisie de 13 tonnes de marijuana

La saisie conjointe de marijuana, les 22 et 28 juillet, par les polices française et ouest-allemande dans les ports du Havre et de Hambourg, a porté au total sur 12,9 tonnes de drogue. C'est la plus grosse prise de marijuana réussie en Europe, selon la police judiciaire fédérale de Wiesbaden. 8,4 tonnes de marijuana avaient été saisies à Hambourg, le vendredi 22 juillet, dans deux conteneurs transportés par le *Manolis*, un cargo battant pavillon panaméen en provenance de Colombie. La police allemande, informée qu'un troisième conteneur avait été déchargé lors de l'escale du *Manolis* au Havre et non réembarqué pour un problème de grue en panne, en avait averti les autorités françaises.

NATATION : trois records aux championnats de France

Stephan Caron, selon son cœur

Trois records de France ont été battus lors de la première journée des championnats de France de natation le jeudi 4 août à Dunkerque. Christophe Bordeau a porté le record du 200 mètres quatre nages de Bruno Gutzeit de 2 min 5 s 7 à 2 min 3 s 99. Stephan Caron, malgré une nouvelle crise de tachycardie le matin même, a nagé le 200 mètres nage libre en 1 min 49 s 19, améliorant son propre record de France de 28 centièmes. Chez les dames, Cécile Prunier a amélioré le record du 200 mètres nage libre en 2 min 7 s 76.

DUNKERQUE
de notre envoyé spécial

« Gageons qu'à l'avenir ce ne sera plus qu'un mauvais souvenir... », affirmaient, en juin dernier, Stephan Caron et Jean-Pierre Cervetti, médecin de l'équipe de France de natation. Les deux hommes parlaient de la spasmophilie du nageur rouennais, cet état d'hyperexcitabilité qui, provoquant des crises de tachycardie, lui a déjà valu quelques déboires en championnat de France.

Caron et Cervetti se sont trompés. Dans sa série du 200 mètres nage libre, le nageur rouennais a provoqué un faux départ puis bénéficié de celui de Depickère avant, finalement, de renoncer, son cœur battant la chamade. A 55 jours de sa première course des Jeux olympiques, Stephan Caron n'a toujours pas maîtrisé un adversaire bientôt plus menaçant que l'Américain Matt Biondi.

Les nombreux médecins consultés se sont accordés sur la cause de ces troubles : des carences en calcium et magnésium intracellulaires. « Ce n'est pas une maladie, mais un état, précise Jean-Pierre Cervetti. Pour la tachycardie, nous disposons d'une solution : les bêta bloquants. Mais ceux-ci figurent sur la liste des substances interdites par le Comité international olympique et, de plus, ils limiteraient les perfor-

mances de Stephan. Nous essayons de lui donner un nouvel équilibre en calcium et en magnésium. On ne peut pas faire plus. Le problème désormais n'est plus métabolique. »

Contrôle mental

Un autre remède proposé par certains médecins consistait en une injection de calcium et de magnésium juste avant la course. Guy Boissière, l'entraîneur du Rouennais, aurait voulu passer à la pratique, mais « personne dans le corps médical, même parmi ceux qui préconisent cette solution, n'a voulu prendre la responsabilité ».

L'entourage du vice-champion du monde du 100 mètres nage libre, abandonnant l'idée de supprimer totalement sa spasmophilie, cherche à éviter que ses crises se reproduisent. « Nous n'en avons pas découvert le facteur déclenchant », explique Guy Boissière. Nous pensons au stress, mais Stephan a supporté sans dommage des pressions plus importantes lors de rendez-vous internationaux. C'est cependant sur la piste psychologique que Jean-Pierre Cervetti s'est lancé.

Deux heures après avoir été éliminé en série, Stephan Caron annonce son intention de nager un 200 mètres seul, le soir même, afin de réaliser un temps qualificatif pour les Jeux olympiques. Jean-Michel Meyet, son kinésithérapeute, l'isole quelques minutes avant son effort et pratique des exercices de relaxation. « J'essaie d'augmenter ses capacités de concentration, précise-t-il. Il est arrivé sur le plot en ne pensant qu'à ses pieds et non plus à son cœur. C'est une technique que nous ne voulions commencer qu'au stade de préparation pour Séoul. Elle n'est pas encore sûre à cent pour cent. »

Elle aura suffi pourtant à Stephan Caron pour qu'il batte, en nageant seul, son propre record du 200 mètres nage libre. « Je voulais prouver que je pouvais contrôler mentalement ma spasmophilie, racontait-il après son exploit. Avec mon kiné, j'ai beaucoup progressé. Il faudra cependant attendre Séoul pour en juger définitivement. »

THIERRY CERINATO.

GLOBE

C'EST CUIT ?

Non. Globe ne s'arrêtera pas. Ce n'est pas parce que nos idées hérisseront certains au point de les amener à frapper que nous allons baisser les bras. Au contraire.

Dimanche, après l'incrédulité, la haine, le désespoir, est venue la détermination ; le désir encore plus fort d'exister, de dire, de prouver, de se battre... Dans la nuit de samedi à dimanche, ce sont les locaux de Globe qui ont brûlé. Pas les idées. Pas l'envie. Mais pour paraître à nouveau, Globe a besoin de vous, de votre soutien moral autant que financier.

Alors, si vous avez aimé Globe, aidez-nous à reconstruire Globe.

Georges-Marc Benamou.

Pour repartir, Globe a besoin de vous.

NON, POUR MOI GLOBE C'EST PAS CUIT

Je souscris un abonnement d'un an à Globe.

☐ Abonnement simple 250 F

☐ Abonnement de soutien _____ F

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Retournez ce coupon et votre règlement à : Globe, 20-22 rue Richer, 75009 Paris.

RUGBY : la Coupe du monde universitaire

Les mêlées de l'été

La première Coupe du monde universitaire de rugby aura lieu dans le Roussillon et sur la côte basque du 6 au 28 août. Organisée à l'initiative de la Fédération nationale du sport universitaire (FNSU), cette compétition rassemble la Nouvelle-Zélande, l'Ecosse, l'Angleterre, l'URSS, l'Italie, le Pays de Galles, les Fidji, l'Argentine, la Roumanie et la France. Phénomène exceptionnel pour une épreuve universitaire, cinq rencontres seront télévisées, dont quatre en direct, par Antenne 2. Un tel intérêt témoigne du niveau de la compétition : ces étudiants rugbymen sont l'élite mondiale de demain.

RUGBY universitaire : l'expression frise le pléonasme tant les liens sont naturels entre ce sport et l'Université. C'est par les *public schools* britanniques que le rugby est sorti de sa préhistoire à la fin du siècle dernier. Des intellectuels ont peu à peu poli ce jeu violent et paysan jusqu'à en faire un art de vivre partagé par de nombreuses minorités dans le monde. Dans les nations et les anciennes colonies britanniques, le ballon ovale sort le plus souvent du moule universitaire. Ailleurs aussi, si l'on en croit Jean-Pierre Bodis, auteur d'une monumentale *Histoire mondiale du rugby* (1) : « Pour les autres rugbymen, il apparaît prétextuel de vouloir décrire des traits communs, écrit-il. Pour l'Argentine, les Italiens, les Allemands, les Japonais, voire les Fidjiens et les Tongiens, le rugby illustre une élite sociale et la réussite intellectuelle parce que le sport s'apprend d'abord au lycée ».

Aujourd'hui, en Irlande, l'équipe universitaire est le point de passage obligé pour accéder à l'équipe nationale. En Nouvelle-Zélande, on naît rugbyste et l'on pratique, filles comme garçons, dès l'école primaire ; néanmoins, la sélection universitaire est une antichambre pour les meilleurs espoirs. Ainsi, dans l'équipe universitaire néo-zélandaise en tour-

née en France, il y a quatre ans, figuraient plusieurs futurs All Blacks, dont David Kirk, le capitaine de l'équipe championne du monde en 1987. En France, les passerelles parfois fragiles entre le rugby et l'Université n'ont cessé de se renforcer depuis la naissance, en 1965, de la première équipe de France universitaire. En moins d'un quart de siècle, elle est devenue l'un des principaux réservoirs de l'équipe A. Des hommes comme Pierre Villepreux, Daniel Herrero, Jean-Pierre Rives y ont fait leurs premières armes. L'an dernier, sur

avec le plus grand sérieux : au stade de Noël, quatre matches pour le tournoi universitaire des Cinq Nations entre janvier et mars, quatre matches de préparation en mai, un stage à Toulouse fin juin, enfin un dernier bachotage de dix jours à Soustons avant de rencontrer les Argentins le 10 août pour le premier acte de l'épreuve. Les Français sont ambitieux : « Perdre en finale serait une contre-performance », estime Jacques Dury, l'un de leurs quatre entraîneurs. Tout dépendra de la façon dont les autres équipes auront préparé la compétition.

En l'absence des Irlandais, dont quatorze joueurs sont retenus par des examens universitaires, et des Australiens, dont le calendrier était surchargé, les principaux adversaires seront les Néo-Zélandais et les nations de grande tradition universitaire (Angleterre, Ecosse, Galles, Argentine). Les Anglais sont, paraît-il, très affûtés ; ils comptent bien laver sur le terrain l'affront que leur a fait Michel Bonfils en créant cet événement rugbystique mondial sans leur agrément préalable.

C'est la deuxième fois qu'ils sont pris de vitesse par une initiative française. L'idée d'Albert Ferrasse d'organiser une Coupe du monde avait été promptement récupérée par l'International Board. Mis devant le fait accompli, le gouvernement du rugby a réagi cette fois en deux temps : boudoir, puis adhésion totale. En échange, le prochain Mondial universitaire sera organisé sous son égide et vraisemblablement en Angleterre.

Michel Bonfils en sourit. Il souhaite seulement que l'épreuve dont il est le père soit une bonne promotion pour le rugby. « C'est pourquoi nous avons choisi d'organiser les matches sur les littoraux où se trouvent les gens au mois d'août, dit-il. Les vacanciers pourront voir du rugby à la sortie de la plage ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.
(1) Bibliothèque historique Privat.
(2) Midi olympique du 1^{er} août 1988.



La Coupe du monde universitaire de rugby : une initiative française que l'International Board et les Anglais souhaitent reprendre à leur compte.

les terrains de la Coupe du monde, les lignes arrière du Quinze tricolore étaient exclusivement composées d'anciens internationaux universitaires : Serge Blanco, Didier Cambrabéro, Patrice Lagisquet, Frank Meinel, Jean-Baptiste Lafond, Denis Charvet, Rodolphe Modin.

« Les relations avec la Fédération française de rugby ont énormément évolué depuis que Jacques Fouroux a assisté, il y a trois ou quatre ans, à un match entre universitaires français et gallois à Cardiff », explique Michel Bon-

et les tournois des Argentins et des Maoris, cette Coupe du monde universitaire est pour lui l'occasion de superviser « une masse de jeunes joueurs (...) qui doit, dans les cinq mois à venir, bousculer l'élite en place ». Déçu par la récente tournée en Argentine, Fouroux estime qu'en vue de la Coupe du monde de 1991 « l'équipe de France a besoin de se régénérer ».

Pour les 26 étudiants sélectionnés parmi les 6 000 rugbymen licenciés à la FNSU, ce Mondial organisé à domicile est un examen d'importance. Ils l'ont préparé

JO : la préparation des Sud-Coréens

Athlètes en treillis

Les vingt-quatrième Jeux olympiques d'été s'ouvriront à Séoul le 17 septembre.

Pour préparer ce rendez-vous, plus de trois cents sportifs sud-coréens sont soumis à un entraînement physique et mental très poussé, soigneusement entrecoupé de quelques compétitions à l'étranger.

COUVRE-FEU à 22 heures, camp retranché, entraînement intensif et stage dans les commandos : le programme des sélectionnés olympiques sud-coréens, à moins de deux mois des Jeux, deviendrait vite inhumain, si ne miroitaient derrière les lignes d'arrivée des primes importantes et des promesses de pension à vie pour les médaillés d'or.

Point d'orgue de la préparation « mentale et physique », des stages commando avec l'armée sont organisés dans un camp de sport militaire, à Songnam, au sud-est de Séoul. Les sélectionnés d'athlétisme, hommes et femmes, ont été les premiers à revêtir le treillis de combat et le casque lourd, pour des périodes d'entra-

nement de quatorze heures par jour.

Les sportifs qui acceptent ces sacrifices personnels et familiaux rêvent tous, évidemment, de la plus haute marche du podium et des récompenses financières qui leur sont promises.

La fédération d'athlétisme a fixé le montant d'une victoire à 100 millions de won (850 000 F). Les autres fédérations n'ont pas annoncé de chiffres, mais les autorités sportives coréennes parlent d'une moyenne de 100 000 dollars (620 000 F) par victoire. Une médaille d'or vaudra également, pour les Sud-Coréens, une pension permanente de 822 dollars (5 000 F) par mois.

« L'entraînement est très dur, et ma famille me manque souvent », avoue Ahn Byung-Kenn, champion olympique de judo (71 kg) en 1984 à Los Angeles, mais le surmontera « ces problèmes personnels et j'espère une nouvelle médaille d'or ». Ahn est l'un des dix espoirs sérieux parmi la délégation de 481 athlètes qui devraient défilier le 17 septembre sur le stade olympique.

La Corée du Sud misera surtout sur deux autres judokas, ses boxeurs, lutteurs, archers et tireurs, ainsi que sur ses pongistes pour réussir « ses » Jeux.

Certains estiment cependant que l'entraînement que suivent des athlètes de quatorze ans (la gymnaste Kim Na-Ra) à trente-neuf ans (le cavalier Son Pyun-Young) est trop dur. « Un entraînement poussé est très important pour les sportifs asiatiques, dont la technique est souvent trahie par un physique défaillant », répond Kim Sung-Jip, le directeur du centre, ancien lanceur de poids et premier champion olympique coréen aux Jeux de Londres en 1948.

Kim, à soixante-neuf ans, est une figure légendaire du centre de Taenung. Il rejoint chaque matin les athlètes pour les exercices de gymnastique corporelle. « Ils me traitent comme un père, dit-il, et moi je les regarde comme mes enfants... Je leur dis chaque jour de faire de leur mieux. Il est de leur devoir d'avoir des résultats. » — (Reuter.)

PLONGÉE SOUS-MARINE : accidents de l'été

Les dangers de la Grande Bleue

La plongée sous-marine est à la mode cet été le long des côtes françaises. Le succès du film de Luc Besson, *Le Grand Bleu*, qui relate les aventures de deux plongeurs en apnée, n'y est peut-être pas étranger. Même pratiquée avec des bouteilles de plongée, cette discipline n'est toutefois pas sans danger si l'on ne respecte pas les règles élémentaires de sécurité. La Fédération française d'études et de sports sous-marins (FFESSM) tente de prévenir ces risques en prodiguant ses conseils et en multipliant le nombre de ses moniteurs, mais les plongeurs ne sont pas tous de prendre une licence. A la fin du mois de juillet, dix-sept morts de plongeurs avaient été recensés sur les côtes méditerranéennes, et l'hôpital militaire Sainte-Anne à Toulon recevait en moyenne une personne par jour dans son service de décompression.

A une époque où les sports d'aventure (alpinisme, rallyes-raids, etc.) et la recherche de nouvelles sensations (surf, raft, parapente...) convertissent de plus en plus d'adeptes, la plongée sous-marine s'inscrit parfaitement dans cette tendance d'activités moins traditionnelles comme le jogging ou les sports collectifs. « C'est une discipline idéale pour faire une coupure avec la vie quotidienne », explique Jean-Michel Oyenart, instructeur national. L'expression n'est pas de moi mais il s'agit vraiment d'un monde du silence, où la notion de poids s'estompe. Et puis quand la technique est maîtrisée, on s'enrichit à étudier la vie sous-marine. Mais dans un milieu agressif, tout devient un danger potentiel : la pression qui augmente de 1 bar tous les

Pothier, conseiller technique régional en Ile-de-France.

Une fatigue même latente, un manque de réadaptation aux pressions sous-marines, conduisent fréquemment le plongeur à l'accident. Il s'ensuit des réactions cutanées (picotements ou boursoufflures), des bends (douleurs osseuses, musculaires ou articulaires souvent dues à une bulle d'azote nichée dans l'organisme), des troubles auditifs, respiratoires ou neurologiques qui vont jusqu'à la surdité, l'œdème ou la paralysie.

Jamais seul

La plongée sous-marine nécessite certaines précautions, quelle que soit l'activité pratiquée dans l'eau (chasse, orientation, hockey...). Il existe des règles à

101 mètres en apnée

L'ITALIEN Enzo Majorca, âgé de cinquante-sept ans, a atteint, le samedi 30 juillet à Syracuse (Italie), la profondeur de 101 mètres sans avoir recours à aucun appareil respiratoire.

Cette plongée ne constitue pas un record. La Française Jacques Mayol est parvenue à la profondeur de 105 mètres le 17 octobre 1983 au large de l'île d'Elbe. De plus, la Confédération mondiale des activités subaquatiques (CMAS) n'honore plus depuis 1970 aucun record sportif de plongée profonde en apnée.

Son président, Pierre Perrot, a rappelé que seules sont désormais reconnues « les

expérimentations appliquées présentant un caractère médico-scientifique conforme au protocole préalable par cet organisme », à savoir « un contrôle médical draconien accompagné d'un entraînement physique adéquat ».

Ces conditions avaient été remplies par Jacques Mayol lors de sa plongée de 1983. Mais la CMAS, constatant les risques inconsidérés pris par certains plongeurs, a cependant préféré supprimer toute notion de record. La raison d'être du duel Majorca-Mayol, qui sert de trame au dernier film de Luc Besson *Le Grand Bleu*, a donc disparu.

10 mètres, le froid, les conditions météorologiques, les courants et les marées.

La FFESSM, qui avait présenté la croissance de ses effectifs, passés de 70 000 à 93 000 adhérents de 1981 à 1987 (16 % de progression sur les deux dernières années), a accéléré la formation de ses cadres. Quatre cents moniteurs reçoivent désormais chaque année leur diplôme, mais tous les apprentis plongeurs ne suivent pas obligatoirement leurs cours.

Dans ces conditions, les dix-sept morts enregistrés depuis le début de la saison 1988 n'ont pas surpris les habitués de la discipline. Sur la Côte d'Azur, certains parlent du « syndrome du printemps », qui, au retour des beaux jours, multiplierait les accidents. « Combien en a-t-on vu qui descendent du car ou du TGV, se précipitent sur la plage et plongent aussitôt ? » nous déclare Jean-Albert Fock, rédacteur de la revue *Subaqua*. « Sous prétexte qu'ils atteignent une certaine profondeur en fin de saison précédente, ils reprennent tout de suite au même niveau », renchérit Richard

observer scrupuleusement. Cette discipline est codifiée jusque dans le moindre détail, quitte à ébranler le mythe du plongeur libre aventurier du fond de l'eau. Des tables de plongée établies par la marine nationale indiquent les durées à ne pas dépasser selon les profondeurs, les intervalles de repos à respecter entre deux plongées, la vitesse de remontée (17 mètres par minute avec des ballés tous les 3 mètres). La plupart des accidents proviennent du non-respect de ces paliers de décompression. « Je compare souvent le plongeur qui néglige à l'automobiliste qui ne marque pas les stops », raconte Richard Pothier. Un jour ou l'autre, ça ne pardonne pas. La panique des débutants et l'inattention au moment de l'émergence (chocs contre des voiliers ou des planches à voile) sont les deux autres causes importantes d'accidents.

Il existe pourtant des principes élémentaires de sécurité, les dix commandements du plongeur sous-marin. Encore faut-il les avoir reçus d'un formateur. Les mille quatre cents clubs recensés par la FFESSM, les moniteurs diplômés d'Etat et, à un degré moindre, l'association américaine PADI (dont les certificats ne sont pas reconnus par la Fédération française) constituent les trois filières d'enseignement à des prix sages, le matériel étant essentiellement fourni par les clubs.

Malheureusement, la vente d'appareils de plongée est libre. Tout le monde peut s'équiper de pied en cap sans qu'aucun contrôle ait lieu. « Vous demandez-on votre permis de conduire quand vous achetez une voiture ? » fait remarquer Jean-Michel Oyenart, qui déplore les imprudences des plongeurs occasionnels. « Le simple fait qu'ils soient isolés et souvent sans bateau de soutien les rend plus vulnérables, ajoute-t-il. On ne doit jamais plonger seul. »

THIERRY CERINATO.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Grand Prix de Hongrie de formule 1. — Dimanche 7 août à Budapest (TF1, à 14 h 25). Rallye d'Argentine. — Jusqu'au samedi 6 août.

Football

Championnat de France. — Cinquième journée, samedi 6 août.

Motocyclisme

Championnat de Grande-Bretagne. — Dimanche 7 août, à Dorrington.

Natation

Championnats de France. — Jusqu'au dimanche 7 août, à Dunkerque (FR3, le 6, à 15 h 40, le 7, à 16 h).

Polo

Championnat du monde. — Jusqu'au 28 août à Deauville.

Rugby

Coupe du monde universitaire. — Jusqu'au 28 août (A2, France-Argentine, le mercredi 10, à 15 h 30).

Sports équestres

CSIO de Dublin. — Jusqu'au dimanche 7 août (A2, le 6, à 15 h). Concours complet de Deauville. — Jusqu'au dimanche 7 août.

Voile

Tour de France. — Jusqu'au dimanche 14 août.

Volley-ball

France-Etats-Unis. — Vendredi 5 août, à Saint-Nazaire (FR3, à 23 h 35).

● **VOILE :** la course en solitaire du Figaro. — Le navigateur franco-suisse Laurent Bourgnon, vingt-deux ans, a créé la surprise en gagnant, jeudi 4 août, à Port-Hellouin (Morbihan), la course en solitaire du Figaro. Pour sa première participation, le benjamin de l'épreuve a devancé au classement général le favori Alain Gautier, vainqueur des trois premières étapes, mais encastré dans le petit temps au cours de la quatrième et dernière étape, remportée par Bourgnon.

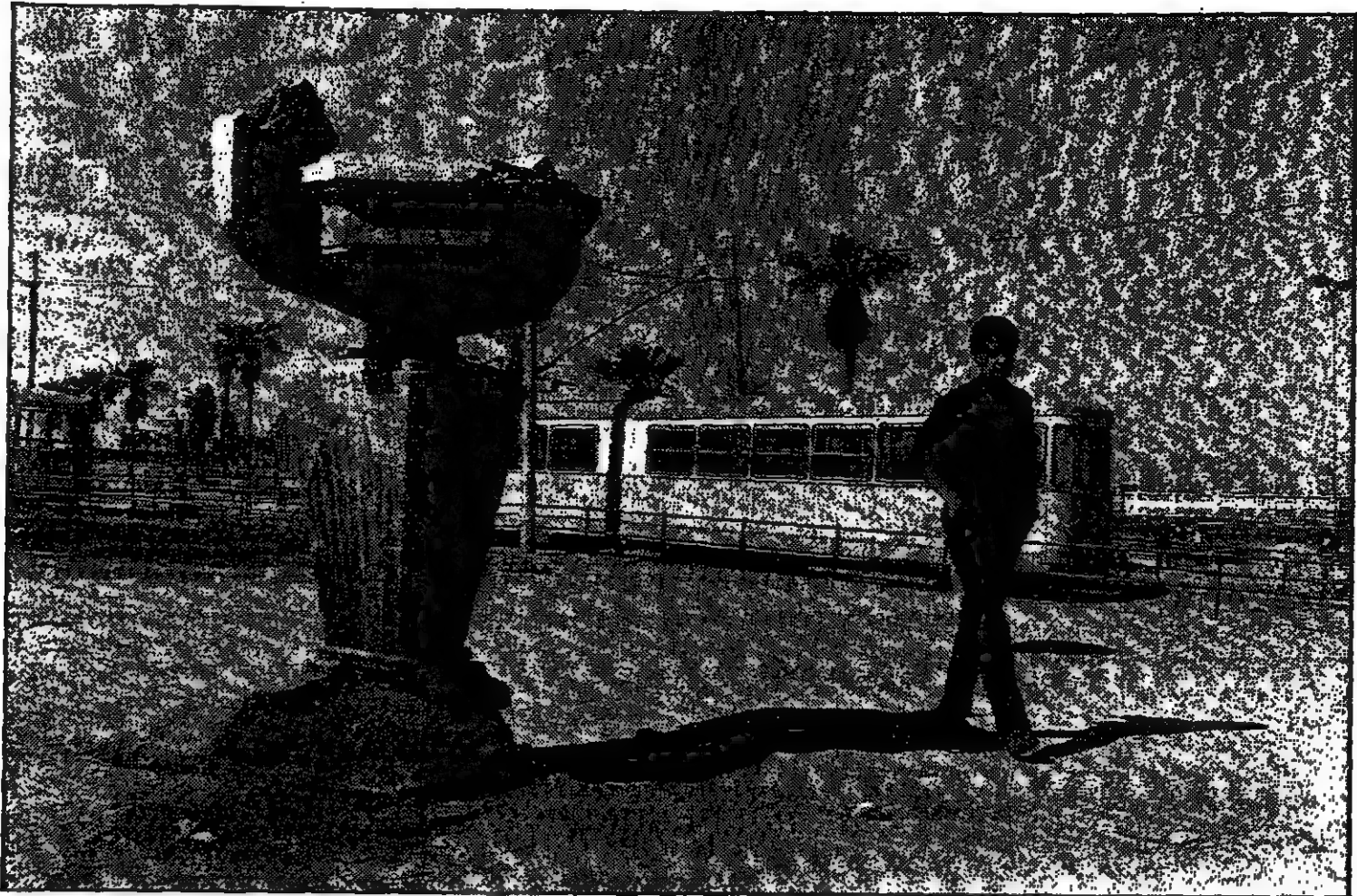
Vous avez rendez-vous avec la précision Longines

LONGINES Chronométrier officiel des Grand Prix de Formule 1 et de l'Equipe Ferrari

Grand Prix de Hongrie, Budapest

CONQUÊTE L'ULTRA
Conquête VHS (Pour Very High Speed), la montre la plus avancée du monde. Titane et or. Diamètre 30 mm. Chronométrage automatique de précision. Indicateur de fin de vie de pile. Glass saphir.

Que reste-t-il d'Alexandrie
et comment Le Caire
joue-t-elle
avec son passé ?



ELLES MOULLET

Alexandrie, Le Caire, cités antiques

par Olivier
Barrot

ALEXANDRIE n'est plus. La ville deux fois millénaire du conquérant macédonien, que seule la Rome de l'empire des Césars domina, a dû même abandonner un passé plus proche qui persiste en notre siècle sa vocation cosmopolite.

D'un port, Alexandre a fait le phare du monde. Au troisième siècle, Ptolémée Sôter y invite Euclide; Démétrios fonde la Bibliothèque, riche de sept cent mille livres, et des trente volumes de l'*Histoire d'Égypte* de Manéthon. Puis, d'un phare, Ptolémée Philadelphe fait l'une des merveilles du monde, et la Bible des Septante, première version grecque de l'Ancien Testament, rejoint les rouleaux sacrés de l'ancienne Égypte.

Lorsque tout brûle, en 47 avant Jésus-Christ, la mémoire du passé s'éteint pour de nouveaux siècles : les hiéroglyphes ne se livrent qu'à Champollion. Mais la ville, comme d'autres havres négociants de la Méditerranée, Naples ou Marseille, accueille les peuples du pourtour, commerce avec les Indes. A Alexandrie d'Égypte, Juifs et Italiens, Grecs et Maltais, tant d'autres encore, se croisent longtemps.

Le cosmopolitisme se meut toujours en décadence. Ce que nous avions tant aimé, dans le *Quatuor d'Alexandrie* de Lawrence Durrell, ne tenait-il pas, avant ses personnages, aux senteurs, aux recoils, aux silences de la ville ? La rue Tatwig, le boulevard de Ramleh, le café Zoltan, la rue de France n'avaient-ils pas rejoint peu à peu d'autres noms de lieux familiers ou inconnus, mais porteurs de tant d'images, la rue Michelet d'Alger, la rue Catinat de Saigon ?

Nous sommes allés à Alexandrie, retournés peut-être. A la nuit, comme de tous temps, Alexandrie paraissait déambuler, épuisée par la frénésie bavarde et colorée de ses citoyens. Au

cœur de la ville, sur la place Zaad-Zaghloul, la pâtisserie « Délices » venait de fermer tandis que sur la Corniche, au pied d'immeubles 1900 comme à Biarritz ou à San Remo, les terrasses de cafés bruisaient de mille débats. Un chien s'est endormi sur un capot de voiture, et dans le hall colonial de l'hôtel Cecil, où naguère Justine rencontrait Nessim, les palmiers poussiéreux sont demeurés.

L'italien Ungaretti pendant un temps, le grec Cavafy pour toute sa vie, ont habité Alexandrie, ville de l'amour facile, et peut-être existe-t-elle encore la laiterie où ils se réunissaient pour composer leur revue *Grammaire*. Mais de l'Irlandais Durrell, le coiffeur a fermé boutique, au coin des rues Nebi-Daniel et Fouad, artères où pourtant prévaut le commerce : le « Pavillon de Flore » — enseigne en français, devanture de marbre noir — vend encore ses fleurs de prix, les banques y prospèrent derrière leurs bouquets d'eucalyptus. Alexandrie travaille au son des tramways ferrailant jour et nuit, pris d'assaut.

« Arrêts d'autobus dont les noms me hantent, tels Saba Pacha, Mazloum, Ziriaha Bacos, Schutz, Giannelli. Une ville

devient un univers lorsqu'on aime un seul de ses habitants. » (Justine).

A la gare centrale, une plaque usée, « Compagnie des wagons-lits, 1929 », et, dans les bureaux de l'administration, sommeillent des familles de fonctionnaires inoccupés, aux bureaux envahis de machines à écrire sous leur housse. Un garçon apporte le café, « saada », amer, ou « masboud », sucré. A l'heure chaude, le Musée gréco-romain recouvre d'ombre et de calme les vestiges hellénistiques qu'il recèle, comme ce monumental avant-bras veiné tenant une balle, provenu des temps ptolémaïques comme la colonne de Pompée, toute de granit rose et cernée de grands ensembles, régnant seule debout au cœur d'un champ de ruines.

Comme l'Italie et plus que la Grèce, l'Égypte sourit aux Français. Bonaparte, Selim, Bonaparte y vivent des années : Chateaubriand, Flaubert, Fromentin y écrivent ou y paissent des pages : Champollion, Frise d'Avonnes, Jean-Philippe Lauer en déchiffrent l'histoire. Il s'y publie toujours un quotidien en langue française, mais alors qu'Alexandrie s'offre pour conjurer l'autrefois, Le Caire au contraire le mêle à nos jours. Avec les Pyramides au

centre-ville et le métro à la porte du Musée égyptien, la métropole prend son parti de son trop lourd passé en prétendant l'insérer dans le présent.

Une telle conflagration ne s'exerce pourtant pas sans péril. Passe encore — quinze millions d'habitants obligent — de laisser construire jusqu'à l'orée du désert de Gizeh d'où jaillissent les Pyramides, que l'on découvre le long d'un boulevard, cernées par les villas, les hôtels et les immeubles, dans une brume de pollution autant que de canicule. Mais, en février dernier, l'épaule droite du Sphinx s'est effondrée, et l'émotion a gagné la municipalité caennaise qui s'apprêtait, après Gizeh, à annexer Memphis, première capitale de l'ancienne Égypte unifiée, et la nécropole voisine de Saqqarah.

Est-il monument au monde plus connu que la pyramide de Cheops ? Mais qui peut se targuer de l'avoir découverte sans stupeur, flanquée de ses moindres cadettes égrenées dans les sables ? Elles sont bien plus de trois, même si Cheops rassemble seule les familles venues en voisines à son pied goûter la fraîcheur du soir survenu. Et si la Haute-Égypte incarne plus que

toute autre région le pays égyptien même, aux monuments funéraires de Gizeh et Saqqarah a succédé le barrage d'Assouan, œuvre de vie.

Le Caire interrompt, Mexico du Moyen-Orient. Fil de l'appareil désordre du Musée égyptien, dont l'origine française se lit dans la découpe muséographique, et de ses trop succinctes indications : cette aridité laisse à nu l'émotion devant l'oiseau de Saqqarah, le pied d'un enfant de marbre, les traits de Nefertiti, le coffre outremer de Toutankhamon. Cinq mille ans d'âge : qu'importe si, dans le vieux Caire copte, les ânes et les chèvres croisent des Mercedes devant la gare du métro aérien ?

Terre du plus grand écart temporel, assaillie chaque jour par des immigrants intérieurs venus des pourtours de la vallée du Nil, Le Caire cède du terrain, au sens propre. Mais il demeure non loin d'un site largement préservé, ensermé dans les cultures maraichères irriguées d'immenses norias, où domine la rare couleur verte. C'est Saqqarah, nécropole où œuvre le premier architecte identifié dans l'histoire des hommes, Imhotep, vizir et médecin.

Toujours accessible au visiteur, l'immense champ de construction de Saqqarah s'est cependant un peu reformé devant l'étendue des déprédations dues au tourisme et à la modernité. A côté, Mit-Rahineh, l'antique Memphis, est menacée par l'écoulement des eaux domestiques, elle qui vit il y a cinq millénaires le pharaon Mènes unifier les deux Égyptes. Aussi quittera-t-on Le Caire en fin d'après-midi, pour parvenir aux sites après que les autocars les auront quittés. L'heure sera douce, la chaleur tombée.

D'un coup se décomposent le toujours semblable profil de la pyramide à six degrés, tombeau du roi Zôzer, et alentour se révèle la profusion de ses dépendances. Temples, cours, tombeaux, pyramides, mastabas posés dans les collines de sable rejoignent au loin les monuments de Gizeh. Malgré

l'étendue du domaine, à perte de vue, il faudra poursuivre vers Memphis.

Quelques kilomètres plus loin apparaîtront de nouvelles constructions. La route semble contourner une énorme statue de pierre dont on distingue mal les formes à travers la palmeraie. A la faveur d'une trouée, le doute se dissipe, un sphinx gigantesque se dresse sur la droite, mais il n'est aucun chemin qui y accède.

Au cœur d'un village voisin cependant, une venelle caboteuse envahie d'enfants sinués dans la direction du géant. Un dédale de ruelles aboutit à un terrain de football, puis à un cimetière musulman : derrière ces tombes récentes, écrasant, le sphinx attend.



**LAOS
VIETNAM
CAMBODGE**

Voyages culturels
de trois semaines
avec guide conférencier
15 participants maximum.

Prix : 32.000 Fr.

Brochure détaillée sur demande

ainsi que le programme général

de nos voyages culturels en Asie.

(notamment : Asie centrale, Tibet,

Nelle, Guinée indonésienne, Oman)

ARTOU

Tel. (19) 41.22.21.84.08.

8, rue de Rive
1204 Genève
Suisse.

Carnet de route

TRANSPORT :

Alexandrie : un vol Air France hebdomadaire depuis Paris (8 560 F AR) et Nice (7 845 F AR), avec des tarifs « excursion » plus avantageux.

Le Caire : plusieurs vols Air France par semaine depuis Paris, Lyon, Marseille et Nice dans les trois classes, éco (8 000 F env. AR), club et première. Nombreux tarifs « excursion », « jeunes », « étudiants ».

Nouvelles Frontières propose également des vols AR à tarifs préférentiels.

VOYAGES ORGANISÉS :

L'Égypte est sans doute le pays qui propose le plus de formules de ce genre. Veiller au

confort, indispensable dans ces lieux de forte chaleur.

SÉJOUR :

Au Caire, les deux hôtels Méridien sont remarquablement situés, l'un à Garden City, sur le Nil (tél. : 85-54-44), au cœur de la ville, l'autre à Héliopolis (tél. : 29-12-562), non loin de l'aéroport.

Le Club Méditerranée dispose avec le palais Manial d'une oasis tranquille et verte en plein centre-ville (tél. : 84-60-14).

LIRE :

Six livres de première qualité, au milieu d'une bibliographie surabondante :
— le *Quatuor d'Alexandrie*, par Lawrence Durrell, en particu-

lier le premier volet, « Justine » (Livre de Poche).

— Égypte, par Simone Lacouture (Le Seuil, coll. « Petite Planète », 1984).

— le *Voyage en Orient*, anthologie par Jean-Claude Berchet (Laffont, « Bouquins », Laffont, 1985).

— A la recherche de l'Égypte oubliée, par Jean Vercoutter (Gallimard, coll. « Découvertes », 1986).

— Saqqarah, une vie, par J.-Ph. Lauer et Ph. Flandrin (Rivages, 1988).

— la *Véritable Histoire de la bibliothèque d'Alexandrie*, par Luciano Canfora (Desjonquères, 1988).

JEUX

échecs

N° 1292

IN EXTREMIS

(Coupe du monde, Belfort, 1988)

Blancs : G. KASPAROV
Noirs : SOKOLOV

Début anglais.

1. e4 c5 2. d4 d5 3. e5 c6 4. f4 d6 5. f5 c7 6. f6 c8 7. f7 c9 8. f8 c10 9. f9 c11 10. f10 c12 11. f11 c13 12. f12 c14 13. f13 c15 14. f14 c16 15. f15 c17 16. f16 c18 17. f17 c19 18. f18 c20 19. f19 c21 20. f20 c22 21. f21 c23 22. f22 c24 23. f23 c25 24. f24 c26 25. f25 c27 26. f26 c28 27. f27 c29 28. f28 c30 29. f29 c31 30. f30 c32 31. f31 c33 32. f32 c34 33. f33 c35 34. f34 c36 35. f35 c37 36. f36 c38 37. f37 c39 38. f38 c40 39. f39 c41 40. f40 c42 41. f41 c43 42. f42 c44 43. f43 c45 44. f44 c46 45. f45 c47 46. f46 c48 47. f47 c49 48. f48 c50 49. f49 c51 50. f50 c52 51. f51 c53 52. f52 c54 53. f53 c55 54. f54 c56 55. f55 c57 56. f56 c58 57. f57 c59 58. f58 c60 59. f59 c61 60. f60 c62 61. f61 c63 62. f62 c64 63. f63 c65 64. f64 c66 65. f65 c67 66. f66 c68 67. f67 c69 68. f68 c70 69. f69 c71 70. f70 c72 71. f71 c73 72. f72 c74 73. f73 c75 74. f74 c76 75. f75 c77 76. f76 c78 77. f77 c79 78. f78 c80 79. f79 c81 80. f80 c82 81. f81 c83 82. f82 c84 83. f83 c85 84. f84 c86 85. f85 c87 86. f86 c88 87. f87 c89 88. f88 c90 89. f89 c91 90. f90 c92 91. f91 c93 92. f92 c94 93. f93 c95 94. f94 c96 95. f95 c97 96. f96 c98 97. f97 c99 98. f98 c100 99. f99 c101 100. f100 c102 101. f101 c103 102. f102 c104 103. f103 c105 104. f104 c106 105. f105 c107 106. f106 c108 107. f107 c109 108. f108 c110 109. f109 c111 110. f110 c112 111. f111 c113 112. f112 c114 113. f113 c115 114. f114 c116 115. f115 c117 116. f116 c118 117. f117 c119 118. f118 c120 119. f119 c121 120. f120 c122 121. f121 c123 122. f122 c124 123. f123 c125 124. f124 c126 125. f125 c127 126. f126 c128 127. f127 c129 128. f128 c130 129. f129 c131 130. f130 c132 131. f131 c133 132. f132 c134 133. f133 c135 134. f134 c136 135. f135 c137 136. f136 c138 137. f137 c139 138. f138 c140 139. f139 c141 140. f140 c142 141. f141 c143 142. f142 c144 143. f143 c145 144. f144 c146 145. f145 c147 146. f146 c148 147. f147 c149 148. f148 c150 149. f149 c151 150. f150 c152 151. f151 c153 152. f152 c154 153. f153 c155 154. f154 c156 155. f155 c157 156. f156 c158 157. f157 c159 158. f158 c160 159. f159 c161 160. f160 c162 161. f161 c163 162. f162 c164 163. f163 c165 164. f164 c166 165. f165 c167 166. f166 c168 167. f167 c169 168. f168 c170 169. f169 c171 170. f170 c172 171. f171 c173 172. f172 c174 173. f173 c175 174. f174 c176 175. f175 c177 176. f176 c178 177. f177 c179 178. f178 c180 179. f179 c181 180. f180 c182 181. f181 c183 182. f182 c184 183. f183 c185 184. f184 c186 185. f185 c187 186. f186 c188 187. f187 c189 188. f188 c190 189. f189 c191 190. f190 c192 191. f191 c193 192. f192 c194 193. f193 c195 194. f194 c196 195. f195 c197 196. f196 c198 197. f197 c199 198. f198 c200 199. f199 c201 200. f200 c202 201. f201 c203 202. f202 c204 203. f203 c205 204. f204 c206 205. f205 c207 206. f206 c208 207. f207 c209 208. f208 c210 209. f209 c211 210. f210 c212 211. f211 c213 212. f212 c214 213. f213 c215 214. f214 c216 215. f215 c217 216. f216 c218 217. f217 c219 218. f218 c220 219. f219 c221 220. f220 c222 221. f221 c223 222. f222 c224 223. f223 c225 224. f224 c226 225. f225 c227 226. f226 c228 227. f227 c229 228. f228 c230 229. f229 c231 230. f230 c232 231. f231 c233 232. f232 c234 233. f233 c235 234. f234 c236 235. f235 c237 236. f236 c238 237. f237 c239 238. f238 c240 239. f239 c241 240. f240 c242 241. f241 c243 242. f242 c244 243. f243 c245 244. f244 c246 245. f245 c247 246. f246 c248 247. f247 c249 248. f248 c250 249. f249 c251 250. f250 c252 251. f251 c253 252. f252 c254 253. f253 c255 254. f254 c256 255. f255 c257 256. f256 c258 257. f257 c259 258. f258 c260 259. f259 c261 260. f260 c262 261. f261 c263 262. f262 c264 263. f263 c265 264. f264 c266 265. f265 c267 266. f266 c268 267. f267 c269 268. f268 c270 269. f269 c271 270. f270 c272 271. f271 c273 272. f272 c274 273. f273 c275 274. f274 c276 275. f275 c277 276. f276 c278 277. f277 c279 278. f278 c280 279. f279 c281 280. f280 c282 281. f281 c283 282. f282 c284 283. f283 c285 284. f284 c286 285. f285 c287 286. f286 c288 287. f287 c289 288. f288 c290 289. f289 c291 290. f290 c292 291. f291 c293 292. f292 c294 293. f293 c295 294. f294 c296 295. f295 c297 296. f296 c298 297. f297 c299 298. f298 c300 299. f299 c301 300. f300 c302 301. f301 c303 302. f302 c304 303. f303 c305 304. f304 c306 305. f305 c307 306. f306 c308 307. f307 c309 308. f308 c310 309. f309 c311 310. f310 c312 311. f311 c313 312. f312 c314 313. f313 c315 314. f314 c316 315. f315 c317 316. f316 c318 317. f317 c319 318. f318 c320 319. f319 c321 320. f320 c322 321. f321 c323 322. f322 c324 323. f323 c325 324. f324 c326 325. f325 c327 326. f326 c328 327. f327 c329 328. f328 c330 329. f329 c331 330. f330 c332 331. f331 c333 332. f332 c334 333. f333 c335 334. f334 c336 335. f335 c337 336. f336 c338 337. f337 c339 338. f338 c340 339. f339 c341 340. f340 c342 341. f341 c343 342. f342 c344 343. f343 c345 344. f344 c346 345. f345 c347 346. f346 c348 347. f347 c349 348. f348 c350 349. f349 c351 350. f350 c352 351. f351 c353 352. f352 c354 353. f353 c355 354. f354 c356 355. f355 c357 356. f356 c358 357. f357 c359 358. f358 c360 359. f359 c361 360. f360 c362 361. f361 c363 362. f362 c364 363. f363 c365 364. f364 c366 365. f365 c367 366. f366 c368 367. f367 c369 368. f368 c370 369. f369 c371 370. f370 c372 371. f371 c373 372. f372 c374 373. f373 c375 374. f374 c376 375. f375 c377 376. f376 c378 377. f377 c379 378. f378 c380 379. f379 c381 380. f380 c382 381. f381 c383 382. f382 c384 383. f383 c385 384. f384 c386 385. f385 c387 386. f386 c388 387. f387 c389 388. f388 c390 389. f389 c391 390. f390 c392 391. f391 c393 392. f392 c394 393. f393 c395 394. f394 c396 395. f395 c397 396. f396 c398 397. f397 c399 398. f398 c400 399. f399 c401 400. f400 c402 401. f401 c403 402. f402 c404 403. f403 c405 404. f404 c406 405. f405 c407 406. f406 c408 407. f407 c409 408. f408 c410 409. f409 c411 410. f410 c412 411. f411 c413 412. f412 c414 413. f413 c415 414. f414 c416 415. f415 c417 416. f416 c418 417. f417 c419 418. f418 c420 419. f419 c421 420. f420 c422 421. f421 c423 422. f422 c424 423. f423 c425 424. f424 c426 425. f425 c427 426. f426 c428 427. f427 c429 428. f428 c430 429. f429 c431 430. f430 c432 431. f431 c433 432. f432 c434 433. f433 c435 434. f434 c436 435. f435 c437 436. f436 c438 437. f437 c439 438. f438 c440 439. f439 c441 440. f440 c442 441. f441 c443 442. f442 c444 443. f443 c445 444. f444 c446 445. f445 c447 446. f446 c448 447. f447 c449 448. f448 c450 449. f449 c451 450. f450 c452 451. f451 c453 452. f452 c454 453. f453 c455 454. f454 c456 455. f455 c457 456. f456 c458 457. f457 c459 458. f458 c460 459. f459 c461 460. f460 c462 461. f461 c463 462. f462 c464 463. f463 c465 464. f464 c466 465. f465 c467 466. f466 c468 467. f467 c469 468. f468 c470 469. f469 c471 470. f470 c472 471. f471 c473 472. f472 c474 473. f473 c475 474. f474 c476 475. f475 c477 476. f476 c478 477. f477 c479 478. f478 c480 479. f479 c481 480. f480 c482 481. f481 c483 482. f482 c484 483. f483 c485 484. f484 c486 485. f485 c487 486. f486 c488 487. f487 c489 488. f488 c490 489. f489 c491 490. f490 c492 491. f491 c493 492. f492 c494 493. f493 c495 494. f494 c496 495. f495 c497 496. f496 c498 497. f497 c499 498. f498 c500 499. f499 c501 500. f500 c502 501. f501 c503 502. f502 c504 503. f503 c505 504. f504 c506 505. f505 c507 506. f506 c508 507. f507 c509 508. f508 c510 509. f509 c511 510. f510 c512 511. f511 c513 512. f512 c514 513. f513 c515 514. f514 c516 515. f515 c517 516. f516 c518 517. f517 c519 518. f518 c520 519. f519 c521 520. f520 c522 521. f521 c523 522. f522 c524 523. f523 c525 524. f524 c526 525. f525 c527 526. f526 c528 527. f527 c529 528. f528 c530 529. f529 c531 530. f530 c532 531. f531 c533 532. f532 c534 533. f533 c535 534. f534 c536 535. f535 c537 536. f536 c538 537. f537 c539 538. f538 c540 539. f539 c541 540. f540 c542 541. f541 c543 542. f542 c544 543. f543 c545 544. f544 c546 545. f545 c547 546. f546 c548 547. f547 c549 548. f548 c550 549. f549 c551 550. f550 c552 551. f551 c553 552. f552 c554 553. f553 c555 554. f554 c556 555. f555 c557 556. f556 c558 557. f557 c559 558. f558 c560 559. f559 c561 560. f560 c562 561. f561 c563 562. f562 c564 563. f563 c565 564. f564 c566 565. f565 c567 566. f566 c568 567. f567 c569 568. f568 c570 569. f569 c571 570. f570 c572 571. f571 c573 572. f572 c574 573. f573 c575 574. f574 c576 575. f575 c577 576. f576 c578 577. f577 c579 578. f578 c580 579. f579 c581 580. f580 c582 581. f581 c583 582. f582 c584 583. f583 c585 584. f584 c586 585. f585 c587 586. f586 c588 587. f587 c589 588. f588 c590 589. f589 c591 590. f590 c592 591. f591 c593 592. f592 c594 593. f593 c595 594. f594 c596 595. f595 c597 596. f596 c598 597. f597 c599 598. f598 c600 599. f599 c601 600. f600 c602 601. f601 c603 602. f602 c604 603. f603 c605 604. f604 c606 605. f605 c607 606. f606 c608 607. f607 c609 608. f608 c610 609. f609 c611 610. f610 c612 611. f611 c613 612. f612 c614 613. f613 c615 614. f614 c616 615. f615 c617 616. f616 c618 617. f617 c619 618. f618 c620 619. f619 c621 620. f620 c622 621. f621 c623 622. f622 c624 623. f623 c625 624. f624 c626 625. f625 c627 626. f626 c628 627. f627 c629 628. f628 c630 629. f629 c631 630. f630 c632 631. f631 c633 632. f632 c634 633. f633 c635 634. f634 c636 635. f635 c637 636. f636 c638 637. f637 c639 638. f638 c640 639. f639 c641 640. f640 c642 641. f641 c643 642. f642 c644 643. f643 c645 644. f644 c646 645. f645 c647 646. f646 c648 647. f647 c649 648. f648 c650 649. f649 c651 650. f650 c652 651. f651 c653 652. f652 c654 653. f653 c655 654. f654 c656 655. f655 c657 656. f656 c658 657. f657 c659 658. f658 c660 659. f659 c661 660. f660 c662 661. f661 c663 662. f662 c664 663. f663 c665 664. f664 c666 665. f665 c667 666. f666 c668 667. f667 c669 668. f668 c670 669. f669 c671 670. f670 c672 671. f671 c673 672. f672 c674 673. f673 c675 674. f674 c676 675. f675 c677 676. f676 c678 677. f677 c679 678. f678 c680 679. f679 c681 680. f680 c682 681. f681 c683 682. f682 c684 683. f683 c685 684. f684 c686 685. f685 c687 686. f686 c688 687. f687 c689 688. f688 c690 689. f689 c691 690. f690 c692 691. f691 c693 692. f692 c694 693. f693 c695 694. f694 c696 695. f695 c697 696. f696 c698 697. f697 c699 698. f698 c700 699. f699 c701 700. f700 c702 701. f701 c703 702. f702 c704 703. f703 c705 704. f704 c706 705. f705 c707 706. f706 c708 707. f707 c709 708. f708 c710 709. f709 c711 710. f710 c712 711. f711 c713 712. f712 c714 713. f713 c715 714. f714 c716 715. f715 c717 716. f716 c718 717. f717 c719 718. f718 c720 719. f719 c721 720. f720 c722 721. f721 c723 722. f722 c724 723. f723 c725 724. f724 c726 725. f725 c727 726. f726 c728 727. f727 c729 728. f728 c730 729. f729 c731 730. f730 c732 731. f731 c733 732. f732 c734 733. f733 c735 734. f734 c736 735. f735 c737 736. f736 c738 737. f737 c739 738. f738 c740 739. f739 c741 740. f740 c742 741. f741 c743 742. f742 c744 743. f743 c745 744. f744 c746 745. f745 c747 746. f746 c748 747. f747 c749 748. f748 c750 749. f749 c751 750. f750 c752 751. f751 c753 752. f752 c754 753. f753 c755 754. f754 c756 755. f755 c757 756. f756 c758 757. f757 c759 758. f758 c760 759. f759 c761 760. f760 c762 761. f761 c763 762. f762 c764 763. f763 c765 764. f764 c766 765. f765 c767 766. f766 c768 767. f767 c769 768. f768 c770 769. f769 c771 770. f770 c772 771. f771 c773 772. f772 c774 773. f773 c775 774. f774 c776 775. f775 c777 776. f776 c778 777. f777 c779 778. f778 c780 779. f779 c781 780. f780 c782 781. f781 c783 782. f782 c784 783. f783 c785 784. f784 c786 785. f785 c787 786. f786 c788 787. f787 c789 788. f788 c790 789. f789 c791 790. f790 c792 791. f791 c793 792. f792 c794 793. f793 c795 794. f794 c796 795. f795 c797 796. f796 c798 797. f797 c799 798. f798 c800 799. f799 c801 800. f800 c802 801. f801 c803 802. f802 c804 803. f803 c805 804. f804 c806 805. f805 c807 806. f806 c808 807. f807 c809 808. f808 c810 809. f809 c811 810. f810 c812 811. f811 c813 812. f812 c814 813. f813 c815 814. f814 c816 815. f815 c817 816. f816 c818 817. f817 c819 818. f818 c820 819. f819 c821 820. f820 c822 821. f821 c823 822. f822 c824 823. f823 c825 824. f824 c826 825. f825 c827 826. f826 c828 827. f827 c829 828. f828 c830 829. f829 c831 830. f830 c832 831. f831 c833 832. f832 c834 833. f833 c835 834. f834 c836 835. f835 c837 836. f836 c838 837. f837 c839 838. f838 c840 839. f839 c841 840. f840 c842 841. f841 c843 842. f842 c844 843. f843 c845 844. f844 c846 845. f845 c847 846. f846 c848 847. f847 c849 848. f848 c850 849. f849 c851 850. f850 c852 851. f851 c853 852. f852 c854 853. f853 c855 854. f854 c856 855. f855 c857 856. f856 c858 857. f857 c859 858. f858 c860 859. f859 c861 860. f860 c862 861. f861 c863 862. f862 c864 863. f863 c865 864. f864 c866 865. f865 c867 866. f866 c868 867. f867 c869 868. f868 c870 869. f869 c871 870. f870 c872 871. f871 c873 872. f872 c874 873. f873 c875 874. f874 c876 875. f875 c877 876. f876 c878 877. f877 c879 878. f878 c880 879. f879 c881 880. f880 c882 881. f881 c883 882. f882 c884 883. f883 c885 884. f884 c886 885. f885 c887 886. f886 c888 887. f887 c889 888. f888 c890 889. f889 c891 890. f890 c892 891. f891 c893 892. f892 c894 893. f893 c895 894. f894 c896 895. f895 c897 896. f896 c898 897. f897 c899 898. f898 c900 899. f899 c901 900. f900 c902 901. f901 c903 902. f902 c904 903. f903 c905 904. f904 c906 905. f905 c907 906. f906 c908 907. f907 c909 908. f908 c910 909. f909 c911 910. f910 c912 911. f911 c913 912. f912 c914 913. f913 c915 914. f914 c916 915. f915 c917 916. f916 c918 917. f917 c919 918. f918 c920 919. f919 c921 920. f920 c922 921. f921 c923 922. f922 c924 923. f923 c925 924. f924 c926 925. f925 c927 926. f926 c928 927. f927 c929 928. f928 c930 929. f929 c931 930. f930 c932 931. f931 c933 932. f932 c934 933. f933 c935 934. f934 c936 935. f935 c937 936. f936 c938 937. f937 c939 938. f938 c940 939. f939 c941 940. f940 c942 941. f941 c943 942. f942 c944 943. f943 c945 944. f944 c946 945. f945 c947 946. f946 c948 947. f947 c949 948. f948 c950 949. f949 c951 950. f950 c952 951. f951 c9

SEMAINE GOURMANDE

Le Lamparo

Revenu d'exil, je veux dire de grande banlieue, la Sétiois M. Gras, fêlé de la cuisine provençale, s'est installé dans un intérieur de petit bateau (boiserie claire, moquette couleur de violets marseillais) et prépare sa bouillabaisse (180 F) avec tout le soin d'un « fane ». C'est le seul plat de la carte, avec quelques entrées inutiles et des desserts de conclusion (mais, sur commande, vous pourrez avoir boudin, éti et pieds paquets). C'est, sans doute aucun, la meilleure « bouillabaisse » de Paris et, arrosée d'un rosé des vignes de Saint-Tropez, suivie d'un sorbet, cela vous conduira à un repas de 250 francs à rêver d'être encore là-bas. Non point dans les restaurants à chichis mais au cabanon d'un pêcheur familial.

LE LAMPARO

186, rue du Château, 14.
Tél. : 43.35.31.61.
Fermé dimanche soir et lundi.

Au Châtelet gourmand

Encore un revenant : Guy Girard (ex-Petit Coin de la Bourse). Cet amoureux de la cuisine a eu la chance de trouver ici une petite salle (qu'il a bien améliorée et surtout complétée d'une cuisine moderne), où, cuisine traditionnelle et broche (« On devient cuisinier mais on nait rôtisseur », disait Brillat-Savarin !), il propose une formule neuve. En effet la carte comporte (entrées, poissons, plats du jour, viandes, desserts) une bonne cinquantaine de plats dans lesquels on peut choisir selon quatre propositions de repas : le « Pressé » (120 F), pichet de vin compris, le « Traditionnel » (170 F avec deux plats, fromage et dessert), le « Spécial poissons » (200 F avec trois plats (de poisson bien sûr), fromage et dessert, et enfin le « Prestige » (250 F), quatre plats, tour champenois, fromage, et dessert.

AU CHATELET GOURMAND

13, rue des Lavandières

Sainte-Opportune, 1^{re}.

Tél. : 40.26.45.00.
Fermé dimanche et lundi.
Parking : Cité ou Halles.
D.C.-A.E.-C.B.

A la Grille Saint-Honoré

Ce n'est pas nouveau, mais que vieille maison (devanture classée) du temps de Cartouche pourchassé par La Reynie. Mais, tristement médiocre, elle vient d'être reprise par Jean Speyer (venu de La Ligne, rue Mermoz). Travaux là aussi et cela en avait besoin. Et la cuisine que l'on sait, originale, goûteuse (juse de ce mot qu'un lecteur me reproche d'utiliser mais qui, français, dit bien ce qu'il veut dire) : bœuf de filet à l'ail doux (70 F), ragout de cœur de dinde aux giroles (55 F), calade de cervelle aux grossilles (65 F), émincé de saint-pierre aux pampinosses (100 F), tête de veau navigotte (75 F), paupiette de pintadeau au cassis (85 F) etc. La cave du mois est intéressante.

A LA GRILLE SAINT-HONORÉ

15, place du Marché-Saint-Honoré, 1^{re}.
Tél. : 42.61.00.93.
Fermé dimanche et lundi.
Parking : sur la place.
A.E.-C.B.-D.C.

Le Saint-Vincent

Pierre Cambin nous revient. Assisté de sa fille Florence sortant de l'Ecole hôtelière, ce lauréat de la Coupe du meilleur pot réside dans un cadre tout neuf et tout aimable, du comptoir à la salle. Avec des entrées de 18 à 35 F (museau en salade, salade de petits gris, maquereaux au citron), andouillette de l'A.A.A.A.A. (58 F), tablier de sapeur (54 F), coq au fleur (55 F), travers de porc lentilles (60 F), jambon à l'os (62 F), viandes rôties (72 F) et, bien entendu, des vins au verre et en pichets.

LE SAINT-VINCENT

28, rue de la Croix-Nivart, 15.
Tél. : 47.34.14.84.
C.B.

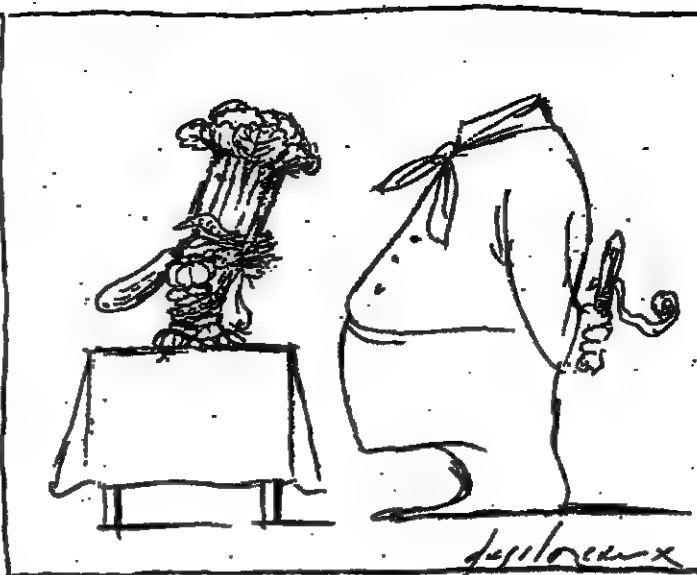
MANGE-T-ON encore des légumes ? A la maison, peut-être. Au restaurant, voilà belle lurette qu'ils ont disparu des cartes, sinon comme accompagnement. Et quel accompagnement ! Ils ne sont plus garniture mais décor. L'assiette n'est plus un appétissant Chardin mais une délicate estampe nipponne. Pourquoi ?

Certes, la nouvelle cuisine est grandement responsable. Petits légumes ! Un petit pois, un croque, un radis, à la rigueur une carotte grelot sont des petits légumes, mais ce que l'on nous sert ne sont que des légumes taillés petits. Nuance !

Sans même évoquer les mérites diététiques des légumes, nos besoins en chlorophylle ou, plus exactement, la minéralisation due à la fonction chlorophyllienne des parties vertes colorées des végétaux, gustativement, gastronomiquement parlant, les légumes ont leur mérite, vitamine où pas. Du moins devraient-ils l'avoir. Car un peu de la désaffection actuelle ne vient-elle pas de leur dégradation ?

L'erreur est de vouloir les consommer tous toute l'année, sans respecter leur calendrier. L'erreur, aussi, vient sans doute des recherches agronomiques poussant à des variétés de bon rapport producteur. On l'a vu avec les pommes de terre à propos de la ratte. On le voit avec l'en-

Petits légumes



hissement de la golden aux dépens des races d'autrefois (la merveilleuse calville a pratiquement disparu).

Mais avant tout, le restaurateur est responsable, à mon sens. Sous le prétexte de séduire le client, de suivre la mode, il sacrifie les légumes : on trouve encore quelques honnêtes pot-au-feu sur les cartes, comme celui de chez Gorisse, par exemple (84, rue Nollet), mais pourquoi diable ne sert-on pas avec les viandes de belles énormes carottes et de bons gros navets... comme autrefois ? Surtout des épinards ? C'est à dose homéopathique, sur un feuilletage abusif. Il m'importe peu

que les pois mange-tout d'hier soient devenus des pois gourmands, mais du moins en voudrais-je plus de quatre dans mon assiette. Le chou farci est devenu feuille de chou farci ; quant aux tomates, je ne sais pas ce qui leur arrive mais, mûres à éclater, elles recèdent encore en

leur cœur des scorées blanchâtres immanquables...

Qui donc osera nous prouver, fourchette en main et mauvais souvenirs en moins, que le rutabaga à ses mérites ? Que le topinambour et le panais ont du bon ? Que le cardon, pour être lyonnais, peut se déguster à Paris ?

Je pensais à cela en parcourant *Trésor des fêtes et fleur des pois*, un charmant — et surtout précieux — livre de trois cents recettes de légumes, fruits et fleurs signé de Jeannine Courreau et Denise Laroutis (Calmann-Lévy). Ce n'est nullement une apologie du végétarisme mais cela pourrait servir aux chefs en mal d'imagination.

Peut-être alors trouverait-on sur leurs cartes la soupe aux oses de pois, la salade de navets à l'huile de noisette, les cardons en persillade, le chou rouge aux pommes fruits, les salisifs au cidre, l'omelette au potiron et — terminons par un envoi de fleurs aux auteurs — les beignets de fleurs d'acacia ou les pêches de vigne au confit de pétales de roses !

LA REYNIERE.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Aquitaine

ENTRE MER ET MÉDOC
HOTEL RESTAURANT ***
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, piste jogging et cyclable, prox. golf.
1/2 pension 245 F.
LES ARDILLIERS, 33160 SALAUNES.
Tél. 56-58-58-68.

Campagne

CHAUMONT-SUR-THARONNE
HOTEL *** RESTAURANT ***
LA CROIX BLANCHE
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE
Tél. : 54-88-55-12
Relais gastronomique

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Mapotel Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 OL INSONORES ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Téléc. 470-418.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-40
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.
Tél. direct, minibar.

Gascogne

CHATEAU BELLEVUE ***
Calme et repos en Gascogne.
25 chambres, haut confort, toutes avec s.d.b. et w.c. Parc et piscine. Prox. : lac, golf, tennis. Restaurant gastronomique.
Tél. 62-46-51-55. Téléc. 521-018.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc régional. Site classé.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio + cuisinette-grill. Tennis.
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Piscine, Tennis.
1/2 pension 1 029 F à 1 617 F sem.
Pensions 1 309 F à 1 848 F la sem.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

(Hautes-Alpes)
PARC REGIONAL. Alt. 2000 m.
Soleil médit. Randonnées, activités avec encadrement sur place.
HOTEL LE COGNAREL ***
LOGIS DE FRANCE
Tél. (16) 92-45-81-03

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-94-82-85.

Provence

ARDECHE
07260 JOYEUSE
HOTEL LES CEDRES **
Découvrez les gorges de l'Ardeche en canot, 1/2 pens. 5 jours 1 705 F. Placis, parc, parking.
Tél. 75-39-40-60.

ROUSSILLON EN PROVENCE
LE MAS DE GARRIGON ***
LE PETIT HOTEL DE CHARME DU LUBERON
en aussi une étape gourmande.
Piscine - Equitation.
STAGES DE CUISINE à partir d'octobre
Forfaits de 4 jours
Rens. et rés. : 90-05-63-22
Madame Rach-Draoui

Suisse

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Cotté tél. 19-41/93/330282 - Téléc. 846143
Via Sampson, CH 6600 LOCARNO.

CH-1854 LEYSEN - Rég. Léman, 1350 m
A 4 h 30 de PARIS TGV
HOTEL-CHALET PAIX
Familial, gourmand, 2 ** NN, vue panor., bon air alpin, 7 j. demi-pens. Ls. 1 690 FF (douches w.c.).
Tél. 19-41/25/34-13-75.

MIETTES

● Lectures. Il en paraît trop des bouquins touchant la table (guides, recettes, etc.). Aussi, pour les derniers en date, je me contenterai d'un jugement sommaire : *La Cuisine de ma mère* (par Michèle Torr, éd. Michel Laffont) : encyclopédie comme se Provence ; *Guide des meilleurs produits et spécialités de France* (par P. Dusserre-Gerber, éd. Albin Michel) : sans intérêt et parfois risible. *Les Vins blancs* (par Mastroianni et Cl. Peyrouzet, éd. Bordes) : pour spécialiste seulement, mais très complet. Recevoir, c'est un plaisir (par Martine Jolly,

édit. Robert Laffont) : beaucoup de menus variés, intéressants et de bonnes recettes. Mais pourquoi diable jamais mention du fromage ? Je n'aimerais pas être invité chez l'auteur ! *Cuisine russe* (par Françoise Botkine, éd. C.I.L.) : Je ne savais pas que le tarème, les schnitzel, les pruneaux, les macaroni (avec un « s » ?) étaient russes ! *Français et Anglais à table* (par Stephen Mennell, éd. Flammarion) : considérable travail d'historien. Du Moyen Age à la New Cuisine, les assiettes anglaises et françaises.

TOURISME

Marine ancienne à Douarnenez

Un embouteillage monstre est à prévoir durant le long week-end du 15 août dans... la baie de Douarnenez. Six cents voiliers anciens s'y sont donné rendez-vous, pour la deuxième édition de la Fête internationale de la voile traditionnelle.

Des modestes canots à misaine aux orgueilleux trois-mâts anglais, en passant par la bisquine de Cancale ou les bateaux vikings, il ne manquera pas un modèle de « vieux gréements » dans les eaux du Finistère, et surtout pas le

prestigieux *Sedov*, quatre-mâts barque appartenant à la marine soviétique, construit en 1921, c'est le plus grand voilier (117 mètres de long) naviguant actuellement.

Un embouteillage tout de même très organisé : pendant quatre jours, du 12 au 15 août et de 9 heures du matin à l'illumination du port, se succéderont notamment des régates, des parades et animations nautiques, des concours de manœuvres, des courses d'aviron de mer et des spectacles musicaux sur quatre scènes face à la mer. Dans le même temps se tiendront un festival de cinéma maritime et le premier Salon du bateau en bois. Pour ces quatre jours, un billet-forfait est proposé (140 F) permettant d'assister à toutes les manifestations.

Les organisateurs préviennent honnêtement qu'il n'y a plus, depuis longtemps, une chambre d'hôtel disponible à moins de 20 km à la ronde : quelque 200 000 visiteurs sont en effet attendus. Renseignements : le Chasse-Marée, 5 quai de Port-Rhu, 29172 Douarnenez. Tél. : 98-92-89-30 et 98-92-36-94.

(Publicité)

GASTRONOMIE

Rive droite

SALLE CLIMATISÉE
le soufflé
Cuisine française et sans soufflé
26, rue de la MONT-THARON (près de la place Vendôme)
Réservation : 42-40-27-18
Fermé le dimanche
27^e ANNÉE

CHEZ PIERROT
Cuisine bourgeoise
SES PLATS DU JOUR ET POISSONS
SPECIALITES BOURGIGNONNES
OUVERT EN AOUT
18, rue Edouard-Maître (2) - 45-08-17-84 et 05-48
F. sam. et dim.

HARAMOND
Ses spécialités THÏES - POISSONS
SALONS POUR REPAS D'AFFAIRES
24, rue de la Grande-Tranchée
LES HALLES
PARIS-1^{re} Tél. : 43-33-08-72
Fermé dimanche et lundi midi
OUVERT EN AOUT

Rive gauche

Le Mazapan
COUSCOUS GRILLADES
TAGINES MECHOU
OUVERT EN AOUT
7, rue Cornille, 6^e - (Th. Odéon)
Salle de 25 à 50 couverts
T.L.J. - 43-28-03-65

Le Sybarite
Soleil-Garni-Des-Pois
MAISON DU XVI^e siècle
CUISINE TRADITIONNELLE
OUVERT EN AOUT
4, rue Schot (6^e) - 43-22-21-66

Province

La Mare au Diable
Au milieu d'un parc de 17 ha
Piscine chauffée - Centre d'équitation
TENNIS
77550 MOISSY-CRAMAYEL
ouvert 7 jours sur 7
60-53-17-17 et 14-66

VOYAGES - AVENTURES
à pied, en 4x4
et sous les étoiles
SAHARA - KENYA
Maroc, Mali, Turquie, etc...
Doc : 50, av. des Ternes
75017 Paris - 43.42.45.45
NOMADE

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>ALÉSIA - PORTE D'ORLÈANS 45-39-74-91 A LA BONNE TABLE, F. sam., dim. 42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS. Ouvert en août.</p>	<p>PLACE Clichy CHARLOT, roi des coquilles 12, place Clichy, 9^e. 48-74-43-64. Tous les délices de la mer réunis dans un cadre « Art Déco ». Tous les jours jusqu'à 1 heure.</p> <p>ROME - VILLIERS EL PICADOR, 80, bd des Batignolles. 43-47-28-87. PAELLA, ZARZUELA, BACALAO, GAMBAS. F. lun., mardi. Plats à emporter. Fermé du 1^{er} au 31 août inclus.</p>	<p>CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1^{er}. 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche. Fermé en août.</p> <p>142, av. des Champs-Élysées, 43-68-20-41 COPENHAGUE, 1^{er} étage. F. août. FLORA DANICA, et son jardin r.d.s. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. Ouvert tout l'été.</p>	<p>GODELINS ENTOTTO, 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e. Spécialités éthiopiennes.</p> <p>LES HALLES CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses cartes du XV^e. F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F. Fermé du 15 au 30 août.</p>	<p>ODÉON LE PROCOPE, carrefour de l'Odéon, 13, rue de l'Ancienne-Comédie, 6^e. 43-26-99-20. Fruits de mer. Cuisine de tradition. Accueil jusq. 2 h.</p> <p>PALAIS-ROYAL LA CLÉ DU PÉRICORD, 38, r. Croix-Po. Champs, 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Saint-Omer. Pois, fin, env. 230 FC.</p>	<p>SAINT-AUGUSTIN LE BARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8^e. 45-22-23-62. Consollet 90 F. Confit 90 F. Fermé en août.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. Fermé en août.</p>
---	--	---	---	---	---

MICHEL CHARLEMAINE
et MICHEL DUGUET.

Spectacles

théâtre

Les autres salles

ARCANE (43-38-1970). Le Punct du frappeur d'azur: 20 h 30.
BERRY (43-57-5155). O. Trop, c'est trop: 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Si jamais je te place: 21 h.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la palme: 21 h.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Revues dominé à l'Élysée: 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). O. Voltaire's Folie: 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser: 20 h 30.
CRYPTÉ SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Bérénice: 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure: 21 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres: 20 h 15. Nous on fait où on nous a faits: 22 h.
FONTAINE (42-74-74-40). O. Concours de cirque: 21 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Canarienne chérie: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. Simons Weil 1909-1943: 21 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bica décapé autour des orilles: 21 h 15.
LE PROLOGUE (43-75-33-15). Et si on faisait le noir juste une minute: 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 20 h. Nous, Thé et Vincent van Gogh: 21 h 15. Théâtre rouge. O. Le Carrefour des trois brailleurs: 18 h 30. Contes érotiques du XIXe siècle: 20 h. La Ronde: 21 h 30.
MATHURINS (42-65-90-00). Les Mystères du confessionnal: 21 h.

MICRODÈRE (47-42-95-23). Ma consine de Varsovie: 20 h 45.
NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing: 20 h 30.
ŒUVRE (42-74-42-52). Exercices de style: 20 h 45.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Avant: 20 h 30.
POTINIERE (42-61-44-16). Prio-Frac: 20 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple: 20 h 45.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (45-05-67-89). Salle L. O. L'École des jours: 21 h.
THÉÂTRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE (42-40-45-32). O. La Folie des farces: 15 h.
TINTAMARRE (48-87-33-83). Mathieu: 20 h 15. Les malproches se cachent pour mourir: 21 h 30.
TOURTOUR (42-87-82-48). Journal d'un loup-garou: 19 h. La Voix humaine: 20 h 30. La Femme rompus: 22 h.
VARIÉTÉS (42-39-09-92). Le Sauf de lit: 20 h 30.

Les concerts

AUDITORIUM DES HALLES. Yumi Nara, Jean-Luc Mesnet, Thierry Mingolo. 19 h. Soprano, fl. perc., J. Sulem (alto), D. Vidal (clar.). Concert-renaissance. Dans le cadre du Festival d'été de Paris.
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Philharmonie de chambre. 18 h 30, 21 h. V.F. Roland Drouot, E. Rodon (violin), S. Coles (piano), S. Pécot-Domante (clavier). Œuvres de Bach.
ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE. Alexandre Lagoya. 21 h. Guit. Œuvres de Albeniz, Ravel, Debussy, Liszt, Weiz. Dans le cadre du Festival musical en Île.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24).
VENDEUR
 Le Cabinet des figures de cire (1924), de Paul Leni, 16 h; Shipyard Sally (1939, v.o.), de Monty Banks, 19 h; les Faubourgs de New York (1933, v.o.), de Raoul Walsh, 21 h.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-38).
VENDEUR
 Si vous avez manqué le début: Café, café: Un samedi à la Goutte d'or (1977) de Y. Lacombe, les Merveilles Françaises (1966) de Jean Béraud, 14 h 30; la Troisième République: Actualités Gammont, 16 h 30; Faubourg Montmartre (1931) de R. Bernard, 16 h 30; Paris en chantant: Bandes-annonces: la Vie parisienne, la Valse de Paris (1949) de M. Achard, 18 h 30; Paris en chantant: la Nuit des cabarets (1951) de R. Alexandre, Clémentine Tassier (1982) de Caroline Roboh, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSER (Fr.-Al. v.o.): Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).
AMÈRE RÉCOLTE (Al. v.o.): Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52).
AMERICAN NINJA (A. v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.): UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.): Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
BACCHAD CARÉ (A. v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); La Pagode, 7 (47-12-15-15); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Bercail, 13 (47-07-28-04); Gaumont Paranaise, 14 (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43); Faubette Bie, 13 (43-31-60-74); Gaumont Convention, 15 (48-26-43-27); Pathé Clichy, 18 (42-24-60-11); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
CHOCOLAT (Fr.): Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
CRITIQUES 2 (A. v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-52-74); UGC Ermitage, 9 (45-83-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-50-83-93); UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94); Pathé Française, 13 (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43); Faubette Bie, 13 (43-31-60-74); Gaumont Convention, 15 (48-26-43-27); Pathé Clichy, 18 (42-24-60-11); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
CRY FREEDOM (Brit. v.o.): Saint-Michel, 9 (43-26-79-17).
DE BRUIT ET DE FUREUR (Fr.): Reflet Logis II, 9 (43-54-42-34); Gaumont Paranaise, 14 (43-35-30-40).

LES FILMS NOUVEAUX

ENVOYEZ LES VIOLONS. Film français de Roger Andrieux: Forum Horizon, 1 (45-08-57-37); Rex, 2 (42-36-83-93); Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43); Pathé Française, 13 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Faubette Bie, 13 (43-31-60-74); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Gaumont Convention, 15 (48-26-43-27); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Wexler, 18 (42-24-60-11).
POUR UNE NUIT D'AMOUR. Film américain de Dusan Makavejev, v.o.: Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-52-74); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Paranaise, 14 (43-20-32-20); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 14 (42-74-94-94); Pathé Française, 13 (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Faubette Bie, 13 (43-31-60-74); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
RANDONNÉE POUR UN TUEUR. Film américain de Roger Spottiswood, v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-37); UGC Danton, 1 (42-35-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f.:

Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 14 (42-74-94-94); Pathé Française, 13 (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Faubette Bie, 13 (43-31-60-74); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
UNE BRINGUE D'ENFER. Film américain de Kevin Reynolds, v.o.: Forum Orient Express, 1 (45-62-41-46); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94); Paramont Opéra, 9 (47-42-60-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-v.o.): Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-40); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43); Les Nations, 12 (43-43-04-67).
DOUBLE DÉTENTE (A. v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); UGC Danton, 1 (42-35-10-30); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f.: Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33); Rex, 2 (42-36-83-93); Bretagne, 6 (42-22-57-97); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15 (48-26-43-27); Pathé Clichy, 18 (42-24-60-11); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
ECLAIR DE LUNE (A. v.o.): Club Gaumont (Publics Malignes), 8 (43-59-31-07); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).
EDDIE MURPHY SHOW (A. v.o.): UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40).
EMMANUELLE 6 (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46); Maxisville, 9 (47-70-32-86); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).
EMPIRE DU SOLEIL (A. v.o.): George V, 8 (45-62-41-46).
LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A. v.o.): UGC Convention, 15 (48-26-43-27); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); v.f.: UGC Opéra, 9 (47-42-60-33).
EST-IL FACILE D'ÊTRE JEUNE EN URSS (Sov. v.o.): La Triomphe, 8 (45-62-43-76).
ET SI ON LE GARDAIT ? (A. v.o.): UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); v.f.: UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Opéra, 9 (47-42-60-33); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44).
LE FESTIN DE BARBETTE (Dan. v.o.): Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (43-26-48-18); 14 Juillet Biarritz, 8 (45-62-40-40); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40).
FRANTIC (A. v.o.): George V, 8 (45-62-41-46); Bienvette Montparnasse, 15 (45-44-25-02).
LES GENS DE DUBLIN (A. v.o.): Utopia Champollion, 9 (43-26-34-63).
LE GRAND BLEU (Fr.-v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Kinoparadise, 15 (43-36-30-30); v.f.: Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33); Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15 (48-26-43-27); Pathé Clichy, 18 (42-24-60-11).
LE GRAND CHERMIN (Fr.): Lacourrière, 6 (45-44-57-34); George V, 8 (45-62-41-46).
LES ARISTOCRATES (A. v.o.): Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); Mistral, 14 (45-39-52-43).
ASINIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
L'AS DE PIQUE (Tch. v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 9 (43-36-86-86).
ATLANTIC CITY (Fr.-Can.): Denfert, 14 (43-21-41-01).
AUTOPISE D'UN MEURTRE (A. v.o.): Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-01).
AVANTI ! (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
BIRDY (A. v.o.): Studio Gaiende, 5 (43-54-72-71); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Paranaise, 14 (43-20-32-20).
BRAZIL (Brit. v.o.): Studio Gaiende, 5 (43-54-72-71); Elysées Lincoln, 11 (43-20-32-20); Sept Paranaise, 14 (43-20-32-20).
CENDRILLON (A. v.o.): Saint-Lambert, 19 (45-59-91-68).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.o.): Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-01).
CLASS 84 (Fr.) (A. v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
LES DAMNÉS (Fr.) (A. v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86).
LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It. v.o.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
DEITY DANCING (A. v.o.): George V, 8 (45-62-41-46).
LES DIX COMMANDEMENTS (A. v.o.): Bretagne, 6 (42-22-57-97); Paramont Opéra, 9 (47-42-60-33).
DOCTEUR FOLAMOUR (Brit. v.o.): Le Champ, 5 (43-54-51-60).
DRAME DE LA JALOUSIE (It. v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86).
EMERASSE-MOI IDOT (A. v.o.): Reflet Médias Logis, 9 (43-54-42-34).
L'EMPIRE DES SENS (Fr.-Jap. v.o.): La Triomphe, 8 (45-62-43-76).
LES ENCHANÈS (A. v.o.): Reflet Médias Logis, 9 (43-54-42-34); Sept Paranaise, 14 (43-20-32-20).
L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
EXTREME PURJENCE (A. v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
HELLZAPOPPIN (A. v.o.): Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36).
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaumont Paranaise, 14 (43-35-30-40).
LA HORDE DES SALOPARDS (It. v.o.): Maxisville, 9 (47-70-32-86).
LES INCORRUPTIBLES (A. v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-52-74); UGC Ermitage, 9 (45-83-16-16).
INSIDE DAISY CLOVER (A. v.o.): Reflet Médias Logis, 9 (43-54-42-34); Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-40).
JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.): Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.o.): Cluoches, 6 (46-33-10-82); Saint-Lambert, 19 (45-59-91-68).
LES LUNETTES D'OR (Fr.-v.o.): Elysées Lincoln, 11 (43-20-32-20); Sept Paranaise, 14 (43-20-32-20).
MACADAM COW-BOY (A. v.o.): Épis de Bois, 5 (43-37-57-47); Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-40); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).
METROPOLIS (Al. v.o.): Ranelagh, 16 (42-88-64-44).
MISSION (Brit. v.o.): Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).
NET A VENISE (It. v.o.): Studio Gaiende, 5 (43-54-72-71).

LES grandes reprises
A BOUT DE SOUFFLE (Fr.): Les Trois Balcas, 8 (46-33-86-86).
A BOUT PORTANT (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
ACQUERIE, LA COLÈRE DE DIEU (Al. v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86).
ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO (Fr.-It. v.o.): La Bastille, 11 (43-54-07-76).
L'AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.o.): UGC Ermitage, 9 (45-83-16-16); v.f.: Paramont Opéra, 9 (47-42-60-33).
AMORE (It. v.o.): La Bastille, 11 (43-54-07-76).
LES AMOURS D'UNE MÈRE (Tché. v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86).
ANGEL II: LA VENGEANCE (A. v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
LES ARISTOCRATES (A. v.o.): Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); Mistral, 14 (45-39-52-43).
ASINIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
L'AS DE PIQUE (Tch. v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 9 (43-36-86-86).
ATLANTIC CITY (Fr.-Can.): Denfert, 14 (43-21-41-01).
AUTOPISE D'UN MEURTRE (A. v.o.): Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-01).
AVANTI ! (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
BIRDY (A. v.o.): Studio Gaiende, 5 (43-54-72-71); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Paranaise, 14 (43-20-32-20).
BRAZIL (Brit. v.o.): Studio Gaiende, 5 (43-54-72-71); Elysées Lincoln, 11 (43-20-32-20); Sept Paranaise, 14 (43-20-32-20).
CENDRILLON (A. v.o.): Saint-Lambert, 19 (45-59-91-68).

MURIEL (Fr.): Pathéon, 9 (43-54-15-04).
MY FAIR LADY (A. v.o.): Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).
NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel. palestiniens, v.o.): L'Entrept, 14 (43-41-63).
OCTOPUSSY (A. v.o.): UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f.: Gaumont Paranaise, 14 (43-35-30-40).
ORANGE MÉCANIQUE (Fr.) (Brit. v.o.): Studio Gaiende, 5 (43-54-72-71).
PANDORA (Brit.-A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
LA PEUR (It. v.o.): Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36).
PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.): Saint-Michel, 9 (43-26-79-17); Le Triomphe, 8 (45-62-43-76).
QUAND LA VILLE DOÛT (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
LE RODEUR (Fr. v.o.): Reflet Logis 1, 5 (43-54-42-34); Le Triomphe, 8 (45-62-43-76).
ROME VILLE OUVRIÈRE (It. v.o.): Cluny Palace, 9 (43-54-07-76).
SCARAMOUCHE (A. v.o.): Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).
LA SOIF DU MAL (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A. v.o.): Le Saint-Germain-des-Près, St G. de Beauregard, 6 (42-22-57-97); Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-40).
LA SOURIS QUI RUGISSAIT (Brit. v.o.): Le Champ, 5 (43-54-51-60).
STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.): Utopia Champollion, 9 (43-26-48-18).
STROMBOLI (It. v.o.): Cluny Palace, 9 (43-54-07-76).
SWEET MOVIE (Fr.-Can.): Studio Gaiende, 5 (43-54-72-71).
TAXI DRIVER (A. v.o.): Les Trois Balcas, 8 (46-33-86-86).
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.): Studio Gaiende, 5 (43-54-72-71).
UN APRÈS-MIDI DE CHIEN (A. v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86).
LA VIEILLE DAME INDIGNE (Fr.): Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).
VIOLENCE ET PASSION (It. v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86).
VOYAGE EN ITALIE (It. v.o.): Cluny Palace, 9 (43-54-07-76).

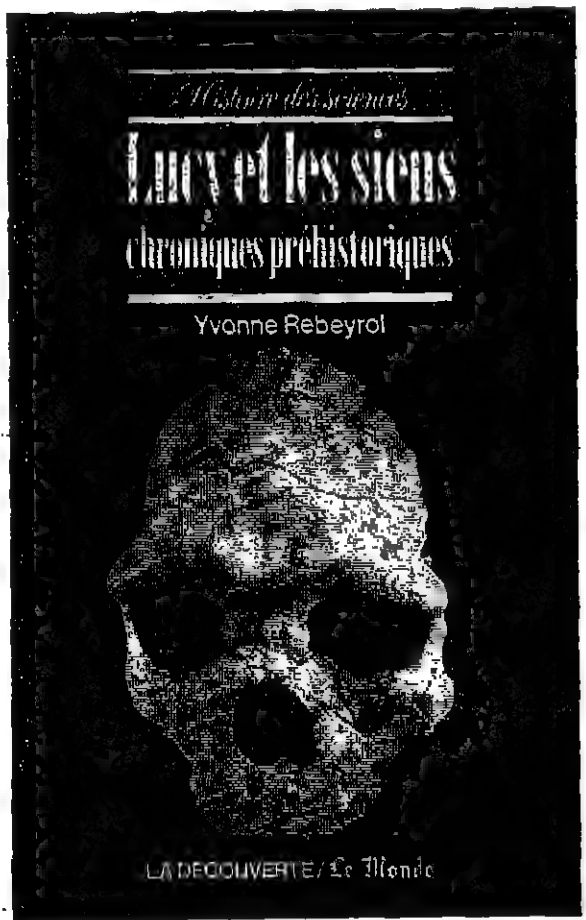
PIANO
 Passionnément!
 101 45 63 88 25 SALLÉ PLEYEL PARIS

À APOSTROPHES
 LE VENDREDI 5 AOUT

Yvonne Rebeyrol

Lucy et les siens

chroniques préhistoriques



« Loin d'être une simple chaîne d'articles aux liens distendus, cet ouvrage, que je salue, est devenu un morceau d'histoire, le point sur la pratique de la paléanthropologie et sur l'état de ses connaissances, et un véritable manifeste de défense du patrimoine préhistorique et de la nécessité de sa lecture professionnelle. C'est un grand livre. »

Yves Coppens/Le Monde.

Une co-édition La Découverte-Le Monde

Informations « services »

Sciences

CONCOURS

SCIENCES PHYSIQUES

Option chimie

Nathalie Augault (46^e), Laurent Barloy (5^e), Geneviève Blondin (8^e), Viviane Campomar (11^e), Anne Castagna (42^e), Pierre Célestine (9^e), Nadine Corry (23^e), Catherine Charbon (15^e ex. ae.), Joëlle Coqueret (6^e), Tékine (43^e ex. ae.), Sandrine Colin (6^e), Christophe Couderc (10^e), Hélène Desangles-Rin (45^e), Isabelle Didier (34^e ex. ae.), Michel Dubroux (40^e), Jacques Dumas (2^e ex. ae.), Monique Eve (25^e ex. ae.), Dominique Ferre (17^e), Pascale Fina (3^e), Raulin (39^e), Brigitte Fix (24^e), Véronique Gadet (15^e ex. ae.), Véronique Gauthier, épouse Barret (47^e), Françoise Guégon (29^e), Alexandre Hocquet (19^e), Michèle Imberdis (28^e), Pascale Le Grall (18^e), Christine Le Frou (2^e), Marie Lurme, épouse Gatzl (7^e).

Françoise Maguin (30^e), Marie-Pierre Massot, épouse Auger (37^e), Christophe Mingotand (1^e), Amel Mungro (27^e), Eric Noizet (14^e), Hervé Ozem (36^e), Marie-Odile Pasquet (43^e ex. ae.), Véronique Ponthieux, épouse Bayart (35^e), Florence Pourcel de La Morandière (37^e), Olivier Riant (20^e), Nicole Saint-Jean Deloer (21^e ex. ae.), Philippe Schmitt (34^e ex. ae.), Maurice Schwing (25^e ex. ae.), Charles Sibiri (41^e), Claude Torrignoni (31^e), Christophe Tribet (12^e), Guillaume Viau (13^e), Michel Vidal (33^e), Emmanuel Vincent (2^e ex. ae.), Alain Vise (21^e ex. ae.).

Sonia Meeklen (33^e bis, à titre étranger).

Option physique

Hans Akcas (76^e), Bernard Bachet (53^e), Georges Balzer (21^e), Murielle Barille (45^e), Jacques Baudier (53^e ex. ae.), Bertrand Berche (48^e), Frédéric Bescon (101^e ex. ae.), Jean Bissan (27^e ex. ae.), Thierry Biben (58^e), Philippe Boire (35^e), Philippe Boucaud (89^e), Christian Bourrier (103^e ex. ae.), Guy Bouyrie (39^e), Philippe Bréchet (24^e), Jean-Louis Brun (62^e ex. ae.), Louis Candellon (26^e), Bernard Canonge (31^e), Philippe Cardin (23^e), Alain Carrier (52^e), Françoise Chabot, épouse Rabe (17^e), Pascal Chardonnet (65^e ex. ae.), Christophe Chabot (13^e ex. ae.), Philippe Chais (18^e), Etienne Chaudel (15^e), Régis Colly (103^e ex. ae.), Bernard Courde (93^e ex. ae.), Francis Courty (80^e ex. ae.), Georges Cousin (62^e ex. ae.), Patrick Cuelles (20^e).

Agrégation

(par ordre alphabétique)

Odile Dagnet (43^e ex. ae.), Pierre Dausin (32^e ex. ae.), Fabrice Debussch (32^e ex. ae.), Florence Debieuvre (27^e ex. ae.), Jean-Pierre Demange (36^e ex. ae.), David Devaux (78^e ex. ae.), Noël Dimarog (56^e), Alain Drillet (92^e), Xavier Eoustin (88^e), Marc Eustache (98^e), Pierre Fabre (100^e), Sylvain Faurat (51^e), Nathalie Frayssé (10^e), Bernard Galois (93^e ex. ae.), Christophe Gauthier (59^e ex. ae.), Carine Giovannangeli (1^e), Michel Godin (93^e ex. ae.), Jean-Claude Gossard (29^e), Thierry Gossard (16^e), Frédéric Guérin (93^e ex. ae.), Jean Hure (8^e), Patrice Hello (80^e ex. ae.), Didier Henebelle (77^e), Pascal Heurt (87^e), Thierry Hocquet (43^e ex. ae.), Hélène Holtzschner (69^e ex. ae.).

Véronique Incerti (13^e ex. ae.), Lionel Jacquelin (98^e ex. ae.), Mannel Joffre (9^e), Gérard Klein (71^e ex. ae.), Emmanuelle Lacaze (71^e ex. ae.), Yves Lachaud (19^e ex. ae.), William Lick (11^e), Michel Lisy (46^e ex. ae.), René Loc'h (101^e ex. ae.), Frédéric Louradour (38^e), Joaquin Manassés (12^e), Danièle Marochin (73^e ex. ae.), Philippe Marimont (22^e), Carole Maury (82^e), Jean-François Marzika (46^e ex. ae.), René Messager (46^e ex. ae.).

Yves Montier (75^e), Frédéric Morville (6^e), Christian Mourquet (103^e ex. ae.), Jérôme Muller (29^e), Jean Pateau (46^e), Edmond Pellegrin (64^e), Carole Piana (70^e), Eric Pierre (97^e), Marielle Portal (49^e ex. ae.), Hélène Pouit, ép. Armandon (107^e), Catherine Rabouin (19^e ex. ae.), Pierre Ravet (90^e ex. ae.), Raymond Rebschung (59^e ex. ae.), Sophie Remy (78^e ex. ae.), Philippe Revaux (36^e ex. ae.), Eric Riboulet (9^e), Thierry Robert (53^e ex. ae.), Jean-Marie Roche (67^e ex. ae.), Jean Saint-Jalm (36^e), Gérard Serrazin (57^e), Elisabeth Toullec (61^e), Catherine Turc (30^e), Georges Tyndowski (103^e ex. ae.), Philippe Vigneville (53^e ex. ae.), François Vidal (89^e ex. ae.), Caroline Vigneron (42^e), Marie Vitococq, ép. Garval (84^e ex. ae.), Aliz Salomon (93^e bis, à titre étranger).

Option physique appliquée

Frédéric Bancel (5^e), Dominique Bariant (27^e ex. ae.), Pascale Botella (11^e ex. ae.), William Cano (20^e), Eric Cazade (34^e ex. ae.), Claude Coesterman (20^e).

(21^e ex. ae.), Bruno Deboire (6^e ex. ae.), François Delmas (8^e), Françoise Desours (19^e), Stéphane Dravers (18^e), Pascal Etap (31^e), Sylvie Galdia (9^e ex. ae.), Damien Grunier (11^e ex. ae.), Thierry Guenille (1^e).

Jean-François Le Mauff (27^e ex. ae.), Jean-Marc Lefebvre (14^e), Gérard Lemaire (24^e), Nadine Lico (16^e), Didier Magloire (4^e), Denis Marion (6^e ex. ae.), Jean-Pierre Morell (25^e ex. ae.), Bruno Morvan (2^e), Isabelle Panchon (25^e ex. ae.), Michel Paris (33^e), Patrick Paris (13^e), Dominique Portail (9^e ex. ae.), Edouard Pata (30^e).

Stéphane Retalleau (3^e), Pascal Roger (27^e ex. ae.), Patrick Rousseau (23^e), Patrick Schiller (32^e), Jacky Smith (17^e), Fabien Talon (38^e ex. ae.), Annie Tarabusi (15^e), Marc Van Valenberg (21^e ex. ae.).

GÉNIE ÉLECTRIQUE

René Amoretti (33^e), Jean-Christophe Ansel (16^e), Philippe Anglade (18^e), Jean-Pierre Babart (41^e), Alain Barlatier (24^e), Jean-Pierre Barbot (13^e), Daniel Berchandy (3^e), Sylvain Bolinos (30^e), Bernard Buzzi (27^e), Claude Camelli (25^e), Jean-Luc Daruac (29^e), Jean-Pierre Delorme (32^e), Patrick Desot (8^e), Robert De Santis (35^e), Jean-Pierre Duchamp (9^e), Bernard Durand (14^e), Bruno Fliche (28^e), Philippe Fraisse (82^e), Jean-François Marzika (46^e ex. ae.), René Messager (46^e ex. ae.).

Jean-Yves Hernandez (34^e), Xavier Houdayer (15^e), Jean-Jacques Huet (32^e), Francis Jougla (36^e), Roland Lamery (38^e), Pascal Larzabail (22^e), Jean-Yves Le Chesneau (7^e), Marion Mas (39^e), Pascal Mené (42^e), Noël Morel (17^e), Michel Mouflet (26^e), Benoit Néon (19^e), Philippe Moutiez (6^e), Daniel Noury (31^e), Gilles Raby (28^e), Michel Samard (12^e), François Scheller (16^e), Jean Sirlin (37^e), Didier Tefrelo (23^e), Pierre Toussaint (4^e), Joël Xolin (20^e).

MÉCANIQUE

Didier Andrieux (49^e), Dominique Astruc (9^e), Christophe Bard (10^e), Etienne Benoit (50^e), Eric Bergias (16^e), Marc Bisaut (31^e), Patrick Boume (22^e), Daniel Buis (28^e), Jean-Luc Carles (58^e), Denis Castanier (19^e), Jean Castros (27^e), Claude Chirent (17^e), Patrice Courtes (8^e), Michel Coquet (30^e), Alain Dauidé (40^e), Sylvie Dermaux-Lemaire (14^e), Christophe Domange (47^e), Jean-Marc Doucet (39^e), Gilles Durand (39^e), Alain Escaffre (19^e), Laurent Fichet (21^e), Michel Gagnard (7^e), Yvon Gagnier (32^e), Henri Gervais (49^e), Guy Germa (25^e).

Daniel Herrion (20^e), François Hild (1^e), Régis Hiverat (36^e), Philippe Houillon (11^e), Catherine Jansen (25^e), Sylvain Ladaque (31^e), Jean Lafon (62^e), Jean-Louis (33^e), Gérard Laurent (61^e), Frédéric Laveysière (23^e), Eric Le Toquin (41^e), Gilles Lepage (45^e), Eric Magloire (57^e), Pierre Maubert (51^e), Eric Merat (43^e), Hélène Molinaro (34^e), Charles Mory (2^e), Philippe Moreau (44^e), Jean-Marc Morel (33^e), Pascal Morenton (37^e), Stéphane Mousset (52^e), Jean-Pierre Munoz (46^e), Bertrand Pfeiffer (18^e), Eric Pinard (4^e), Gérard Pocher (12^e), Michel Rocher (56^e), Marc Rossetto (26^e), François Rodier (3^e).

Pierre Spiegel (55^e), Jean-Louis Terzi (60^e), Alain Thier (13^e), Mireille Taffraud-Lobel (6^e), Pierre Turban (54^e), Denis Turpin (42^e), Sylvie Wendling (34^e), Eddie Willis (24^e), Bernard Yarnoz (5^e).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 6 AOUT

« Invalides et jardins de l'Élysée », 10 h 30, métro Invalides, sortie, rue de l'Université (Paris 6^e).

« La pyramide et l'aménagement du Grand Louvre », 11 heures, métro Tuileries (C.A. Messier).

« L'Assemblée nationale », 11 heures, 33, quai d'Orsay (Marie-Christine Lami).

« Versailles : à la recherche du premier village de Versailles », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« Le Japonisme au Grand Palais », 14 h 30, dans le hall (Didier Bouchard).

« Le vieux Moutet », 14 h 30, métro Casimir-Daubenton (Filineries).

« Sur les pas des Templiers », 15 heures, métro Temple, sortie (Isabelle Haultier).

« L'Opéra », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).

« Les galeries du Palais-Royal et celles de Colbert et Vivienne », 15 heures, métro Palais-Royal, sortie place Colette (Tourisme culturel).

« Le quartier Saint-Sulpice », 15 heures, métro Saint-Sulpice, sortie (Résurrection du passé).

« La Mosquée », 15 heures, 1, place du Palais-de-l'Érmitage (Arcus).

« Hôtels et passages de l'ancien Paris », 15 heures, parvis de Madeleine (Marie-Christine Lami).

« La cour des miracles », 16 h 30, métro Sentier (C.A. Messier).

« Hôtels du Marais, place des Vosges illuminée », 21 heures, métro Pont-Marie (Filineries).

DIMANCHE 7 AOUT

« Versailles : le potager du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office de tourisme).

« Cour Carrée, colonnade et appartements royaux du Louvre », 11 heures, métro Louvre (Didier Bouchard).

« Passages et chemins inconnus de la haute Montmartre », 11 heures, métro Blanche (C.A. Messier).

« La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 14 h 15, métro Saint-Denis (Didier Bouchard).

« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Filineries).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30 et 16 h 30, métro Bastille, angle de la rue Saint-Antoine (C.A. Messier).

« L'enclos de Picpus et le Tervet », 14 h 45, 35, rue de Picpus (Dominique Fleuriot).

« Mystérieuse symbolique de Notre-Dame », 15 heures, métro Cité (Isabelle Haultier).

« Le Grand Louvre, de Philippe Auguste à la pyramide de verre », 15 heures, métro Saint-Germain-l'Auxerrois, 15, boulevard des Capucines (Tourisme culturel).

« Le de la Cité », 15 heures, Pont-Neuf, statue de Henri IV (E. Romann).

« Le vieux village de Ménilmontant et ses jardins », métro Ménilmontant (Résurrection du passé).

« Grandes heures du Palais-Royal », métro Palais-Royal, sortie place Colette (Paris et son histoire).

CONFÉRENCE

1, rue des Provaires, 15 heures : « Les tarots et l'inconscient », par Simone Berno (avec tirages aux participants) ; « Les lois magiques », par Nany.

DIMANCHE 7 AOUT

1, rue des Provaires, 15 heures : « Les tarots et l'inconscient », par Simone Berno (avec tirages aux participants) ; « Les lois magiques », par Nany.

Pour des raisons techniques et politiques

Le prochain vol de la navette américaine n'aurait pas lieu avant novembre

Un test fondamental pour le vol de la navette spatiale Discovery a été annulé en dernière minute, jeudi 4 août. De ce fait, la mission qui devait marquer, le 4 septembre, le grand retour des astronautes américains dans l'espace, deux ans et demi après la dramatique explosion de Challenger, est retardée d'un mois au moins. Des raisons techniques et politiques pourraient la renvoyer à novembre, après les élections présidentielles aux États-Unis.

L'essai consistait en un allumage simultané des trois moteurs de Discovery, lesquels devaient brûler vingt-deux secondes. Les propulseurs à poudre n'étant pas mis à feu, la poussée des moteurs aurait été insuffisante pour provoquer un décollage. Mais elle aurait fait subir de fortes contraintes à l'assemblage qui constitue la navette proprement dite (orbiteur), le grand réservoir externe et les deux propulseurs, ce qui aurait permis d'en tester le comportement. Le bon fonctionnement des moteurs et leur inspection après le test aurait fourni d'autres informations essentielles. Ce test a été dans le passé effectué avant chaque premier vol d'une navette : Discovery l'avait subi en juin 1984. Après la longue interruption des vols, il a été jugé indispensable de le recommencer.

Initialement programmé pour la mi-juillet, le test avait déjà été repoussé à quatre reprises en raison de défauts dans les installations du pas de tir. Cette fois, c'est un ordinateur de bord qui a tout stoppé six secondes avant l'allumage, parce qu'une soupape, qui contrôle l'admission d'hydrogène, ne s'était pas correctement fermée dans le moteur numéro deux. Du moins, l'ordinateur n'avait-il pas reçu l'information correspondante, car le détecteur de fermeture pourrait être en cause. L'essai est au mieux repoussé au dimanche 7 août ; mais il faut changer la soupape, l'opération durera une semaine.

Avant même ce report, il était clair que la date du 4 septembre n'était plus tenable. Le retard accumulé ainsi que l'existence d'une minuscule fuite que les techniciens n'arrivent pas à localiser imposent un renvoi fin septembre ou début octobre. Certains parlent déjà de novembre. Cela ne devrait pas déplaire au vice-président Bush, candidat républicain, qui n'a rien à gagner à un vol de Discovery juste avant l'élection. Même si elle réussissait parfaitement, la mission rappellerait aux électeurs l'explosion de Challenger et les graves erreurs dont elle fut la conséquence.

M. A.

Communication

Une radio... en or

(Suite de la première page.)

L'aube devient sur l'antenne « L'heure du boursier » (un magazine conçu pour les professionnels et spécialistes du marché) et débouche sur un bilan de la veille et une analyse prospective de la journée à venir.

Alors s'ouvre Wall Street. Le point sur les valeurs, le tour des Bourses dans les divers États... Le club des investisseurs prodigue des conseils pour s'enrichir sûrement, prévoir, se défendre des fraudeurs et des charlatans ; une personnalité réputée du monde des affaires explique dans la matinée et plus longuement les secrets de son énergie et de sa réussite. Puis viennent d'autres conseils, d'autres informations sur la façon de vendre, d'exporter ; on donne des adresses, on établit des contacts... On motive aussi : « Vous pouvez gagner plus ! »

Ainsi va donc Money Radio, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pratique, efficace et sans état d'âme qui, en l'espace d'un peu plus d'un an, a créé un modèle tout à fait nouveau sur les ondes californiennes, déjà bien servies pourtant en radios d'informations. Sa précision et sa rapidité ont vite influencé les autres stations, désormais plus attentives — s'il était possible — aux choses de l'argent.

Emettant sur un bassin de population d'environ sept millions d'habitants, la station se taille désormais une part égale à 1 % du marché, soit davantage que la précédente radio musicale. Un auditoire mobilisé — il écrit et téléphone — composé de personnes actives et influentes, de plus en plus jeunes, et aux revenus particulièrement élevés. Bref, de quoi intéresser fortement les annonceurs.

« La crise du mois d'octobre 1987 a marqué un tournant », explique M^{me} Vera Gold, fondatrice et vice-présidente de la radio. « Nos auditeurs nous ont été reconnaissants des prévisions et des conseils que, quelque temps auparavant, nous leur avions prodigués. Quant aux autres, particulièrement les jeunes, ils ont ressenti un besoin d'informations précises et rigoureuses sur le sujet. C'est d'ailleurs ce qui nous a fait accélérer notre programme de développement. » Money Radio a en effet l'ambition de devenir le premier réseau de radio nationale consacré entièrement aux investissements et à la finance. Elle espère trente affiliés d'ici la fin de l'année, trois cents d'ici à dix-huit mois.

Mais elle voudrait surtout s'exporter. Telle quelle, dans les pays anglophones. En versions étrangères adaptées pour les autres. « Qu'ils habitent à New-York, Paris ou Tokyo, les investisseurs et hommes d'affaires ont désormais besoin des mêmes informations », explique M^{me} Gold qui n'a, dit-elle, « jamais rencontré quelqu'un inintéressé par l'argent ». Quand on sait que son nom, en français, se traduit par or...

ANNICK COJEAN.

« Globe » hébergé dans « le Nouvel Observateur ». — En exil depuis l'attentat qui a dévasté ses locaux, le magazine Globe a néanmoins réalisé cette semaine une édition spéciale de huit pages consacrée essentiellement aux nombreux témoignages de soutien reçus à cette occasion. Cette édition paraît sous forme d'un encart spécial dans le Nouvel Observateur, qui a ouvert ses pages à son confrère dont le prochain numéro devrait sortir fin septembre.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléfax MONDPA 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-05-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benne-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouté
Rédacteur en chef : Daniel Veret
Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montmartre, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Téléfax MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Microfilm et Index de Monde
Renseignements sur (1) 42-47-98-72

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	667 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 260 F	1 380 F	1 808 F	2 536 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS
1 SEUL COLLABORATEUR vous manque et tout est dérangé. Ne cherchez plus le seul le meilleur marquant. 27 ans, créatif, cherche exp. pub. (direction art., prod., collection, ch. à l'échelle dans GALAXIE OUTREMER ou MARCOM. Ecrire sous le n° 6708 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montmartre, 75007 Paris.

Jeanne Shimmer (éducatrice, petite enfance, cherche un pair de son, 88 ou à correspondre. Contactez au chiffre 44-1317831. Publicité, case postale, CH-8021 Zurich.

Jeanne homme 22 ans, cherche emploi. Ecrire, toutes propositions. Tél. : 42-74-61-75.

Jeanne homme 23 ans, cherche emploi. Ecrire, toutes propositions. Tél. : 42-74-61-75.

Jeanne homme 23 ans, cherche emploi. Ecrire, toutes propositions. Tél. : 42-74-61-75.

appartements ventes
5^e arrdt
12, RUE BRICA
4^e étage, chemin 3 pièces, 27 m², chaudière, cuisine, salle de bain, 10 m² de terrasse, calme, p.c., à débiter.
42-50-04-28 mètre.

8^e arrdt
URGENT - 22, RUE MAR
Duplex, 55 m², ch. de 10 m², terrasse, calme, p.c., à débiter.
Les 25/26 juin, 11 à 13 h.

locations non meublées offres
Paris
COURBOVON, 5^e métro Pte-de-Leval et gare de la gare, 60 m², ch. de 10 m², 2^e ét., s. de bain, w.c., cuisine, salle de bain, 10 m² de terrasse, calme, p.c., à débiter.
demandes, 11-03, 47-59-04-14 m. 15 h ou 16 h, 42-55-04-14 m.

propositions diverses
Particulier vend
SALE A MANGER
Londre IV complet (puffet, table, cuisine, chaises).
Tél. : 43-54-55-04 le matin.

pavillons
Le Normand 25-45-31-48
à BERNAY (300 m centre-ville), petite maison en colombages, de plain-pied, comprenant : séjour avec cheminée, 1 ch., p.c. cuisine, 2^e ét., 4 ch., bout de la maison, gran. cuisine, ch. au 2^e ét. de vie, terr. 1 085 m². 320 000 F.

CHARENTON-LEAU
Val-de-Marne (94500).
A vendre pavillon 1980. Se compose de 4 chambres, 2 s. de b., cul. équip., salle de séjour, 2 w.c., 2 garages, terrasse. Terrain 720 m². Prix : 1 000 000 F. Téléphone : 48-80-55-02. Après 18 heures.

terrains
SÈVRES (82) part. et terrain 750 m² environ COG 03, situation unique, prix élevé justifié. Tél. 45-55-14-18 jour et soir.

villas
BOYAN, Part. à part. vend VILLA basique grand standing, 3 niveaux, bord de mer, 900 000 F. URGENT, 57-32-41-07.

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitutions de sociétés et tous services 43-55-17-60.

maisons de campagne
VILLERS-SUR-MER
300 m centre-ville 500 m plage, maison indiv. meublée avec terrasse arbor., 2 p., + meublement aménagé, cul., bain, 2 w.c., 4 ch., garage, 250 000 F. 42-55-12-00, 48-80-55-03 le soir.

fermettes
Haut-Jura, vide ferme à rénover avec 1 ha de terrain, excellent état 180 000 F. Tél. 48-26-07-35. Tél. 48-26-07-35.

Économie

AFFAIRES

Nouvelle offensive de M. Donald Trump

Le groupe agro-alimentaire américain Pillsbury semble intéresser les « raiders »

Que vient faire le milliardaire de l'immobilier Donald Trump dans le capital du numéro quatre américain de l'agro-alimentaire, Pillsbury ? Après des mois de rumeurs d'OPA sur la firme de Minneapolis (connue pour ses marques de pâtisseries, son maïs Géant vert et ses restaurants Burger King), on a appris en début de semaine que l'homme d'affaires venait de mettre la main sur 0,4 % des actions du groupe et souhaitait obtenir des autorités fédérales l'autorisation d'en acquérir 24,9 %.

Le promoteur immobilier ne semble cependant pas s'engager là dans une diversification spectaculaire : il a simplement déclaré, le mardi 2 août, être intéressé par le « potentiel » de Pillsbury. Un potentiel financier de plus-value boursière sans doute, car M. Trump s'est déjà fait remarquer à plusieurs reprises pour ses bons « coups » à Wall Street. Achetant un peu avant le déclenchement des hostilités des paquets d'actions d'entreprises opé- (comme Gillette ou Federated Stores), il a en ensuite les revendre au plus haut lors de leur prise de contrôle.

Est-ce à dire que Pillsbury se trouverait vraiment dans le collimateur de groupes convoitant ses marques ou de raiders à la recherche d'une seconde affaire Beatrice Food ? La firme est en tout cas, depuis mars dernier, à un tournant décisif de son histoire, et le cours de son action évoluant en dents de scie entre 28 et 48 dollars ne semble guère vouloir se stabiliser. Blessée, elle présente tous les symptômes de la victime d'OPA idéale. Après une longue période de croissance interrompue sous la férule autoritaire de M. William Spoor qui l'a fait passer de 816 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1973 (et 20 millions de profits) à 4,8 milliards de chiffre d'affaires en 1985 (et 192 millions de bénéfices), l'entreprise connaît depuis une stagnation marquée de ses profits et une instabilité inquiétante de son management. Pour l'exercice fiscal 1987-1988 les bénéfices atteignent 99,7 millions de dollars, pour un chiffre d'affaires de 6,1 milliards. Pour le troisième trimestre du dernier exercice, le groupe a même annoncé des pertes de 107,8 millions de dollars, recouvrant plus de 140 millions de provisions pour restructurations.

Le terrible William Spoor

Autre signe « d'opéabilité », Pillsbury souffre d'une lourdeur excessive de ses frais généraux : 11,5 % du chiffre d'affaires, contre 8,5 % pour la moyenne du secteur. Enfin le groupe connaît des problèmes de croissance dus à sa position sur deux marchés difficilement conciliables : les produits alimentaires de grande consommation et la restauration. Au-delà d'une synergie qui paraît évidente, il est très peu d'exemples de firmes pouvant réussir durablement sur ces deux marchés. Si l'activité Géant vert ou les glaces Häagen-Dazs sont largement bénéficiaires, le secteur surgelé et les spécialités pâtisseries sont handicapés par leurs coûts de production élevés, tandis que les restaurants Burger King, Steak 'n' Ale ou Bennigan's doivent faire face à de graves problèmes de marketing.

Le successeur du terrible William Spoor, John Stafford, n'a jamais réussi à garder le dynamisme commercial de son prédécesseur. Le 2 mars dernier, le conseil d'adminis-

tration l'ayant renvoyé, M. Spoor revint aux commandes le temps de trouver un autre patron. Cette situation qui ressemblait à s'y méprendre à ce qui arriva naguère au groupe Beatrice, contribua à attirer les rumeurs. D'autant que si les analystes estiment la valeur de Pillsbury à environ 3 milliards de dollars (18 milliards de francs), le groupe vaut bien plus si on reprend le revendeur « par appartements » (au moins 4,5 milliards de dollars, soit 27 milliards de francs). Le nouveau président de Pillsbury, M. Philip Smith, qui a pris ses fonctions le 25 juillet dernier, a donc fort à faire.

Les pizzas vendues

Les observateurs du monde agro-alimentaire américain le connaissent bien : il fut le patron de General Foods, acheté en 1985 pour 5,7 milliards de dollars par Philip Morris. Supportant de plus en plus mal la cohabitation avec le géant du tabac, il souhaitait se retrouver à la tête

d'une firme indépendante. Mais Pillsbury aura-t-elle les moyens de le rester ? Déjà, en mars dernier, elle a mis en vente sa chaîne de 580 pizzarias à l'enseigne Godfather's Pizza et s'apprete à fermer ou moderniser ses restaurants les moins performants.

Si Philip Smith connaît bien le monde des produits grand public, il est en revanche novice dans le secteur très concurrentiel de la restauration de masse. Comment s'étonner, dès lors, que l'on ait pu penser que Burger King (dont les patrons, comme les publicités, changent sans cesse) soit à vendre ? Les noms de repreneurs éventuels de Pillsbury semblent également logiques : Don Kelly (le dépeceur de Beatrice), Kraft, entreprise agro-alimentaire qui a toujours eu des liens étroits avec Pillsbury, et même les sempiternels Nestlé ou Unilever. L'intérêt soudain de Donald Trump pour l'agro-alimentaire ne peut en tout cas pas être le fruit d'un simple hasard boursier.

DIPIER POURQUERY.

SOCIAL

Un rapport d'experts de l'OCDE sur les aspects sociaux des technologies nouvelles

Le « cercle vertueux » de l'innovation, de la croissance et de l'emploi

Sous le titre « Nouvelles technologies : une stratégie socio-économique pour les années 90 », un groupe d'experts vient de transmettre, dans le cadre de l'OCDE, ses conclusions et recommandations sur les aspects sociaux des nouvelles technologies. D'emblée, cette note d'une vingtaine de pages situe l'enjeu du changement technologique, qui ne saurait être réduit à l'apparition de nouveaux équipements ou procédés de production, mais bel et bien abordé comme « un processus social ».

Revenant principalement les innovations dans la micro-électronique, l'informatique et les télécommunications, les technologies de l'information « représentent un potentiel non négligeable d'accroissement de la productivité » et « une baisse sans précédent des coûts ». Elles ont également l'avantage d'être « virtuellement utilisables dans tous les secteurs et pour toutes les fonctions ». Mais elles peuvent aussi provoquer des déséquilibres en termes d'emploi entre les régions, les branches et les pro-

fessions, ce qui aboutirait à « un cli-vage au sein de la société ». Le « cercle vertueux de l'innovation, de la croissance et de l'emploi, prévient les experts, risque de perdre de son impact si les coûts liés à la phase de transition entre disparitions et créations d'emplois se révèlent excessivement élevés ».

Selon le rapport, « l'augmentation de la productivité que permet le changement technologique s'apparente à une rente, susceptible d'accroître à la fois les bénéfices et le revenu du travail ». Une telle augmentation peut se traduire par des hausses de salaires ou en aménagement du temps et des conditions de travail, et, à long terme, faire progresser la qualité de la vie et l'accès aux loisirs. Pour venir à bout des obstacles qui peuvent jalonner la route des nouvelles technologies, les experts invitent d'abord les gouvernements à mettre au point pour les années 90 « une stratégie socio-économique à long terme ». « Ni le potentiel technique ni le potentiel économique que recèlent les grandes technologies nouvelles, soulignent-ils, ne pourront être pleinement réalisés sans que leur mise en œuvre s'accompagne, ou même soit précédée, de réformes sociales et institutionnelles à tous les niveaux de la collectivité ».

La clef de voûte de cette stratégie, c'est une innovation permanente, « aussi bien technologique que sociale ». Si « la pression de la loi du marché peut être utile », elle « ne suffit pas à assurer les changements qui s'imposent ». « C'est dans les innovations institutionnelles que réside l'indispensable complément ». Les experts suggèrent le lancement d'un « programme pour la productivité », sous les auspices de l'OCDE, « afin de susciter un processus international d'apprentissage » dans la diffusion des technologies nouvelles.

Dans l'entreprise, le rapport considère qu'il faut « abandonner le modèle taylorisé d'organisation de la production » pour adopter une structure décentralisée permettant « d'accroître l'initiative et la participation des salariés ». Pour mettre en œuvre une nouvelle organisation du travail et de nouveaux modes de participation, « il faut que les employeurs, les salariés et leurs représentants au niveau de l'entreprise se concertent dès les premières phases de l'introduction des technologies ». Les experts pensent aussi que le fait de « lier la rémunération aux compétences personnelles » peut amener les salariés « à acquérir de nouvelles qualifications ».

Une « société active »

Les organisations syndicales et patronales sont également invitées à changer. « Les syndicats devront peut-être reconsidérer leur constitution par métiers et (...) modifier leurs propres structures de façon à garantir l'absence d'obstacles sérieux à l'adoption des technologies nouvelles ». Quant aux employeurs, ils devraient notamment favoriser « la conclusion d'accords de coopération avec d'autres entreprises et avec des organismes publics dans des domaines tels que la recherche, la formation et les réseaux de communication ». Le système d'enseignement et les enseignants sont aussi invités à se recycler, l'idée étant de relever « le seuil minimum de qualification de tous les jeunes pour qu'ils puissent soutenir la concu-

rence sur un marché du travail en mutation rapide ».

Pour leur part, les entreprises devraient, à partir de programmes spécifiques à leurs besoins, développer la formation permanente afin d'avoir une main-d'œuvre plus qualifiée. Les experts esquissent le modèle d'une « société active » où les politiques sont conçues pour aider autant de gens que possible à apporter une contribution positive, et où chacun peut se sentir utile à la vie économique et sociale et être considéré comme tel par les autres. Ainsi, l'emploi rémunéré demeurerait dominant mais revêtirait des « formes inédites et plus variées ». De même, gouvernements, patrons et syndicats sont invités à un effort d'imagination pour ouvrir « le droit d'apporter une contribution active à la société à toutes les époques de la vie, en faisant des journées, des semaines et des années de travail de durée variable, selon les préférences, la situation de famille et les conditions de vie, le niveau d'instruction et de formation ». Une activité à géométrie variable.

De nouveaux services

Selon le rapport, « de nombreux emplois nouveaux à temps complet et à temps partiel pourraient être créés si des investissements massifs accompagnaient la diffusion mondiale des technologies nouvelles ». Les experts donnent des exemples de nouveaux produits de services représentant « un fort potentiel de création d'emplois » : la banque à domicile et le téléachat, les télé-services d'information pour les particuliers et les entreprises, l'enseignement et la formation assistés par ordinateur et les systèmes experts pour le diagnostic médical. Les nouvelles technologies devraient également permettre « de revitaliser les industries traditionnelles et d'engendrer de nouveaux débouchés économiques pour les petites entreprises ».

Si les experts insistent sur la nécessité d'accroître les investissements, ils en précisent les conditions : « Le potentiel de création d'emplois de l'investissement matériel ne se concrétisera que si celui-ci s'accompagne d'un investissement suffisant et adéquat dans les qualifications ». Par ailleurs, « il faut modérer la croissance de la consommation par habitant afin de pouvoir alimenter les investissements supplémentaires nécessaires », tout en recherchant parallèlement de nouvelles formes d'épargne.

Le rapport plaide pour une « croissance soutenue de l'économie mondiale », présentée comme la condition sine qua non de réussite de la stratégie proposée. « L'accroissement des flux d'échanges entre la zone de l'OCDE et les nouveaux pays industrialisés, ainsi que les pays socialistes, profiterait à tous », compris de façon indirecte aux pays en développement. Mais pour ces derniers un effort plus important est préconisé « sur le plan de la coopération technologique et du transfert de connaissances techniques des pays hautement industrialisés ». Pour parvenir au « cercle vertueux » de l'innovation, de la croissance et de l'emploi, la mise en œuvre des nouvelles technologies requiert « un vaste consensus ». Pour y arriver, les experts proposent un large débat public, qu'ils contribuent utilement à lancer.

MICHEL NOBLECOURT.

REPÈRES

Accidents du travail

Moins de 1 000 morts en 1986

Le nombre des accidents du travail a continué de baisser en 1986, selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés qui portent sur 13 777 000 salariés. La Caisse a recensé 890 602 accidents avec arrêt en 1986 contre 731 806 en 1985. Le nombre des accidents ayant entraîné une incapacité permanente est passé de 74 179 en 1985 à 67 207 en 1986. Pour la première fois, les accidents mortels sont passés en dessous de la barre des 1 000 avec 978 victimes en 1986 contre 1 067 en 1985 et 1 484 en 1979. Plus de 22 millions de journées de travail ont été perdues en 1986 pour incapacité temporaire et l'ensemble des accidents a coûté 14,991 milliards de francs à la Sécurité sociale.

La Fédération nationale du bâtiment souligne, de son côté, qu'une nette diminution des accidents du travail s'est aperçue en 1986 dans le bâtiment et les travaux publics : une baisse de près de 10 % pour les accidents graves, de près de 20 % pour les accidents mortels et d'environ 7 % du taux de risque brut (rapport prestations accidents du travail/masse salariale cotisée).

Automobile

Production et exportations françaises en hausse

La production française de voitures particulières a atteint 1 742 137 unités au premier semestre, progressant de 6 % par rapport aux six premiers mois de 1987. Dans

le même temps, les exportations totales françaises ont crû de 11,2 %, atteignant 1 001 243 unités. De bons résultats obtenus essentiellement grâce à Peugeot SA, dont la production s'est accrue de 14,7 % et les exportations de 20,5 %.

Le marché intérieur a continué sur sa lancée, progressant de 5,6 % avec 1 050 679 immatriculations. Cette hausse a plus profité aux voitures françaises qu'aux étrangères. Ces dernières ne représentent plus que 34,8 % du marché contre 35,7 % sur les six premiers mois de 1987.

Brevets

Accroissement des dépôts en France

Le nombre de brevets déposés en France l'année dernière a progressé de 14,8 % par rapport à 1986, s'établissant à 67 548, selon un rapport de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Les demandes d'origine française (12 893) ont crû de 4,4 % alors que celles d'origine étrangère (5 874) ont chuté de 7,9 %. Les demandes formulées par le volet européen ont augmenté de 20 % s'établissant à 39 960 tandis que celles formulées par le volet PCT (autres pays que l'Europe) a crû de 28,8 % à 9 021.

Chômage

Hausse en RFA en juillet

À la fin juillet, la RFA comptait 2 200 000 chômeurs, selon l'Office fédéral du travail de Nuremberg, soit une augmentation de 67 800 personnes par rapport au mois précédent. Le chômage représente 7,7 % de la population active contre 7,4 % en juin. Le président de l'Office, M. Heinrich Franke, a expliqué cette hausse du chômage par des facteurs saisonniers comme les vacances et la fin de la scolarité de nombreux jeunes. « Ces facteurs mis entre

paranthèses, le chômage est resté stable », a-t-il souligné. En juillet 1987, le taux de chômage par rapport à la population active était également de 7,7 %.

Masse monétaire

Légère hausse en France en juin

Pour le troisième mois consécutif, la masse monétaire a continué de croître en juin à un rythme même légèrement supérieur à celui de mai. L'agrégat de référence M2 (billets, dépôts à vue et livrets) a crû de 0,7 %, contre 0,3 % le mois précédent, a indiqué la Banque de France le 4 août. En avril, la progression avait été de 1 %, tandis que les mois de mars et de février avaient connu une décadence, respectivement de 0,8 % et 1,4 %.

Au terme du premier semestre, en glissement sur douze mois (et en moyennes trimestrielles croisées), la progression de M2 s'établit à 3,2 % (contre 3 % en mai). Le chiffre reste au-dessous de la fourchette d'évolution, qui a été fixée à 4-6 % pour 1988.

Ports

Traffic du Havre et de Rouen en baisse

Pour les six premiers mois de l'année, le trafic total du port du Havre (23,9 millions de tonnes) accuse une baisse de 11,4 % par rapport à la même période de 1987. C'est la chute des marchandises en vrac (charbon, pétrole) qui explique ces mauvaises performances. En revanche, le trafic des conteneurs progresse (+ 20 %). Même tendance à Rouen avec une baisse globale de 12,3 % (chute des importations de produits pétroliers raffinés et des exportations de céréales, maintien des trafics de concrets). On note par ailleurs que le trafic de Rotterdam, premier port du monde, a progressé de 7,3 % au premier semestre 1988.

LE TRAM-OUAIS ! ON A GAGNÉ.

Tramway Bobigny Saint-Denis.

1984 : contrat de plan État-Région.
1988 : l'État et la Région débloquent les crédits.
4 ans pour imposer la satisfaction des besoins des habitants !
Il était temps.

Georges VALON
Président du Conseil Général
Maire de Bobigny

Jean MARSON
Maire de La Courneuve

Marc BERTHELOT
Maire de Saint-Denis

Marc NILES
Maire de Drancy



La Seine Saint-Denis gagne avec vous.



Marchés financiers

M. Pierre de Plas devient PDG du groupe publicitaire Béliet

C'est M. Pierre de Plas qui devient PDG du groupe publicitaire Béliet, premier fleuron d'Eurocom, filiale spécialisée d'Havas, en remplacement de M. Claude Douce, qui en avait démissionné le 2 août (*Le Monde* du 4 août). M. Pierre de Plas était depuis 1978 chez DDB-Needham, quatorzième agence de publicité américaine, dont il était président pour l'Europe et, fait exceptionnel pour un non-Américain, membre du conseil de DDB-Needham Monde.

Après l'adoption par l'assemblée générale d'Eurocom, réunie vendredi 5 août, du régime des sociétés anonymes à conseil d'administration (au lieu du régime des sociétés à conseil de surveillance et à directeur qui était le sien jusqu'ici), le nouveau

conseil d'administration d'Eurocom a élu comme PDG M. Pierre Dauterive (jusqu'ici président du conseil de surveillance) et comme vice-président directeur général M. Bernard Brochand (qui présidait le directeur). Dans un proche avenir, M. Pierre de Plas deviendra administrateur directeur général d'Eurocom, au côté de M. Alain de Pouzilhac, PDG de HDM, autre importante filiale d'Eurocom.

En outre, M. Jacques Berrebi, vice-PDG du groupe Béliet, a donné sa démission de tous les postes qu'il occupait. Fidèle depuis très longtemps de la famille Douce, il reste directeur d'administration (au lieu du régime des sociétés à conseil de surveillance et à directeur qui était le sien jusqu'ici), le nouveau

Restructuration des loisirs en Grande-Bretagne

Mecca veut acheter Pleasurama pour 6,4 milliards de francs

Le groupe britannique Mecca Leisure (jeux, villages de vacances, night-clubs) a lancé une OPA inamovible de 589 millions de livres (6,4 milliards de francs) sur la société Pleasurama (hôtels et casinos), afin de compléter sa panoplie de produits de loisirs dans un secteur encore très atomisé, mais en croissance rapide.

Les actions de Mecca s'échangeaient, le 4 août, au cours de 204 pence, et celles de Pleasurama au cours de 260 pence. Mecca ne maintiendra son offre qu'à la condition que Pleasurama renonce à son OPA amicale en cours sur la chaîne de restaurants britanniques Hard Rock.

Les dirigeants de Pleasurama, qui avaient déjà discuté en vain d'un rapprochement avec Mecca, ont rejeté l'offre et appelé leurs actionnaires à approuver. Le 12 août, une augmentation de capital de 127 millions de livres (1,4 milliard de francs) destinée à financer l'acquisition de Hard Rock.

La BNP accroît sa participation sur le marché bancaire britannique

La Banque nationale de Paris (BNP) va acheter la Chemical Bank Home Loan Group filiale britannique de la banque américaine Chemical Bank, selon un protocole d'accord signé le 4 août.

CBHL, spécialisée dans le crédit immobilier, contrôle un portefeuille de 1,3 milliard de livres (soit 14 milliards de francs) et représente 1 % du marché britannique. En mars dernier, Chemical avait manifesté sa volonté de vendre cette filiale britannique. La BNP est déjà présente sur le marché bancaire britannique avec deux filiales et renforce sa position « en offrant, sur une plus grande échelle, ses services aux particuliers ».

Le britannique Courtauld reprend le premier fabricant américain de dentelles. Le groupe textile britannique Courtauld vient de reprendre Liberty Fabrics, l'un des principaux fabricants de dentelles américains. Le montant de la transaction s'élève à 43,5 millions de dollars (305 millions de francs) pour acquérir cette firme qui réalise 100 millions de dollars de chiffre d'affaires (630 millions de francs). Cette opération est la quatrième réalisée depuis un an par Courtauld dans ce secteur. En juin 1987, il reprenait l'entreprise française Deseilles. Puis, en Grande-Bretagne, il prenait le contrôle de Long Eaton Fabrics et achetait Lace & Textiles, deux firmes implantées à Nottingham.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le montant des loyers émis au titre des six premiers mois de l'exercice en cours a atteint 129 346 000 F, enregistrant ainsi d'une année sur l'autre une progression de 13,34 %.

Les recettes totales, comprenant les autres produits d'exploitation et financiers, ont atteint au cours de ce premier semestre 151 682 000 F, contre 143 480 000 F, pour la période correspondante de l'année précédente, confirmant ainsi la progression des résultats prévue pour l'exercice en cours.

Par ailleurs, il est rappelé aux actionnaires de la société qu'ils ont la possibilité de recevoir le dividende de 23,20 F par action, mis en paiement depuis le 15 juillet, sous forme d'actions émises au prix de 362 F, à condition de donner les instructions nécessaires aux intermédiaires financiers habilités d'ici le 19 août 1988.

BANCO SANTANDER

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU 1^{er} SEPTEMBRE 1988

Au cours des six premiers mois de l'exercice, le groupe Banco Santander a connu une évolution soutenue de ses activités tout en améliorant sa rentabilité :

En millions de pesetas	30-06-87	30-06-88	%
Résultat d'exploitation	39 100	52 113	+ 33,29
Résultat avant impôt	20 436	28 016	+ 37,09
Bénéfice net	15 033	20 364	+ 35,28

Durant la même période, les ressources propres consolidées atteignent 212 704 millions de pesetas, contre 154 293 millions au 31 décembre 1987. Le groupe affiche un coefficient de garantie de 8,17 %, ce qui représente le pourcentage le plus élevé de la profession au niveau mondial.

Au 30 juin, le total du bilan s'élève à plus de 3 000 milliards de pesetas et les encours représentent 1 450 milliards de pesetas.

Banco Santander

La société mère du groupe enregistre un résultat avant impôt en hausse sensible par rapport à la même période de l'exercice 1987 : il s'établit à 12 698 millions, en progression de 42,32 %. Ce résultat a été obtenu après toutes dotations et provisions, notamment, pour retraite et des amortissements accélérés sur immeubles de 9 940 millions de pesetas.

Renforcement des fonds propres

Au cours du mois de juillet 1988, Banco Santander a procédé à l'émission d'obligations subordonnées avec Warrants sur le marché des euro-devises. Le vif succès rencontré par cette opération a amené la banque à en accroître le montant.

Rappelons que Banco Santander a récemment procédé à une augmentation de capital par incorporation de réserves et élévation du nominal de l'action de 50 % pour le porter à 78 043 millions de pesetas.

Le rapport semestriel en anglais ou en espagnol peut être obtenu sur simple demande en écrivant à :

BANCO SANTANDER
30, avenue de l'Opéra
75002 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Mar./Act./Rtr.
3, rue La Fayette
75009 Paris.

NEW-YORK, 4 août

Effritement

Après avoir bien résisté deux jours durant et maintenu ses positions en les renforçant même un peu, Wall Street a cédé jeudi à l'effritement. Amorcé peu après une avance initiale, le mouvement d'écroulement s'est poursuivi pendant toute la séance. A la clôture, l'indice des industrielles s'est établi à 2 126,60, soit à 7,47 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan général a été à l'image de ce résultat. Sur 1 949 valeurs traitées, 767 ont flechi, 640 ont monté et 542 n'ont pas varié.

Une fois encore, le marché s'est mis en position d'attente. Au départ, les investisseurs avaient bien été encouragés par la formation des obligations. Mais leur attention est vite retombée. D'abord parce que le rendement des actions est désormais moins attrayant. Ensuite parce que le département du commerce doit publier vendredi les chiffres du chômage pour juillet. Beaucoup tablent sur une nouvelle atténuation, qui confirmerait la poursuite d'une activité économique soutenue et raviverait encore la crainte d'une surchauffe avec ses inconvénients. L'activité a porté sur 157,24 millions de titres échangés contre 203,59 millions la veille.

VALEURS	Cours de 3 août	Cours de 4 août
Alcoa	52 7/8	53 1/2
A.T.T.	28 3/8	28 1/4
Bearing	52 1/2	52 1/2
Chemical Bank	52 1/2	52 1/2
Du Pont de Nemours	87	86 5/8
Eastman Kodak	49 3/8	49 1/2
Exxon	53 7/8	54 1/8
Ford	53 7/8	54 1/8
General Electric	42 1/4	42
General Motors	61 3/4	61 1/4
IBM	125 7/8	124 1/8
I.T.T.	45 1/4	45 1/8
Johnson & Johnson	45 1/4	45 1/8
Merck	53	52 3/8
Schlumberger	47 1/2	47 1/2
Union Carbide	47 1/2	47 1/2
U.S. Steel	37 3/8	37 3/8
Westinghouse	24 1/2	24 1/2
Wyoming	52 3/4	52 1/2
Yarn Corp.	53 1/2	54 1/8

LONDRES, 4 août

Poursuite de la hausse

Le mouvement de légère reprise observé dès le 3 août s'est confirmé jeudi. L'indice FT a gagné 0,4 % en clôture à 1 508. Toutefois, le volume des transactions demeurait peu élevé en cette période estivale. 431 millions de titres ont été échangés contre 416 millions la veille. Après un départ incertain, les cours des valeurs ont gagné du terrain dans un marché sans véritable direction. Sur le front des OPA, le titre Pleasurama se sont fortement appréciés après l'offre de rachat de 621 millions de livres (6,3 milliards de francs) de la firme de loisirs Mecca. Le groupe industriel BOC, quant à lui, se lance aux Etats-Unis dans l'achat, pour près de 60 millions de livres (600 millions de francs), de la compagnie américaine d'équipements médicaux Spectramed. Après l'annonce de résultats supérieurs aux prévisions, l'action British Airways a progressé, tout comme celle de la firme de construction mécanique TI Group.

Parmi les autres hausses figuraient des valeurs du BTP (Blue Circle), des industrielles (Vickers) et maritimes (P and O). Les mines d'or clôturaient également en hausse.

FAITS ET RÉSULTATS

● Marchés sur indice : renforcement d'OMF et démarrage du CAC 40. — Nouvelle impulsion dans la bourse qui oppose la Bourse prime OMF aux autorités boursières dans le développement du marché des indices. Six sociétés de Bourse ont été habilitées en début de semaine à devenir adhérentes du marché prime OMF, ce qui a permis à ce marché d'ouvrir à terme sur l'indice boursier OM 50. Il s'agit des ex-chargés d'agents de change Tullier Nicol, Paget Mahé, Messonier Fontenay, Dufour Keller Lacroix, Magnin Corbelle et Ferri-Ferri-Genève. Elles pourront intervenir prochainement pour leur propre compte sur le marché électronique d'OMF. Elles viennent ainsi grossir les rangs des conseillers adhérents sur ce marché initialement réservé à la profession interbancaire. Quant aux autorités boursières, elles pourraient débiter avant la fin du mois d'août les premières transactions de gré à gré non officielles du contrat à terme sur l'indice boursier CAC 40. Le mouvement officiel du marché public concernant d'OMF reste prévu pour le mois de septembre.

● Bourse d'Amsterdam : mise en place d'un organe de surveillance. — Un organisme privé indépendant chargé de surveiller la Bourse d'Amsterdam, dont la création avait été décidée le 17 juin dernier par le conseil des ministres néerlandais, a été mis en place récemment.

Cet organisme surveille la Bourse des valeurs, le marché des options (European Options Exchange) et le marché à terme financier à Amsterdam. Il exerce les tâches de surveillance qui étaient dévolues jusqu'à maintenant au ministère des finances. Il doit notamment faire respecter la règle exigeant la publication régulière

PARIS, 4 août

Grand calme

A l'image de sa grande rivale new-yorkaise, la place parisienne évoluait sans véritable tendance, tant l'activité était réduite. L'indice instantané, qui avait ouvert en baisse de 0,14 %, revenait à - 0,07 % en clôture. Toutefois, les variations de cours étaient pour beaucoup peu représentatives, tant les volumes traités étaient peu élevés. Ainsi, Essilor annonçait les résultats, avec trois titres échangés, et par l'OFF (quarante titres). Le secteur de la distribution était dans les hausses avec Casino, les Nouvelles Galeries et Danier. Schneider continuait à être très recherché, ainsi que le CCR. Plus de cent mille actions de cette banque avaient été négociées en début d'après-midi, confirmant les rumeurs de renforcement du noyau dur d'actionnaires qui circulent depuis plusieurs jours au sujet de la CCR. Plus de cent mille actions de cette banque avaient été négociées en début d'après-midi, confirmant les rumeurs de renforcement du noyau dur d'actionnaires qui circulent depuis plusieurs jours au sujet de la CCR.

« Nous sommes parvenus pour un mois d'août très calme, où les valeurs résisteront bien, sans s'effondrer », estimait un gestionnaire discret. Le début de la semaine, le volume des transactions ne dépassait pas le million de francs. Pour le reste de la semaine de mercredi, le montant atteint 837 millions de francs pour les valeurs françaises du règlement mensuel. Dix titres à eux seuls ont représenté 300 millions de francs. Les 837 millions restants se répartissent entre les quelques 170 autres actions cotées.

La position de place à la fin du mois de juillet traduit ainsi un peu de relief du marché. La position acheteur, qui détermine le montant des achats à découvrir, s'élève à 5,8 milliards de francs. Elle est en baisse de plus de 17 % par rapport à celle de juin, qui était extrêmement faible. Elle ne représente encore que trois semaines de Bourse normales.

La Compagnie financière de Suze informe la Société des Bourses françaises de son désengagement dans le bégayon-Suz. Sa participation est revenue de 5,03 % à 0,18 %.

Enfin sur le MATIF, dans le calme, le contrat de septembre s'appréciait de 0,05 %.

TOKYO, 5 août

Nouveau record

Après quarante-huit heures de pause, la Bourse de Tokyo a repris son cours à la veille du week-end et a réussi à établir un nouveau record d'altitude. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de reprise s'est lentement poursuivi tout au long de la séance. En fin de journée, l'indice Nikkei a atteint la cote 26 324,57 (+ 31,91 points). A la clôture, son avance était de 130,72 points (+ 0,46 %) à 26 423,38.

Comme sur toutes les places financières internationales, à Tokyo, les investisseurs attendent avec curiosité et impatience les publications de chiffres de chômage pour juillet. Beaucoup, dans ces conditions, ont préféré rester sur le pied, comme en témoigne l'activité toujours un peu faible qui a régné avec 800 millions de titres échangés (sans changement). Les chemins de fer, les pétroles, les aciéries et les métaux non ferreux ont été très fermes avant de repartir un peu de terrain.

CHANGES

Dollar : 6,36 F ↑

La hausse du dollar s'est poursuivie vendredi sur tous les marchés financiers internationaux. Le billet vert a ainsi coté 6,3575 F (contre 6,3375 F la veille). Par conséquent, les affaires ont été calmes. Les opérateurs attendent la publication dans l'après-midi des chiffres de l'emploi aux Etats-Unis. Seule une augmentation du chômage serait considérée comme capable de faire baisser le dollar.

FRANCFORT 4 août 3 août

Dollar (en DM) ... 1,2760 1,2850

TOKYO 4 août 3 août

Dollar (en yen) ... 132,75 133,12

MARCHÉ MONÉTAIRE

(taux privés)

Paris (5 août) ... 615/617/618

New-York (4 août) ... 711/615-714

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	289	289 40 d	AGI	193	185 80
Amal et Amal	535	535	Act. Méd. Service	350	340
Amal	225	225	La Compagnie Eléonore	335	321 80
B.A.C.	430	430	Le 1 ^{er} vers du mois	272 70	275
B. Demain et Assoc.	370	370	Lucas Investissement	243	242 10
B.I.C.M.	585	585	Lucas	165	165
B.I.P.	530	530	Martin Investissement	132	130
Bancs	288	288	Martini	459	462
Bellat-Toulon	948	948	Médecine Industrielle	121	120
Bellat	1050	1050	Médecine	585	585
Cibiles de Lyon	1440	1439	Médecine	228	228
Colson	780	780	Médecine	170 10	170 10
Canal Plus	555	555	Médecine	305	302
Canal	830	830	Médecine	458	470
C.A.I. de F.C.C.I.	300	275	Médecine	458 20	458 20
C.A.T.C.	127	130	Médecine	180	180
C.D.M.E.	1000	999	Médecine	323	323
C.E.B.I.	288	288	Médecine	375	375 80
C.E.L.D.	729	729	Médecine	540	535
C.E.P.	1440	1440	Médecine	1480	1480
C.E.L. International	780	825	Médecine	1480	1480
Cassini d'Orsay	510	509	Médecine	1480	1480
C.A.M.	310	310	Médecine	1480	1480
Concept	284 50	284 50	Médecine	1480	1480
Concept	430	428	Médecine	1480	1480
Condit	228 80	228	Médecine	1480	1480
Dagblin	4844	4840	Médecine	1480	1480
Danier	1000	1040	Médecine	1480	1480
Danier	620	615	Médecine	1480	1480
Danier-Louis	1130	1121	Médecine	1480	1480
Edison-Bell	121	120	Médecine	1480	1480
Edison-Bell	25	25	Médecine	1480	1480
Edison-Bell	283	283	Médecine	1480	1480
Edison-Bell	505	500	Médecine	1480	1480
Edison-Bell	814	828	Médecine	1480	1480
Edison-Bell	214	214 70	Médecine	1480	1480
Edison-Bell	211	205	Médecine	1480	1480
Edison-Bell	143	143	Médecine	1480	1480

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables

le 4 août 1988

Nombre de contrats : 5 310.

VALEURS	PRIX exercice	Septembre	Octobre	Septembre	Octobre
Accor	440	26	43	22	-
CGE	280	58,50	68	25	-
RF-Agropôle	320	18	27	19,50	-
Lafarge-Cypres	1 380	93	142	-	54
Michelin	280	16,20	24,50	9,50	-
Midi	1 355	55	110	-	-
Pastis	400	28,50	43	9,50	-
Peugeot	1 100	175	223	16	38,50
Saint-Gobain	520	22,50	41,50	-	-
Société Générale	360	26	-	15	-
Thomson-CSF	200	-	28	-	19

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 août 1988

Nombre de contrats : 41 417

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	104,25	102,85	101,65
Précédent	104,05	102,60	101,35

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
102	2,20	1,73	0,03	0,95

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,36 F ↑	PARIS (MISE, base 100: 31-12-87)
La hausse du dollar s'est poursuivie vendredi sur tous les marchés financiers internationaux. Le billet vert a ainsi coté 6,3575 F (contre 6,3375 F la veille). Par conséquent, les affaires ont été calmes. Les opérateurs attendent la publication dans l'après-midi des chiffres de l'emploi aux Etats-Unis. Seule une augmentation du chômage serait considérée comme capable de faire baisser le dollar.	3 août 4 août
FRANCFORT 4 août 3 août	Valeurs françaises ... 124,3
Dollar (en DM) ... 1,2760 1,2850	Valeurs étrangères ... 122,1
TOKYO 4 août 3 août	(S&P, base 100: 31-12-81)
Dollar (en yen) ... 132,75 133,12	Indice général CAC ... 358,7 358,5
MARCHÉ MONÉTAIRE	(S&P, base 1000: 31-12-87)
(taux privés)	Indice CAC 40 ... 1 327,75 1 327,75
Paris (5 août) ... 615/617/618	NEW-YORK (indice Dow Jones)
New-York (4 août) ... 711/615-714	3 août 4 août
	Industrielles ... 2 134,87 2 126,78
	: ONDRES (indice Financial Times)
	3 août 4 août
	Industrielles ... 1 592 1 598,5
	Mines d'or ... 197,8 199,1
	Fonds d'Etat ... 87,98 88,37
	TOKYO
	4 août 5 août
	Nikkei Dow Jones ... 26 324,57 26 423,38
	Indice général ... 2 232,95 2 229,86

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou -	+ ou -	Rep. + ou -	+ ou -	Rep. + ou -	
E.-U.	6.3600	6.3620	- 55	- 40	- 120	- 90	- 290
can.	5.2714	5.2775	- 115	- 86	- 230	- 180	- 594
yen (100)	4.7701	4.7752	+ 106	+ 124	+ 197	+ 215	+ 623
DM	3.7710	3.7735	+ 51	+ 66	+ 112	+ 137	+ 361
florin	2.5852	2.5876	+ 40	+ 51	+ 88	+ 109	+ 297
FR (100)	16.1135	16.1287	+ 32	+ 111	+ 23	+ 171	+ 529
RS	4.6425	4.6463	+ 27	+ 145	+ 242	+ 272	+ 784
L (1 000)	4.569	4.5745	- 136	- 99	- 289	- 235	- 782
	16.246	16.250	- 310	- 272	- 649	- 573	- 1.586

BOURSE DU 4 AOUT

Competition	VALEURS	Cours premier	Dernier	% + -	Competition	VALEURS	Cours premier	Dernier	% + -	Competition	VALEURS	Cours premier	Dernier	% + -			
3621	R.M.E. 3% ★	3818	3820	3817	- 0.03	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
1103	R.A.P. 4 1/2 % T.P.	1071	1070	1070	- 0.09	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
1084	G.C.F. T.P.	1071	1070	1070	- 0.09	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
1084	Credit Lyonn. T.P.	1081	1080	1080	- 0.28	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
1798	Renault T.P.	1374	1375	1376	+ 0.07	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
1235	Rhone-Poul. T.P.	1746	1740	1749	+ 0.23	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
1218	Alcatel	1248	1248	1248	- 0.08	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
1282	Thomson T.P.	1190	1192	1192	- 0.02	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
430	Accor	446	440	441 80 c	+ 0.86	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
536	Air Liquide	542	543	544	+ 0.37	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
1420	Alcatel	2044	2030	2033	+ 0.64	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
300	A.S.F.P.	286	286	284	- 0.34	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
310	Alcatel	335	340	336	- 0.34	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
3620	Alphon. Proust	2295	2297	2297	- 0.13	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
680	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0.85	2220	Lazard (D)	2381	2385	2350	- 1.30	680	De France-H&F	1630	1620	1618	- 0.74
730	Am. Extr.	820	820	813	- 0												

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (selection)

VALUES	Emission Price incl.	Ratchet net	VALUES	Emission Price incl.	Ratchet net	VALUES	Emission Price incl.	Ratchet net
A.A.A. A...	844 02	823 43	First-Associates	27 43	27 43	Reallocation Retains	1720 21	1685 46
Acadian	212 77	207 08	First-Sparrow	27 20	26 54	Permal	589 28	571 16
Action Films	437 04	421 24	Franchise	32 04	31 57	Phase Payments	248 60	248 36
Actions electronics	544 08	524 42	Franchisor	10385 54	10385 54	Phase Income	865 71	852 82
Affiliated	575 95	555 13	Franchisee	347 75	244 10	Placement A	882 82	882 82
A&F, Action (ex-CP)	1461 76	1428 11	Franchisees	244 32	736 17	Placement ex-CP	72074 70	72074 70
A&F, 5000	539 19	529 52	Franchisees	25 71	25 08	Placement J	54680 90	54680 90
A&F, BCU	1084 78	1054 17	Franchisee	4248 88	4238 05	Placement Printer	53835 93	53835 93
A&F, Interests	421 88	408 12	Franchise	5544 44	5540 10	Placement J	115 34	107 38
A&F, OML	1105 72	1105 72	Franchise	11100 14	1083 43	Partnership Obligations	30005 92	30085 56
A&F, S&H	1057 19	1051 50	Franchise	1036 52	1030 46	Partnerships General	105 89	105 86
A&F, S&H	1062 26	1048 26	Franchise	58270 52	58119 18	Partnerships	22325 08	22325 08
Affili	578 91	555 77	General Education	16359 72	16251 82	Partners	112 20	106 44
Agile	210 67	205 08	General Associations	151 01	147 04	Quota-quota Retains	1 07	1 04
ALIT	181 58	178 78	General Modifiers	1005 34	1005 34	Retains	183 98	181 38
Amel-Gen	5559 94	511 73	Holcom	1005 34	1005 34	Renaissance Transitions	5842 08	5888 23
Amel-Veter	577 37	561 85	Intelligence	11942 39	11455 07	Renaissance	1175 14	1161 71
Amel-Veter	593 34	519 08	Intelligence	423 35	419 74	Renaissance	742 10	743 07
Amel-Veter	584 38	5674 87	Intelligence	14849 01	14819 74	Renaissance	644 02	617 08
Amel-Veter	1164 18	1154 18	Intelligence	93324 24	93455 58	Renaissance	452 34	442 32
Amel	289 40	278 88	Intelligence	191 87	188 08	Renaissance	1188 18	1187 08
Austin	1480 14	1437 03	Intelligence	233 54	230 08	Renaissance	1183 28	1157 42
Asia Europe	115 11	108 08	Intelligence	246 45	235 27	Renaissance	408 01	478 72
Asia Investments	139 79	130 41	Intelligence	249 38	238 20	Renaissance	733 08	728 08
Asia Investments	2617 30	2603 87	Intelligence	214 82	282 35	Renaissance	1216 41	1216 41
B&I Investments	84 15	82 50	Intelligence	232 32	226 61	Renaissance	1085 95	1087 08
Capital Inc.	7706 87	7706 87	Intelligence	203 27	222 78	Renaissance	7086 48	7086 48
Capital Inc.	27 25	26 08	Intelligence	389 88	370 88	Renaissance	805 43	49 58
Capital Inc.	6021 36	6013 94	Intelligence	147 17	140 08	Renaissance	735 05	725 94
Capital Inc.	102 18	102 18	Intelligence	207 85	196 14	Renaissance	941 93	941 38
Capital Inc.	340 53	327 82	Intelligence	367 28	350 83	Renaissance	1382 52	1248 32
Capital Inc.	500 68	488 08	Intelligence	8070 09	8002 30	Renaissance	779 31	743 63
Capital Inc.	658 57	628 80	Intelligence	11394 88	11394 88	Renaissance	847 28	832 84
Capital Inc.	670 87	628 80	Intelligence	23402 52	23344 16	Renaissance	691 01	401 96
Capital Inc.	252 11	240 08	Intelligence	748 17	748 17	Renaissance	545 28	545 28
Capital Inc.	1378 43	1381 04	Intelligence	2050 39	2059 98	Renaissance	436 86	415 44
Capital Inc.	310 65	189 87	Intelligence	435 52	430 58	Renaissance	307 84	265 78
Capital Inc.	3174 83	3040 63	Intelligence	64 88	628 02	Renaissance	436 86	415 44
Capital Inc.	240 53	237 82	Intelligence	101 96	104 39	Renaissance	1183 52	1130 83
Capital Inc.	500 68	488 08	Intelligence	28157 81	28157 81	Renaissance	371 27	357 85
Capital Inc.	658 57	628 80	Intelligence	410 74	387 83	Renaissance	1021 21	914 90
Capital Inc.	2630 34	2630 34	Intelligence	55844 25	55844 25	Renaissance	1021 01	1277 34
Capital Inc.	2479 91	2479 91	Intelligence	8204 86	8204 86	Renaissance	494 76	492 77
Capital Inc.	1813 83	1813 83	Intelligence	14208 96	14208 96	Renaissance	1123 02	1123 02
Capital Inc.	943 83	943 83	Intelligence	148 09	14 37	Renaissance	1133 67	1133 67
Capital Inc.	73 22	69 30	Intelligence	6743 02	6729 58	Renaissance	3861 31	3740 08
Capital Inc.	608 12	589 50	Intelligence	13813 38	13676 59	Renaissance	594 92	592 98
Capital Inc.	5701 47	5701 47	Intelligence	218229	218229	Renaissance	118 02	118 02
Capital Inc.	175 17	169 30	Intelligence	1211 01	1178 62	Renaissance	419 86	396 11
Capital Inc.	1240 58	1176 08	Intelligence	552 49	537 70	Renaissance	115 03	115 03
Capital Inc.	1186 26	1278 82	Intelligence	1377 80	1340 92	Renaissance	484 03	471 20
Capital Inc.	193 59	188 41	Intelligence	55022 25	55022 25	Renaissance	1169 02	1114 24
Capital Inc.	1107 48	1097 04	Intelligence	1071 28	1000 77	Renaissance	279 89	282 26
Capital Inc.	1207 72	1164 07	Intelligence	1580 05	11507 05	Renaissance	2281 89	2812 82
Capital Inc.	417 30	405 13	Intelligence	672 88	654 97	Renaissance	2292 51	2297 46
Capital Inc.	1269 07	1269 04	Intelligence	5740 02	5488 32	Renaissance	185 65	185 65
Capital Inc.	1303 37	1092 46	Intelligence	1192 31	1193 93	Renaissance	1052 98	1056 65

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 4/38	COURS DES BILLETS	
			Achat	Vente
Etats-Unis (5 l)	9 325	5/37	5 070	6 510
ECU	7 027	7 058		
Allemagne 100 DM	327,20	327,10	227	247
Allemagne 100 F	168	168	155	16 450
Pays Bas 100 fl.	258,70	258,60	269	369
Danemark 100 kr.	88 780	88 730	86	87
Norvège 100 kr.	404,40	403,10	39	39
Grande-Bretagne (£ 1)	10 804	10 812	10 600	11 200
Grèce 100 drachmes	4 215	4 235	3 950	4 120
Italie (1 000 lire)	4 571	4 571	4 300	4 600
Canada 100 \$	50,40	50,40	382	404
France 100 francs	96 270	96 280	93	101
Autriche 100 sch.	48	48	46 550	49 650
Espagne 100 pes.	5 127	5 120	3 320	3 480
Portugal 100 esc.	4 155	4 139	3 900	4 050
Canada (5 can.)	5 256	5 262	6 050	6 450
Japan 100 yens	4 755	4 764	4 610	4 830

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par	COURS 4/8
Or fin (985 en teneur)	87700	87600
Or 22 carats	87750	87750
Plaques françaises (20 g)	508	508
Plaques françaises (10 g)	360	370
Plaques suisses (20 g)	544	535
Plaques italiennes (20 g)	536	536
Plaques allemandes (20 g)	608	641
Plaques de 20 dollars	3080	3010
Plaques de 10 dollars	1600	1580
Plaques de 5 dollars	805	862 50
Plaques de 100 francs	3215	3215
Plaques de 100 francs	528	528
Or Londres	431 25	433 40
Or Zurich	434	433
Or Hongkong	432 35	435 55
Argent Londres		

Calceolus	145	143
Cochery	140	141
.....	142	142

Loganair	125	132
M. Occid. Formative	180	
Copaxair	355	395
Debian Int. (Casta.)	880	860
Glendair	87	88
Hogomair	290	
Interair (Swiss)	12 50	11 20
Interair	585	625
Interair	350	
Interair N.W.	174	174
Inter. Exp. Vols.	55 30	
S.P.R.	385	387
Sat. Lacours du Monde	680	600
Ulfair	380	
Union Transaero	120	

c : coupon détaché — o : offer

tronic	9207 99	9071 91	Ob
tronic	1026 83	983 07	Ob

to-Gas	5105 75	4974 22	Ok
to-Mail	25 76	25 36	Ok
ford Placement	60178 08	60179 06	Ok
ford Volantisme	13641 74	13574 25	Ok
revoir (ch. par 10)	10895 08	10895 08	Ok
revoir	248 44	238 68	Pa
revoir-Gas	6257 92	5973 77	Pa
revoir-Invest.	387 64	214 06	Pa
revoir-Invest.	242 44	389 87	Pa
revoir-Obligations	447 67	443 24	Pa
revoir	377 75	366 76	Pa
revoir-Pièce	96 35	93 54	Pa
revoir-Région	898 21	970 11	Pa

- * - droit détaché - d. : dement

Regions	1045 85	1030 39	Value
Regions Convert. ...	415 65	396 71	Value

autres collég.	157 48	152 52
mat.	1105 22	1054 28
matériel	185 30	150 54
ma.	1248 73	1208 84
or	5877 17	5884 74
or Chimie/ma.	585 85	571 37
Espece	15512 67	11880 91
France	90 80	88 16
Chimie/ma.	1071 94	956 98
Opportunités	111 88	108 43
Patrimoine	525	503 60
Réserve	94 77	93 83
se-Valor	1091 31	1090 22

♦ : prix président - ★ : max

.....	507 10	494 73
.....	1536 19	1524 61

.....	40843	40822 68
.....	23280 88	23257 80

PUBLICITÉ NANCIÈRE

Renseignements :

55-91-82, poste 4330

ché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon detache - o : offert - * : droit detache - d : demande - ♦ : prix precedent - ★ : marche continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Cijordanie : les conséquences de la rupture décidée à Amman. — États-Unis : la campagne électorale. 4 Angola : la prolongation de la réunion de Genève. 5 Espagne : 20 % de sans-emploi.	6 La CNI pour une charta commune des partis d'opposition. — Le nouveau cabinet de M. Pierre Joxe. — « Notre siècle », de René Rémond, par Maurice Duverger.	7 La plainte des habitants de l'île d'Ouvéa. — L'« affaire Mafart ». — Un entretien avec le professeur Get après la recrudescence des accidents de la route. 8-9 SPORTS : la Coupe du monde universitaire de rugby.	14 André Devambez au Musée de Beauvais. — Lohengrin, à Bayreuth. — Le Pepsico Summerfest, à New-York. 17 COMMUNICATION.	18 Le Livre blanc sur l'économie japonaise. — Tokyo se sent le premier menacé par la nouvelle loi américaine sur le commerce. 19 Un rapport de l'OCDE sur les aspects sociaux des technologies nouvelles. 20-21 Marchés financiers.	Abonnements 17 Annonces classées 17 Carnet 16 Jeux 12 Loto 16 Météorologie 16 Philatélie 16 Radio-télévision 10 Spectacles 16	• Jours avec le Monde ... JEJ • La messagerie internationale ... DIA 36-15 tapez LM • Le mini-journal de la rédaction JOUR • Admission aux grandes écoles ECOLES 36-15 tapez LEMONDE

En visite à Beyrouth

M. Murphy réaffirme l'intérêt des États-Unis pour l'élection présidentielle libanaise

BEYROUTH
de notre correspondant

Les États-Unis sont entrés ouvertement en scène en vue de l'élection présidentielle libanaise en déplaçant, jeudi 4 août, leur secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy, à Beyrouth où il n'aurait abordé que ce sujet. De là, il s'est rendu à Damas pour en discuter également avec le président syrien, M. Hafez el-Assad, tout en élargissant l'éventail de la concertation à l'ensemble de la situation au Proche-Orient. Il doit se rendre ensuite à Amman, au Caire et à Jérusalem.

En commençant sa tournée par Beyrouth où, pour des raisons de sécurité évidentes, sa venue n'avait même pas été annoncée, l'ambassadeur américain a manifesté publiquement que aux yeux de son pays, le sort du Liban, se décide aussi — d'abord — dans la capitale et pas seulement à Damas.

Arrivé par hélicoptère à Yarzé, en secteur chrétien, M. Murphy s'est ensuite rendu en secteur musul-

man, sous la protection massive de trente gardes du corps américains et surtout sous l'ombre de l'armée syrienne qui tient la zone, pour y rencontrer le premier ministre, démissionnaire depuis plus d'un an, M. Sélim Hoss, musulman sunnite. De là, il est revenu vers le passage inter-secteurs où il s'est entretenu avec M. Hussein Hussein, musulman chiite, président du Parlement dont le siège (provisoire depuis... douze ans), se trouve à cheval sur les deux Beyrouth. Enfin, il a gagné Bickfaya, résidence d'été du président sortant, M. Amine Gemayel, avec qui il a eu un long entretien.

« Je ne suis pas ici pour démontrer que les États-Unis ont un grand électeur dans la présidentielle libanaise », a dit M. Murphy. Pourtant que sont-ils d'autre ? Malgré quelques sursauts de fierté nationale à Beyrouth et quelques désagréments à Washington, voire même à Damas, il est évident que le prochain président libanais sera le fruit d'une coopération syro-américaine.

M. Murphy a lâché quelques petites phrases précieuses. Pour l'avenir du Liban, « les augures sont bons. Je suis très encouragé par les propos émis aujourd'hui. Les élections auront lieu [...] dans les prochains jours, dans un climat de confiance (le Parlement) ». « Le nouveau président devra être un symbole de l'unité nationale [...] et le représentant de tout le peuple libanais [...] des communautés entières ont de réelles revendications qu'il faudra prendre en considération ».

Alors que l'on se trouve presque à mi-chemin de la première phase du débat constitutionnel — 23 juillet-23 août — de l'élection, l'ambassadeur américain a clairement indiqué qu'il pensait et en tout cas souhaitait que le scrutin ait lieu durant cette phase. Tout en étant coopératif sur le fond et en étant d'accord avec les Américains pour rechercher un candidat d'entente et pour rejeter tout candidat de défi, les Syriens paraissent moins pressés : après tout, la Constitution libanaise prévoit, elle-même, une seconde phase dans le délai de l'élection présidentielle : du 13 au 23 septembre en l'occurrence.

Dans la course aux présidentialités, trois noms continuent d'émerger — dans l'ordre — aujourd'hui : MM. Michel El Khoury, René Moawad, Michel Eddé. L'ex-président Soleiman Frangie n'a toujours pas révélé ses intentions.

LUCIEN GEORGE.

Sur décision de la cour d'appel de Lyon

Mouloud Aïssou reste en prison

LYON
de notre bureau régional

La demande de mise en liberté de Mouloud Aïssou, membre présumé de la branche lyonnaise d'Action directe, a été rejetée par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon dans un arrêt rendu vendredi 5 août. Mouloud Aïssou, qui a observé du 21 juin au 1^{er} août une grève de la faim dans sa cellule de la prison Saint-Joseph à Lyon, où il est détenu sous l'inculpation de vols avec port d'arme, et en faveur duquel une cinquantaine de personnalités avaient lancé un appel (le Monde du 30 juillet), demandait à bénéficier de la loi d'amnistie du 4 août 1981. Son avocat, M^{re} Thierry Lévy, considère que les faits qui lui sont reprochés — deux vols à main armée commis le 24 mars 1980 et le 30 mars 1981, auxquels Mouloud Aïssou nie d'ailleurs avoir participé, — entrent dans le champ d'application de l'article 2, alinéa 5 de cette loi.

Dans un mémoire remis mardi 2 août à la chambre d'accusation présidée par M^{re} Michelle Pougnaud, M^{re} Lévy demandait toutefois

TUNIS
de notre correspondant

Le président Ben Ali s'est entretenu par téléphone, à deux reprises durant ces dernières quarante-huit heures, avec le président tchadien Hissène Habré. Aucune information n'a été fournie sur la teneur de ces conversations dont on ignore à qui est revenue l'initiative, et qui sont intervenues à la veille du voyage en Libye du chef de l'Etat tunisien.

En effet, M. Ben Ali devait commencer, le samedi 6 août, une visite officielle de trois jours à Tripoli. Prévue initialement pour le 13 juin et ajournée à la dernière minute, elle s'inscrit dans le prolongement de la rencontre que le président avait eue, le 22 mai, à Djerba, avec le colonel Kadhafi.

Multiplication des échanges

Les conversations entre les deux chefs d'Etat avaient débouché sur une série de projets d'accords de coopération relatifs notamment à la libre circulation des biens et des personnes, à la liberté d'établissement, de travail et de propriété pour les ressortissants de chacun des deux pays, à des réalisations économiques et sociales et à une exploitation com-

● Condamnation d'un homme de confiance de l'ex-président Bourguiba. — L'ancien homme de confiance de l'ex-président Bourguiba, M. Mahmoud Belhassine, a été condamné, le jeudi 4 août, par la chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Tunis, à un mois de prison et à 105 000 dinars d'amende (un dinar vaut environ 7,40 F) pour infraction à la législation douanière. Il était reproché à M. Belhassine, qui était aussi président de la chambre de commerce franco-tunisienne, d'avoir, perçu sur un compte bancaire en France des commissions d'une société française pour l'octroi de marchés. M. Belhassine, qui était chargé de mission à la présidence de la République, avait été arrêté en novembre dernier.

à cette juridiction de « surseoir à statuer sur la demande d'amnistie, dans l'attente du règlement de l'information ».

La cour s'est néanmoins prononcée sur cette question, en considérant notamment que rien ne permet de distinguer les faits reprochés à Mouloud Aïssou « des infractions de droit commun commises par des bandes organisées pour dévaliser des banques ». En conclusion, la cour confirme l'ordonnance de mise en détention rendue par M. Marcel Lemonde, juge d'instruction chargé du dossier.

R. B.

TUNISIE

Le président Ben Ali se rend pour la première fois en Libye

mune des ressources du plateau continental dans le golfe de Gabès.

Depuis cette époque, les échanges se sont multipliés à divers niveaux ministériels afin de préparer ces dossiers. Celui concernant le plateau continental paraît avoir été le plus épineux. Exploitation commune certes, mais sur quelles bases ? Sur l'ensemble du golfe de Gabès et de ce qui y existe déjà en matière de forage pétrolier déjà effectué par les Libyens, ou dans les seules entreprises conjointes qui y seront réalisées à l'avenir ? Rien, semble-t-il, n'a encore été définitivement réglé, et il n'est pas certain qu'un « accord final » sera conclu lors de la visite du président Ben Ali.

Quoi qu'il en soit, Tunisiens et Libyens répètent volontiers qu'ils sont décidés à aller de l'avant dans leur coopération, afin de favoriser « l'avènement du Maghreb uni ». Mais si les Tunisiens, en l'état actuel du processus, souhaitent s'en tenir à la seule complémentarité économique où chacun des partenaires conserverait sa propre orientation — c'est un point sur lequel ils insistent, — rien ne dit que le colonel Kadhafi ait définitivement renoncé à donner la priorité à son projet d'union politique.

MICHEL DEURÉ.

La polémique sur la voiture propre (suite)

« Le boycott autrichien est scandaleux » affirme M^{me} Edith Cresson

Les déclarations de M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, dans la Tribune de l'Expansion du 5 août risquent de ne pas contribuer à apaiser la polémique sur les normes anti-pollution pour les automobiles (le Monde du 5 août), qui oppose la France à d'autres pays. En réponse à la menace de boycottage des voitures françaises lancée par le ministre autrichien de l'environnement après le refus français d'accepter de nouvelles orientations communautaires sur les petites voitures, M^{me} Cresson affirme que « le boycott autrichien est scandaleux, car les voitures françaises sont aux normes européennes. La mauvaise foi est totale. Et cela augure bien mal de la demande de l'Autriche de rejoindre la Communauté européenne ». A propos des divergences de vues entre la RFA et la France sur ce sujet, le ministre ajoute : « que l'on ne vienne pas me dire que ce sont les voitures qui sont responsables de la pollution. Je ne vois pas pourquoi les feuilles des arbres tombent en Allemagne et pas en France. » Le ministre rappelle la volonté française d'aboutir à des « accords réalistes » évitant la « fragmentation du marché ».

M^{me} Cresson reprend de fait les arguments de Peugeot SA, à la différence de son collègue de l'environnement, M. Brice Lalonde, qui avait rendu la position du groupe automobile responsable de la réaction autrichienne. Tout comme Peugeot SA, M^{me} Cresson doute que « le pot d'échappement catalytique soit la meilleure solution » pour parvenir à la voiture propre. Pour PSA, on sait que l'avenir c'est le « moteur pro-

pre » (dont les émissions gazeuses polluantes seront réduites au minimum). Le groupe même des recherches en ce sens — qui ne pourront aboutir en tout état de cause avant 1993. D'ici là, PSA est hostile à des normes anti-pollution trop sévères, notamment sur les petites voitures, qui entraîneraient un surcoût.

Une position curieuse — polluons en attendant d'être très propres, — qui ne paraît guère tenable, aux yeux même du ministère de l'Industrie, et qui n'est pas suivie par l'autre constructeur français, Renault. Celui-ci, en raison de sa présence passée aux États-Unis, qui l'obligeait à équiper ses Alliance et Encore, versions américanisées des R-9 et R-11, de systèmes anti-pollution, se déclare capable de fournir des pots catalytiques à 2 500 francs, soit un surcoût de 4 % seulement.

Si la France s'élève contre les incitations fiscales destinées à favoriser les achats de voitures superpropres (c'est-à-dire appliquant des normes plus sévères que celles préconisées au niveau européen) comme les Pays-Bas veulent en pratique, elle s'oppose en revanche à réduire la fiscalité sur l'essence sans plomb pour en favoriser la vente, à l'image de la Belgique et de la RFA. Tous les moteurs actuels peuvent utiliser ce type de carburant rendu progressivement obligatoire par Bruxelles, et cela ne gêne donc pas les automobilistes. Actuellement le litre d'essence sans plomb est vendu 1 franc plus cher que le super. L'objectif est d'inverser ce rapport des prix, peu écologique.

C. B.

Les négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Deux députés de l'opposition dénoncent par avance toute éventuelle réduction du corps électoral

Deux parlementaires de l'opposition, MM. Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine, et Alain Griotteray, député UDF-RPR du Val-de-Marne, ont dénoncé par avance, jeudi 4 août, toute éventuelle concession du gouvernement au FLNKS sur la composition du corps électoral qui serait appelé à participer, en 1998 ou avant, au scrutin d'autodétermination prévu en Nouvelle-Calédonie par l'accord du 26 juin à l'hôtel Matignon.

Selon M. Baumel, les exigences des indépendantistes visant à aller au-delà du « gel » du corps électoral à la date du référendum national envisagé représentent « une violation des règles du suffrage universel (...) et un aveu de faiblesse ». « Aucun gouvernement respectueux du suffrage universel, aucune autorité juridique, comme le Conseil constitutionnel, ne peut accepter, dit-il, qu'un corps électoral soit réduit à certaines catégories de citoyens privilégiés avec exclusion d'autres électeurs légalement en droit de voter. Accepter que seuls les premiers occupants et les victimes de l'histoire puissent voter serait aussi scandaleux que de limiter en Bretagne le droit de vote à la population des descendants de la duchesse Anne de Bretagne. »

Pour M. Griotteray, qui avait été, avec M^{re} Yann Piat (Front national, Var), le seul député de son groupe à

voter contre le projet de loi confiant à l'Etat l'administration directe de la Nouvelle-Calédonie, le référendum national préconisé par M. Michel Rocard, tel qu'il est prévu, est inconstitutionnel. « Les termes de l'accord du 26 juin ont pour effet direct de créer deux catégories d'électeurs, souligne-t-il dans une question écrite adressée au premier ministre. Ceux d'avant 1988 et ceux d'après, amputés d'une partie de leur capacité civique. » Il apparaît ainsi, estime le député du Val-de-Marne, que cet accord méconnaît le principe constitutionnel d'égalité du suffrage. M. Griotteray ajoute que l'accord du 26 juin « porte également atteinte à la liberté de circuler et de s'établir : en effet, un citoyen français résidant en France métropolitaine, dans un département ou un territoire d'outre-mer, qui souhaiterait s'établir en Nouvelle-Calédonie se verrait (...) devant une alternative simple : ne pas changer de résidence et rester un citoyen à part entière ou s'établir en Nouvelle-Calédonie et devenir un Français de deuxième niveau. » Il serait tout à fait indigne, conclut-il, de soumettre à référendum un projet aussi manifestement contraire à tous nos principes fondamentaux.

M. Griotteray demande au gouvernement de s'en tenir à la règle « un homme, une voix ».

Dans la revue de leur association

Des anciens de l'ENA se penchent sur les « vices et passions » des Français

ENA mensuel, revue des anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration, consacre le « dossier » de son numéro de juillet-août aux rapports de l'Etat avec les « vices et passions » des Français. La revue apporte des précisions sur la réglementation et la fiscalité des jeux et de l'alcool, sur la répression du proxénétisme, sur les problèmes de la sécurité routière, de la télématique et du sport.

Deux articles sur les jeux, l'un signé par M. Dominique Latourne, ancien directeur des libertés publiques au ministère de l'Intérieur, l'autre par M^{re} Danièle Lamarque, conseiller référendaire à la Cour des comptes, rappellent que les jeux de hasard sont l'objet, selon le code pénal, d'une interdiction générale. Tous ceux qui sont admis le sont donc par dérogation, « constamment assortie, relève M^{me} Lamarque, de contreparties moralisatrices : les ressources ainsi

acquises [par l'Etat] devaient avoir une fonction sociale (œuvres de bienfaisance) ou économique (amélioration de la race chevaline) ».

M^{me} Lamarque souligne que le « grand gagnant » des jeux est l'Etat, qui perçoit, sur les courses de chevaux, le Loto, le Loto sportif, etc. des sommes considérables : 12 milliards de francs, au total, en 1987. « Pour prix de ces ressources faciles, observe-t-elle, l'Etat a dû multiplier les concessions. D'où un système disparate, guère cohérent et d'une légalité parfois contestable. » L'alcool assure, lui aussi, de confortables recettes à l'Etat, la TVA et les droits de consommation et de production s'élevant, au total, à environ 25 milliards de francs, indique M. Guy Berger, conseiller maître à la Cour des comptes, ancien directeur du cabinet de M^{me} Michèle Bazzachi. M. Berger

souligne que les décès dus directement à la consommation d'alcool ont approché les trente mille en 1986, que 25 % à 35 % des hospitalisations sont liées à l'alcoolisme et que l'alcool est responsable de quelque trente mille accidents et de près de quatre mille morts, chaque année, sur les routes.

Ce n'est pas un haut fonctionnaire, mais un écrivain, Romi, qui a été invité par ENA mensuel à traiter de la prostitution et du proxénétisme, activités dont il n'est pas précis si leurs bénéfices donnent lieu à un prélèvement de l'Etat, ni sous quelle forme. L'auteur cite, en conclusion de son article, une interview accordée à Paris-Match, en février 1982, par le commissaire Roger Le Taillanter, ancien chef de la brigade mondaine, qui indiquait notamment, que les organisateurs de réseaux de prostitution sont, pour la police, des « sources de renseignements ».

EN BREF

● Attentat contre un restaurant libanais à Cannes. — Une table chargée a explosé, vendredi 5 août à 6 h 40, dans le jardin situé devant un restaurant libanais de Cannes, le Sorcier, 13, rue Rouzeau, près de la Croisette. Sept personnes, pour la plupart des riverains, ont été très légèrement blessées par des éclats de verre. Le propriétaire du restaurant, qui reste ouvert malgré l'attentat, M. Ali Serhan, a précisé qu'il n'avait jamais été l'objet de menaces. Vendredi, l'attentat n'avait pas été revendiqué. — (Corresp.)

● La fusillade de Montigny-le Bretonneux : une inculpation. — M. Jean-Marie Chaprier, juge d'instruction à Versailles, a inculpé, jeudi 4 août, Fabrice Conquet, vingt ans, de vols à main armée, tentatives d'homicides volontaires et détention d'armes. Fabrice Conquet, qui a été écroué à la prison de Bois-d'Arcy, avait tenté, mardi, à Montigny-le Bretonneux (Yvelines) de forcer, au volant d'une voiture volée, un barrage de police. Les policiers avaient, alors, ouvert le feu et son complice, Xavier Simon, dix-sept ans, qui avait pris place dans la voiture, avait été tué d'une balle dans le thorax (le Monde du 4 août).

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 août

Sans passion

La semaine s'achève sans passion sous les lambris. L'indicateur instantané, qui avait perdu 0,11 % à l'ouverture de la séance, revenait à -0,02 % à l'issue de la matinée. Comme les autres jours, les volumes traités demeuraient très peu importants. Parmi les hausses on notait Esilor ADP (+ 5,2 %), Aussédat (+ 5 %), Fininvest (+ 3,6 %) et Casino (+ 2,6 %). En baisse figurait Darty ADP (- 4,2 %), URB (- 3,3 %) et Galeries Lafayette (- 2,9 %).

Le numéro du « Monde » daté 5 août 1988 a été tiré à 469 705 exemplaires

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

AIR INTER

prend la parole
aux

1^{res} Journées Prospectives
du journal

Le Monde

11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO
Tél. (1) 47.53.70.70

A B C D E F G